

Tout en acceptant le commandement stratégique unique souhaité par la Russie

Trois des onze Républiques de la CEI veulent créer leur propre armée

Un départ difficile

Le bilan de la rencontre de Minsk, premier véritable sommet de la nouvelle Communauté des États indépendants après celle qui, dix jours plus tôt à Alma-Ata, avait proclamé la fin de l'Union soviétique, peut paraître bien décevant. Les onze participants n'ont pu se mettre d'accord concrètement que sur un point, celui sur lequel la pression de l'étranger était la plus vive : le contrôle des armements nucléaires stratégiques.

Le problème encore plus épineux des armes tactiques reste, lui, dans le brouillard, tout comme ceux des structures de la Communauté et de la coordination des économies à la veille de la libération des prix en Russie : une mesure dont les conséquences risquent pourtant de faire couler très rapidement les laborieux exercices diplomatiques de Minsk.

AUT-Il pour autant s'étonner de ces difficultés, tomber dans le catastrophisme volontiers cultivé aujourd'hui par Edouard Chevardnadze et d'autres « ci-devant » de l'ancien système ? Certes, tout est à créer entre les membres de la CEI, cette association très lâche qui se présente littéralement comme une « amicale ». Non seulement, comme on l'a vu dès lundi, elle ne se sera pas toujours, mais elle ne peut s'organiser ni en un jour, ni même en un an. Dans ces conditions, le verre de Minsk peut tout aussi bien être considéré comme à moitié plein.

Rien de plus normal en effet que les « petites » Républiques de l'ancienne Union veuillent résister au poids écrasant de l'immense Russie, et aussi que leur résistance soit conduite par l'Ukraine, la plus soucieuse de sauvegarder ses distances. Le souhait des dirigeants de Kiev d'avoir leurs propres forces armées et de battre leur propre monnaie n'a rien d'inattendu non plus. Il ne devrait pas empêcher une coopération concrète sur toutes sortes de sujets, et l'accord donné par M. Eltsine à la constitution d'armées nationales contraste heureusement avec les imprécisions dans lesquelles se lançait naguère M. Gorbatchev.

A cet égard, les accords parisiens signés à Minsk sont apparus un résultat provisoire certes, mais non négligeable. Il s'est trouvé tout de même huit Républiques sur onze pour accepter un « commandement unifié » des forces conventionnelles, autrement dit une seule armée. Autrement dit encore, la formidable armée soviétique d'autrefois n'est certes plus rouge, mais elle n'est pas encore morte. D'autant que l'accord conclu, cette fois entre les onze, sur les forces stratégiques a entraîné la signature d'une déclaration d'intention sur la poursuite en commun des programmes spatiaux, principal sous-produit de l'industrie militaire soviétique et attribut symbolique de l'ancien statut de grande puissance.

Tout n'est donc pas perdu pour les tenants de l'« Union » nouvelle manière. A condition d'admettre que les difficultés sont énormes, et que le processus de destruction de l'ancien système va prendre le pas encore longtemps sur la construction du nouveau.

MD147 - 01010 - 6.00 F



Les présidents de la Communauté des États indépendants, réunis lundi 30 décembre à Minsk, ont entériné la disparition de l'armée soviétique. Comme le souhaitait la Russie, un commandement unique reste prévu pour les forces stratégiques, et pour les forces conventionnelles que les Républiques ne voudront ou ne pourront pas prendre en charge. Trois d'entre elles, l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan, ont confirmé leur intention de créer leurs propres armées nationales.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Ce que l'agence Tass, toujours respectueuse, a choisi d'appeler la « première réunion de travail » de la nouvelle Communauté des États indépendants (CEI), lundi 30 décembre à Minsk, aurait dû être qualifié plus justement de « commission de liquidation ».

Plus de huit heures d'entretiens à huis clos, dont personne n'a cherché à nier qu'ils ont été houleux, ont certes abouti à la signature d'un accord d'une série d'accords disparates. Mais leur énumération montre qu'il s'agit surtout de faire disparaître l'armée soviétique unifiée, et que, pour le reste, il fallait parer au plus pressé, en prenant soin de ne rien signer qui puisse impliquer la création

d'un semblant de pouvoirs communitaires.

Ce qui ne devrait pas étonner : aucune recette n'existe pour unir sans conflits des entités telles que la Fédération de Russie - qui dispose des trois quarts du territoire et de plus de 60 % du PNB de l'ensemble - avec dix États qui se partagent le reste. C'est encore moins possible quand l'État dominant est en fait la puissance ex-coloniale, toujours ressentie comme telle, et qu'elle décline encore les pouvoirs réels : d'une part l'armée (« la Russie n'a pas besoin de sa propre armée, elle a l'armée soviétique », plaisante-t-on dans les couloirs de l'état-major à Moscou).

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite et les articles de JACQUES ISNARD et de MARIE JEGO page 3

Alors que les combats continuent

Les initiatives de paix se multiplient en Yougoslavie

Alors que les combats continuent en Croatie, M. Cyrus Vance, envoyé spécial de l'ONU, a commencé une nouvelle mission. Un « concert pour la paix » devait être donné mercredi 1^{er} janvier à 0 heure à Dubrovnik, en présence des personnalités européennes qui ont répondu à l'invitation de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Lundi, les représentants des communautés religieuses françaises et yougoslaves ont lancé, de Sarajevo, un appel à la paix.



Lire page 18 nos informations et l'article d'YVES HELLER

La Cinq va déposer son bilan

M. Yves Sabourat, PDG de La Cinq, devait annoncer, mardi 31 décembre, à l'issue d'un conseil d'administration extraordinaire, le dépôt de bilan de la chaîne de télévision dans les premiers jours de janvier.

Le dépôt de bilan de La Cinq était inéluctable depuis quelques jours. Hachette et ses associés ayant refusé d'assumer les pertes de la chaîne (600 millions prévus en 1992, après 1,12 milliard cette année), l'administrateur judiciaire nommé par le tribunal de commerce devra choisir entre la continuation ou la liquidation. Déjà s'échafaudent des projets pour l'après-Hachette sur le réseau de La Cinq. Dans l'immédiat, c'est un pénible début d'année qui s'annonce pour les 820 salariés de la chaîne, sinistrée après cinq ans d'existence et trois opérateurs successifs. Seule la Bourse salue positivement l'échec d'Hachette, en enregistrant une remontée du cours des actions du groupe.

Lire page 13 l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Allemagne, refuge forcé

250 000 demandeurs d'asile sont arrivés en un an.

Dans un climat xénophobe, les camps d'hébergement craquent de partout

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Sitôt franchi le grillage qui ceinture le camp de réfugiés de Schwalbach, on entre dans un autre monde. Un gardien grelottant derrière un tourniquet contrôle les passeports. Il symbolise la frontière entre l'Allemagne opulente des supermarchés encore pleins de la fête de Noël et la société dépenalisée de ceux qui, venus du Sud et surtout de l'Est, ont osé frapper à ses portes. Schwalbach est le lieu de premier hébergement pour tous ceux qui ont demandé l'asile dans le Land de Hesse, notamment à l'aéroport tout proche de Francfort.

Une allée centrale dessert la dizaine de baraquements en préfabriqué jaune clinique alignés sur la terre givrée. Des enfants de toute couleur, vêtus d'anoraks trop grands,

tapent du pied dans une chaise en carton. Plus loin, on bat la semelle en attendant son tour pour une distribution de vêtements chauds. Dès leur arrivée, les demandeurs d'asile ont subi une visite médicale comprenant un dépistage du sida.

Dans le bâtiment de l'administration, un haut-parleur répète des noms. Une foule bigarrée attend dans une atmosphère enfumée. Un Croate, avec femme et enfants, répète à un agent de l'Office fédéral des étrangers l'histoire de sa fuite vers l'Allemagne. Un groupe où se mêlent Kurdes, Pakistais et Somaliens se presse autour du guichet où sont remis les 80 marks (280 F) du pécule mensuel. D'autres, Africains ou Yougoslaves, attendent avec anxiété la distribution du papier gris qui va leur assigner à résidence.

PHILIPPE BERNARD

Lire la suite page 8

Les trois coups de M. Mitterrand

1991 fut l'année du désenchantement

malgré la guerre du Golfe, « l'effet Cresson », Maastricht

par Thomas Ferenczi

Sur le théâtre de la politique, avant que ne s'ouvre, à partir de 1992, une longue période électorale, François Mitterrand a frappé les trois coups. Trois coups qui ont scandé l'année 1991, infléchi l'action et l'image du pouvoir socialiste, modifié les relations entre la gauche et l'opposition.

Le premier coup fut celui de la guerre du Golfe. Le 16 janvier, le Parlement, réuni en session extraordinaire, entend un message du président de la République, qui proclame « désormais légitime » le recours à la force armée pour contraindre l'Irak à évacuer le Koweït, et approuve une déclaration du gouvernement, qui recommande la contribution militaire de la France à l'application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Seuls les parlementaires communistes, une poignée de

socialistes et quelques élus de droite affichent leur hostilité. Le soir même, à la télévision, le chef de l'Etat appelle les Français à « faire bloc » autour de leurs soldats.

Pour la première fois depuis trente ans, la France entrait en guerre. On aurait pu s'attendre à de rudes controverses, on aurait pu penser au moins qu'un débat s'engagerait dans le pays entre partisans et adversaires de l'intervention. Si ce débat eut lieu, il ne prit guère d'ampleur. Au nom du « rang » de la France et du juste combat pour la liberté, le président de la République reçut un vaste soutien, et ceux qui s'opposèrent à son choix trouvèrent peu d'échos.

A l'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen, en manifestant son désaccord avec l'opération, troubla les militants de son parti.

Lire la suite page 7

Le Monde de l'éducation

NOUVELLE FORMULE

Janvier 1992

ENQUÊTE

PARTEZ ÉTUDIER EN EUROPE

Pour la première fois, une grande enquête auprès de l'ensemble des universités françaises permet de connaître, fac par fac, région par région, les établissements qui aident leurs étudiants à poursuivre leur cursus sur un campus européen. Avec un répertoire de plus de 60 adresses pour trouver des bourses d'études à l'étranger.

Egalement au sommaire : Les maths sans douleur. Apprendre les langues.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La revanche de Lully

« Alceste », une tragédie lyrique aussi distrayante qu'une comédie musicale

par Alain Lompech

Il n'y a pas si longtemps, les histoires de la musique « à l'usage des scolaires » ravaient Lully au rang de dictateur italien. Il aurait régné sur la musique de son temps à coups d'intrigues et grâce à son talent particulier pour mettre en scène la cour de Louis XIV, voire le roi lui-même.

Les mêmes manuels enseignaient que son œuvre était morte avec lui. Lully avait tous les défauts, plus celui d'avoir trop aimé l'argent et d'avoir empêché ses contemporains français d'avoir pu se produire à l'Opéra en abusant des privilèges que lui donnait sa charge de surintendant de la musique du roi.

Le triomphe d'Ary, à la scène comme au disque, sa reprise attendue fin janvier à l'Opéra-Comique, puis la tournée qui conduira la production de Villégier-Lancelot-Christie à Madrid,

Montpellier, Caen et New-York entre le 15 février et le 22 mars 1992 sont un cinglant démenti à un bon siècle d'une histoire de France xénophobe. Le triomphe d'Ary nous a pris, pour ainsi dire, par surprise, malgré le parainage des Arts florissants. Triomphe ancré dans notre époque par des pin's et des tee-shirts.

A contrario, Alcyone, l'opéra de Marin Marais (1706) exhumé par Marc Minkowski, malgré d'innombrables beautés musicales, a confirmé que le génie du compositeur français était à rechercher dans sa musique instrumentale, comme la mise en scène lyonnaise de David et Jonathan, l'opéra de Marc Antoine Charpentier, créé en 1688, un an après la mort de Lully, avait prouvé que son auteur restait un grand maître de l'oratorio et de la musique religieuse.

Lire la suite page 11

Le Monde

présente à ses lecteurs ses meilleurs vœux pour 1992.

L'armée algérienne et la victoire du FIS

En réserve de la démocratie. page 6

Hausse des prix :

+3% en un an
Un taux d'inflation plus faible en France qu'en Allemagne page 13

SCIENCE & MÉDECINE

■ Le « Vase » sauvé des eaux
■ Les cent ans du Skansen
■ Ozone aérien ■ Un point de vue d'Elisabeth Bacon sur les effets des benzodiazépines sur la mémoire.

pages 9 et 10

Le sommaire complet se trouve page 18

DÉBATS

Un entretien avec M. Guy Braibant

« La France va inscrire dans la loi le statut du corps humain »
nous déclare le président de section au Conseil d'Etat

Après plusieurs années de débats, de controverses et de qui-proquos, le gouvernement français vient de prendre l'engagement de proposer au Parlement, dès la prochaine session de printemps, un ensemble de textes visant à légiférer dans le champ de la bioéthique (le Monde des 19 et 24 décembre). Partisan des 1989 de l'intervention du législateur dans ce domaine, M. Guy Braibant, président de la section du rapport et des études au Conseil d'Etat, nous commente les grandes lignes du projet de loi gouvernemental et situe l'enjeu international de l'initiative française.

« Quelles réflexions inspirent au principal artisan d'un avant-projet de loi en 1989 les orientations de la politique gouvernementale en matière de législation sur l'éthique biomédicale et les déclarations faites sur ce thème au Monde par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, dans nos éditions du 19 décembre ?

— Les futurs textes du gouvernement seront, je pense, soumis au Conseil d'Etat en février prochain. Le Conseil pourra à cette occasion les comparer à son propre avant-projet. Mais, d'après ce que je sais, les textes du gouvernement seront très proches du nôtre. On peut dire, très schématiquement, qu'à 75 % ou 80 % on retrouvera les propositions que le Conseil d'Etat avait faites avec, il est vrai, quelques aspects nouveaux positifs et quelques autres négatifs. Les améliorations apportées concernent, à mon sens, l'encadrement de la pratique dite des empreintes génétiques dont nous avions, pour notre part, traité dans un autre rapport, celui concernant les droits de l'en-

fant. L'aspect négatif tient au fond à ce que l'on n'a pas repris tout ce qui concernait notamment la recherche sur les embryons humains et les problèmes des embryons humains surnuméraires.

— Que proposez-vous sur cette question ?

— A propos de la recherche sur les embryons humains, la solution que nous proposons était largement inspirée d'une législation australienne qui avait elle-même inspiré la législation britannique en la matière. Elle proposait un double secteur : l'interdiction, de principe, de telles recherches à l'exception de travaux menés dans un intérêt thérapeutique ou scientifique après avis conforme du Comité national d'éthique. La nécessité de cet avis conforme imposait de donner un caractère législatif au Comité national d'éthique. Or l'idée aujourd'hui est de ne plus consacrer ce comité dans la loi, mais simplement d'augmenter ses moyens. Nous pensions, pour notre part, que la meilleure manière d'augmenter ses moyens était de lui donner le caractère législatif.

La pilule abortive

— Le refus du gouvernement exprimé par M. Sapin de doter l'embryon humain d'un statut législatif constitue-t-il, selon vous, un problème ?

— Nous n'avions pas, pour notre part, tenté de donner un statut à l'embryon humain. Nous avions parfaitement saisi qu'il s'agissait là d'un problème beaucoup plus délicat, et nous croyions nécessaire de traiter l'embryon de façon pragmatique, c'est-à-dire à travers des différents problèmes qu'il peut poser. Cela avait d'ailleurs été fait par la loi sur l'interception volontaire de grossesse. Je signale à ce propos que le Conseil d'Etat, au contentieux, cette fois-ci, a suivi la

même démarche dans l'arrêt rendu le 21 décembre 1990 sur la requête de l'Association nationale des familles catholiques. Le problème alors était de savoir si l'usage de la pilule abortive était ou non conforme à la convention européenne des droits de l'homme et



M. Guy Braibant

au pacte des Nations unies qui reconnaissent le droit à la vie.

La réponse, en substance, a été qu'il n'y avait pas en la matière de violation, non pas parce que l'embryon humain n'est pas une personne — nous n'avons pas fait de théologie — mais parce que la loi de 1975 sur l'interception volontaire de grossesse avait suffisamment encadré les choses, suffisamment posé les conditions.

Cette loi du 17 janvier 1975 précise en effet dans son article premier qu'il ne saurait être porté atteinte au principe du droit à la vie qu'en cas de nécessité et selon les conditions définies par cette même loi. Elle ajoute que, eu égard aux conditions ainsi posées, ces dispositions ne sont pas incompatibles avec la convention européenne des droits de l'homme.

Nous avions, pour notre part, essayé de la même manière de résoudre quelques problèmes sans aborder directement le statut de l'embryon, sans consacrer un chapitre à celui-ci.

— Vous rejoignez donc la loi M. Sapin sur l'opportunité de traiter de cette question dans la loi ?

— Oui. En sachant que d'autres pays ont abordé cette question. Peut-être une telle situation est-elle propre à la France.

— Vous êtes donc satisfait de l'initiative gouvernementale ?

— En réalité, je pense que l'on a cessé ces derniers temps de se rapprocher de notre projet de 1989.

« Mûrissement » du débat

— Plusieurs des opposants à la législation sur la bioéthique critiquent ces derniers temps le « juridisme excessif » du texte auquel vous êtes parvenus. Que répondez-vous à de telles critiques ?

— Juridisme excessif ? Ce n'était pas le cas. Je pense d'ailleurs que les textes qui seront rédigés par le gouvernement ne seront pas très loin des nôtres. Contrairement à une idée trop répandue, nous n'avions nullement essayé de tout réglementer et il n'y avait pas chez nous un *a priori* de législation. Bien au contraire, notre idée était de légiférer le minimum.

— Pensez-vous, comme on le dit aujourd'hui en haut lieu, que l'évolution, le « mûrissement » du débat depuis 1989 a été une bonne chose ?

— Je n'en suis pas sûr du tout mais je me félicite que l'on puisse arriver finalement aux mêmes solutions. Il est certain que celles-ci seront plus solides si fait qu'elles s'appuieront sur un débat plus large et sur le rapport de M^{me} Noëlle Lenoir. Pour tout dire,

il me semble qu'il y a eu quelques malentendus dus à une insuffisance de culture juridique. Certains ont cru que dans notre projet tout était à prendre ou à laisser alors même que ce projet était d'abord divisible — à condition de ne pas mettre en cause nos principes fondamentaux — et ensuite qu'il n'était pas éternel. Aucune loi n'est éternelle. Mais peut-être valait-il mieux perdre trois ans dans la mesure où l'on pouvait aboutir finalement à un bon résultat.

— Durant cette période plusieurs événements sont survenus. A commencer par l'adoption d'une directive européenne qui permet de considérer le plasma humain comme une matière première, comme une source de profit. Ce texte aurait-il été adopté si la France s'était dotée beaucoup plus tôt d'un cadre juridique sur la bioéthique ?

— Sans doute pas ! Beaucoup expliquaient ces dernières années qu'il valait mieux attendre une réglementation européenne avant de faire une réglementation française. Je pense, au contraire, avec d'autres, qu'il fallait aller très vite pour éviter de se trouver face à une réglementation européenne qui nous mettrait devant le fait accompli. Le problème du sang et du plasma humain considéré comme une matière première est à cet égard exemplaire.

La distinction entre personne et chose

Si l'on dit que les produits du corps humain font partie de la sphère marchande, cela signifie qu'on est dans la compétence de la Communauté économique européenne. Si, en revanche, on dit, comme le souhaite la France, que nous ne sommes pas dans la sphère marchande, cela n'est plus de la compétence de la Communauté. Il

ne s'agit donc pas seulement d'un problème de fond, mais aussi d'un problème de compétence. Il sera fort intéressant de voir ce que dira le traité de Maastricht sur ces questions. Et je suis satisfait que l'on arrive à peu près à temps pour précisément affirmer dans ce domaine une doctrine française.

— Dans le rapport De l'éthique au droit, qui précédait en 1989 la rédaction de votre avant-projet, vous souligniez l'importance jouée par le droit romain dans la définition des grands principes sur l'indisponibilité et sur la non-commercialité du corps humain. De quel, en pratique, s'agit-il exactement ?

— Ce que nous avions repris dans le droit romain concernait la distinction fondamentale entre les personnes et les choses. En dépit de l'esclavage, les Romains estimaient que tout ce qui relève des personnes ne doit pas être dans le marché, à la différence de ce qui relève des choses. Là encore, je suis très satisfait des choix du gouvernement, qui souhaite voir les grands principes de l'indisponibilité et de la non-commercialité du corps humain insérés dans le code civil et insérés socialement au début de ce code. Au fond, la France va inscrire dans la loi le statut de la personne physique, le statut du corps humain. Sans doute les Romains n'avaient-ils pas du tout cette idée-là, mais grâce à eux, grâce à la distinction qu'ils ont faite des personnes et des choses, ils nous ont prodigieusement aidés. J'ai toujours pensé que la seule consécration par la loi de ce statut du corps humain était une chose essentielle, quelque chose de véritablement extraordinaire.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc : 208.906F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M.-Gumbert
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications : 437
ISSN : 0395-2031
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot-Duvall, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Arvis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-72-72
Téléc : MONDIPUB 634 128 F
Téléc : 40-85-72-72. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 35-15 - Tapez LEMONDE
ou 35-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris PP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Tchécoslovaquie

Au pays dont Vaclav Havel est président !

par Daniel Bensaid

LE MONDE a annoncé en brève : l'Assemblée fédérale tchécoslovaque a adopté le 11 décembre un amendement au code pénal criminalisant « la propagation du communisme ». Le texte exact mérite citation :

« Amendement adopté le 11 décembre 1991 par l'Assemblée fédérale, paragraphe 260 : 1) Toute personne soutenant ou impulsant un mouvement visant ouvertement à supprimer les droits et libertés des citoyens, ou prônant la haine nationale, raciale, de classe, ou religieuse, par exemple le fascisme ou le communisme, sera punie d'un à cinq ans de prison ferme. 2) Sera punie de trois à huit ans de prison ferme, toute personne coupable de : a) avoir commis les délits mentionnés au paragraphe 1 par voie de presse, film, radio, télévision ou tout moyen analogue ; b) d'avoir commis un tel délit en tant que membre d'un groupe organisé ; c) d'avoir commis un tel délit en période d'état d'urgence. »

Au pays dont Vaclav Havel est président !

L'œuvre et les combats de cet homme réclament le plus grand respect. Certes, il a qualifié l'amendement de « malheureux et discutable ». Certes, il l'a caractérisé comme « une tentative désespérée et tentée de régler nos comptes avec le passé, ce qui aurait dû être fait plus tôt et autrement » (1). C'est mieux que rien, mais c'est encore peu.

On peut comprendre que les brisures de réves du Krenin aient corrompu les mots au point de les rendre presque imprononçables. On peut comprendre que celui de communisme soit chargé, particulièrement à Prague, d'un lourd passé. On peut même comprendre que le président Havel minimise la gravité de l'affaire, convaincu que cette loi restera inappliquée car inapplicable. Mais les interdictions professionnelles vont déjà bon train en Tchécoslovaquie, et le vote solennel du 11 décembre n'en constitue pas moins un précédent sinistre et un scandale absolu.

Le Parlement tchécoslovaque prétend interdire la « haine de classe » ou même celle que la haine raciale ou religieuse. Mais est-il en son pouvoir d'interdire les licenciements et le chômage, les maladies professionnelles et les accidents du travail, la

paupérisation et l'exclusion, l'humiliation et l'oppression ? D'arrêter la régression à l'empirisme, qui commence au quotidien par le refus des cadences imposées, par la moindre grève et la plus infime protestation ? Nulle loi n'empêchera la haine des thermidoriens et des versaillais, d'hier et d'aujourd'hui, nulle loi n'arrêtera les Pinochet et les Suharto.

Notre Constitution de 1793 constatait déjà que le droit imprescriptible à l'existence, à la dignité, à l'égalité se heurte au pouvoir de la propriété. Sa défense intransigeante oblige, comme le disait Paul Nizan, à « trahir la bourgeoisie pour l'homme ». On n'échappe pas à ce choix.

Vote scélérat

A moins de nier, jusqu'à la faire taire, la lutte des classes. De censurer jusqu'aux mots, pour la dire. L'imposition de la paix sociale par l'union nationale sacrée n'est pas un phénomène nouveau. Souvenons-nous de la profonde remarque de Walter Benjamin : l'Allemagne hitlérienne était devenue « le pays dans lequel il était interdit de nommer le prolétariat » (2). Cette négation est le fondement même du totalitarisme. La lutte des classes, au contraire, fonde le lien en deux. Elle brise l'unité opaque des races, des nations, des religions. Il y a toujours, de part et d'autre, des riches et des pauvres, des opprimés et des oppresseurs.

Cette idée devrait suffire à berner l'escalade des guerres totales, à bloquer les logiques d'extermination et d'annihilation. D'un point de vue de classe, l'arme nucléaire et toute arme de destruction qui prend un peuple en otage est un non-sens absolu ; car il y a toujours, dans la religion ou la nation de l'autre, un autre soi-même.

Le vote solennel du 11 décembre scelle l'amalgame pénal entre le nazisme et le communisme. Il jette Mein Kampf et le Capital dans la même sac-poubelle de l'Histoire.

Je suis opposé à toute censure, de Hégel ou de Céline, de Drieu ou de Brecht. Si les législateurs du Parlement tchécoslovaque prenaient leur propre loi au sérieux, ils

devraient mettre à l'index non seulement les œuvres de Marx, de Rosa Luxemburg, de Lénine, de Trotski, de Guevara, mais aussi celles de Beauf, de Blaquy, de Heine, et encore celles de Korsch, Lukacs, Bloch, Gramsci, Benjamin... Ils devraient censurer les poèmes de Brecht, de Breton, de Malraux, de Fried, censure les romans d'Ivan, de Pissier, de Sade, de Nizan, de Revueltas, d'Amado, de Grossmann, de Peter Weiss... Bref, mettre en quarantaine une part majeure de l'intelligence et de la culture de ce siècle.

Entre communisme et nazisme, la différence ne tient pas à la longueur relative des périodes insupportables et au prestige des noms que l'on pourrait y rencontrer. Elle tient à une opposition absolue, irréconciliable, des buts et des valeurs. Jusque dans la « solution finale », les nazis ont accompli leur programme. En revanche, pour en venir à leurs fins, procureurs et bourreaux stalinistes ont dû égarer avec acharnement jusqu'au souvenir de l'idéal communiste. Dans les années 30, l'« hitlérisme » fut un cliché à l'usage de cette imposture. Aujourd'hui, le spectre de l'« hitlérisme communiste » est évanoui au grand jour par une conjonction parlementaire... au pays dont Vaclav Havel est président.

Il ne suffit pas d'inverser les signes et de permuter les valeurs.

Une légende retournée reste une légende.

Une censure retournée reste une censure.

Et la démolition ne sort pas de la vision policière de l'Histoire.

Nous n'étions qu'un petit curé à battre la semelle, en février 1968, sur l'esplanade des Invalides, pour défendre les Polonais Kuron et Modzelewski, alors dissidents communistes. Nous n'étions qu'une poignée en 1969 à occuper le consulat et la délégation commerciale tchécoslovaques, à protester contre l'arrestation de Petr Uhl et de ses camarades tchécoslovaques. Communistes anti-staliniens de la première heure, nous avons été de tous les combats — soutien à Wolf Biermann, à Piotr Grigorenko, à la Charte 77, de toutes les manifestations contre l'intervention soviétique à Budapest ou à Prague. A une époque où nombre d'intellectuels « amis de l'URSS », non encore tou-

chés par la révélation Soljenitsyne, se balançaient sous prétexte de « ne pas hurler avec les loups ».

Triste ironie de l'Histoire : ceux-là mêmes qui étaient hier embastillés pour « propagande anticomuniste » par les dictatures bureaucratiques pourraient l'être aujourd'hui, en toute légitimité, pour « propagande communiste » par un gouvernement démocratique.

Selon la lettre de la loi, le Brest-Litovsk de l'Anglais Scargill, les grévistes de Clon ou de Peugeot seraient passibles de cinq à dix ans de prison pour incitation à la haine de classe ; Abraham Seryby ou Nelson Mandela passibles de cinq à huit ans de prison pour « propagation du communisme ». Et je craindrais d'en courir la même peine, car je ferais sans aucun doute mon possible pour défendre mes convictions ou tant que « membre d'un groupe organisé ».

« par voie de presse et de radio ».

La victoire posthume de Staline ?

Accepter l'identification entre communisme et stalinisme, ce serait reconnaître à Staline et aux siens une victoire posthume, qui nous confèrerait jusqu'aux moindres et perpétuerait le supplice de ses victimes.

Accepter que les idées soient des crimes, ce serait se résigner à un nouvel engrenage totalitaire.

Cette loi doit donc être abolie de toute urgence.

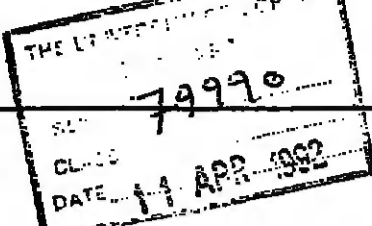
Il en va de la mémoire de ceux dont la lutte a tracé « pour l'humanité un chemin à travers les ténèbres ordinaires de la planète » (3). Peut-être ceux-là ont-ils été trahis. Sans doute se sont-ils parfois trompés. Mais, à en juger par l'injustice et la misère qui règnent au royaume de ce monde, ils n'ont pas dû avoir tout à fait tort.

Il en va aussi de l'honneur, politique et moral, de M. Havel.

(1) Le Monde, 17 décembre 1991.
(2) Walter Benjamin, *Essais sur Brecht*, Maspero, 1966, p. 53.
(3) John Berger, *Le Monde diplomatique*, mai 1990.

» Daniel Bensaid, universitaire, écrivain, est dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste).

صك زامن الأصل



« Quels accords! nous n'avons même pas pu former un secrétariat! »

MINSK
correspondance

A l'issue de près de dix heures de discussions, seuls sept chefs d'Etat se sont présentés à la presse, lundi 30 décembre à Minsk. Les fauteuils de l'Arménie, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan sont restés désespérément vides. M. Karimov était « fatigué » après sa toute récente élection à la présidence de l'Ouzbékistan; les autres avaient hâte de regagner leurs Républiques, et malgré l'air de satisfaction affiché par M. Eltsine, l'atmosphère donnait à penser que tout n'était pas rose au pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI).

Le syndrome du « grand frère »

A peine M. Eltsine commençait-il à mentionner les points sur lesquels les onze s'étaient accordés que le président du Kazakhstan murmurait, dépité : « Quels accords, nous n'avons même pas pu former un secrétariat! »

Dès le début de cette journée tumultueuse, le chef du centre de presse de M. Nazarbaev, le

dirigeant kazakh, n'avait pas caché son allégeance au « grand frère russe ». Les cinq Républiques d'Asie centrale se seraient-elles senties lésées au terme de cette première réunion de travail de la CEI? M. Akseu, président du Kirghizistan, à qui la question a été posée, a affirmé qu'il n'en était rien.

Comment expliquer, alors, le départ bruyant et précipité des médias du Turkménistan avant même que commence la conférence de presse? Ne faut-il voir là qu'un problème d'horaires de vol, comme le laissait entendre M. Chouchkevitch, le président biélorusse? Sans doute, l'absence du président arménien, M. Ter-Petrosian, qu'on avait pourtant pris soin de placer au côté de son

homologue azéri, M. Moutalilov, s'explique-t-elle par le manque d'engagement qu'a manifesté la Communauté face à l'épineux problème du Haut-Karabakh.

Les « Slaves », pour leur part, semblaient ravis, et c'est d'un pas alerte et le sourire aux lèvres que M. Kravtchouk a prestement enjambé les fauteuils vides des Républiques musulmanes pour venir s'installer, son petit trapez ukrainien à la main, auprès du président russe. Seul « Slave » mécontent : le maréchal Tchepoukhov. Ostensiblement assis avec le public lors de la conférence de presse, il a quitté la salle juste après que M. Boris Eltsine eut reconnu ses « désaccords » avec trois Républiques.

MARIE JÉGO

En fin de compte, M. Moutalilov, poète et dirigeant du Parti démocratique, a recueilli 12,3 % des voix. L'autre mouvement d'opposition, Berlik, n'a pas été autorisé à prendre part au scrutin. Par ailleurs, 98,2 % des électeurs se sont prononcés en faveur de l'indépendance de cette République à majorité musulmane, proclamée le 31 août. — (AFP)

Trois des onze Républiques veulent créer leur propre armée

Suite de la première page
Alors que tous ces Etats, totalement imbriqués économiquement, vont subir de plein fouet le choc de la libéralisation des prix qui doit être lancée en Russie le 2 janvier, les questions économiques et monétaires n'ont fait l'objet, encore une fois, d'aucun accord. Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a répété, en partant de Minsk, ce qu'il avait dit à son arrivée : « L'espace monétaire unique [que les trois principaux fondateurs slaves de la Communauté étaient convenus de maintenir pour un an au moins] est une fiction ».

La Russie, qui s'engage dans un très difficile plan de stabilisation, semble donc toujours décidée à restreindre fortement le flux de roubles vers les « Etats indépendants ». M. Kravtchouk semblait surtout content de trouver là l'excuse parfaite pour lancer en Ukraine, à partir de lundi, ces « coupons remissables », une quasi-monnaie qui doit être distribuée à hauteur d'un quart des salaires. Les discussions sur les problèmes douaniers, bancaires, fiscaux ont été ardues, mais sans déboucher sur un semblant de concertation. M. Kravtchouk l'a confirmé en expliquant, devant la presse, que « les Etats étant indépendants, il n'y aura pas de décisions politiques communes ». Les onze chefs d'Etat ont, certes, pu signer sans grands

problèmes un nouvel accord sur les armes nucléaires, dans la mesure où il s'agissait de réaffirmer les engagements pris par le président d'Alma-Ata il y a dix jours. Confirmant le « commandement unifié » des forces stratégiques et le maintien d'un « contrôle unique de l'arme nucléaire et des autres armes de destruction massive », ils ont ajouté que la décision d'appuyer sur le bouton (prise par le président de la Russie « en accord » avec ceux des trois autres Républiques dotées d'armes stratégiques) devra aussi être précédée de « consultations » avec les chefs des autres Etats membres de la Communauté.

A la veille de cette réunion, M. Dick Cheney avait accusé la Russie de poursuivre la production de missiles stratégiques (le Monde du 31 décembre). M. Eltsine n'a pas démenti, affirmant simplement qu'il s'agissait de la part du secrétaire à la défense américain de « suppositions » et que la Russie respectait tous les accords signés par l'URSS avec Washington. Dans ce cadre, l'accord confirme que l'Ukraine et la Biélorussie se défont de toutes leurs armes nucléaires avant la fin 1994. Le Kazakhstan, qui ne veut pas être privé de ses propres armes nucléaires tant que son voisin russe disposera des siennes, a maintenu cette position, car il veut lui aussi « participer à tous les processus de réduction des armes stratégiques », comme l'a précisé son président, M. Nazarbaev. Il a ajouté que le Kazakhstan « veut être une zone démilitarisée ».

Mais les problèmes les plus ardues ont été le partage des armes conventionnelles. Chaque nouvel Etat souhaite, bien sûr, « nationaliser » celles qui sont déployées sur son territoire. L'Ukrainien, Kravtchouk ayant donné l'exemple le 12 décembre, suivi, peu après, par l'Azerbaïdjan. Le pas pouvait donc être franchi, et chaque Etat a envoyé des délégations à Moscou pour préparer un projet d'accord.

Celui discuté à Minsk prévoyait, outre le dispositif adopté pour les forces stratégiques, le maintien de « forces armées unifiées » conventionnelles pour une période transitoire allant jusqu'en 1994, au côté d'armées nationales qui seraient tendu pas trop vite. Les Etats concernés devaient s'engager à observer les accords internationaux de désarmement, à préserver le système de défense stratégique intégré et ne pas utiliser leurs armées nationales dans des conflits intérieurs ou entre Etats de la Communauté.

Mais lundi ce projet n'a pas pu être adopté. La Russie et les chefs militaires ont dû céder aux pressions des Républiques. Un autre accord a finalement été signé par

les onze présidents « conformément au droit des Etats membres à créer leurs propres forces armées ». Ces Etats doivent décider d'ici deux mois, en « coordination avec le commandement unifié », s'ils veulent assurer eux-mêmes le commandement des forces armées conventionnelles ou s'ils veulent déléguer celui-ci au commandement des forces unifiées. Les Etats doivent aussi définir les « étapes qu'ils prévoient pour exercer leur droit » à créer une armée. « Pour l'Ukraine, précise le document, cela commence le 3 janvier 1992 ».

Le maréchal Tchepoukhov reconduit dans ses fonctions

Et pour les autres? « Jusqu'à maintenant, seuls l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan ont annoncé leur intention d'exercer eux-mêmes ce commandement », a précisé M. Eltsine à l'issue de la réunion. Pour les autres Etats, un accord pour que leurs forces conventionnelles soient sous commandement unifié. Une telle modification de la part des autres s'explique, bien évidemment, par le fait que, qui dit commandement d'armées nationales, dit entrées de ces armées. Mais il n'est pas dit que dans deux mois la liste ne se sera pas allongée.

La Biélorussie s'y prépare, même si elle ne veut pas, pour l'instant, brûler les étapes. L'Arménie avait déclaré se contenter provisoirement d'une garde nationale, tablant sur

Les décisions concernant les armes nucléaires et chimiques manquent de crédibilité

Sur le seul plan des armes de destruction dite massive (armes nucléaires et chimiques, notamment), l'accord de Minsk, qui institue un contrôle permanent (en temps de paix) et un commandement de l'ouverture du feu (dans le cas d'un conflit) à quatre (Russie, Ukraine, Biélorussie et Kazakhstan), n'est pas aussi crédible ni rassurant qu'il y paraît tout d'abord.

En effet, ces quatre Républiques totalisent à elles seules quelque 90 % des 28 000 charges nucléaires, stratégiques et tactiques, détenues par l'ex-URSS. Ce qui n'est pas rien, si, de surcroît, la centralisation du commandement est effective sur cet arsenal. Mais, au vu de ce que savent les États-majors occidentaux de l'ancienne panoplie soviétique, il semble qu'il ne reste pas moins de 2 000 autres têtes tactiques, donc très difficilement contrôlables, ailleurs, dans les onze autres Etats — si ces derniers n'étaient pas décidés à les restituer aux quatre fédérations en cause — et pas moins de 50 000 tonnes de substances chimiques, qui sont réparties dans les unités.

La Russie allie environ 19 000 charges (dont quelque 9 000 sont stratégiques). L'Ukraine en dispose de 4 000 environ (dont 1 850 stratégiques). Le Kazakhstan, qui est désormais le premier Etat musulman au monde à en posséder, compte quelque 1 800 charges (dont 1 400 stratégiques), et la Biélorussie en recense 1 250 (dont 72 stratégiques). Dans les formations tant aériennes que terrestres de l'ex-armée soviétique

dans les onze autres Etats de l'ancienne Union, il se peut, à en croire les services spécialisés à l'Ouest, que soient encore entreposées entre 2 000 et 2 100 charges nucléaires tactiques. Leur sort demeure préoccupant, sauf si ces systèmes d'armes venaient à être restitués à l'une des quatre Républiques ou s'ils devaient être détruits entre 1992 et 1994 dans le cadre des accords START de désarmement qui, néanmoins, sont loin de concerner toutes ces familles d'armes nucléaires tactiques.

Des matériels faciles à dissimuler

De même, l'avenir des stocks de munitions chimiques — on évalue à quelque 50 000 tonnes le poids total des substances toxiques qui pouvaient armer des bombes, des missiles, des roquettes ou des obus de l'arsenal soviétique — est inquiétant à terme. Il s'agit, en effet, de matériels qui sont faciles à dissimuler tant ils peuvent être disséminés.

A la réunion de Minsk, la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan ont, de toute évidence, placé leurs espoirs dans la création d'un contrôle et d'un commandement unifiés sur toutes ces catégories d'armement de destruction massive. Sur un plan technique (le Monde du 10 et daté 15-16 décembre), rien ne s'oppose à une telle centralisation. Comme le démontre le fonctionnement quotidien des panoplies nucléaires à l'Ouest, plu-

sieurs doigts sur le « bouton » cohabitent en permanence, depuis le chef de l'Etat jusqu'aux servants des systèmes, en passant par les différents ministères et chefs militaires habilités. Il suffit que soit reconnu au responsable politique suprême le pouvoir du déclenchement final (c'est-à-dire l'affichage) du code ultime dans les séquences qui contribuent à la décision.

La procédure instaurée à Minsk, en dépit des consultations préalables qu'elle prévoit entre les membres de la Communauté, n'est pas moins opérationnelle que le système en vigueur en Occident. Un conflit nucléaire, s'il était jamais envisagé, n'écarterait pas dans un tel scénario, comme on le dit d'un affrontement inopiné. Il serait vraisemblablement précédé d'une période de crise grave, qui permettrait de s'y préparer.

Cependant, une telle procédure suppose deux préalables, à savoir que l'on sache — à tout instant et avec précision — où sont stationnées les armes nucléaires et que les partenaires impliqués respectent les mêmes règles du jeu. Le moins qu'on puisse dire est que la réunion de Minsk, avec le dépeçage de l'ancienne armée soviétique et la possibilité pour certains des Etats de garder le commandement de leurs propres forces dites classiques, ne plaide pas en faveur de cette entente sur les principes fondateurs d'une vraie communauté nucléaire.

JACQUES ISNARD

o Selon M. Edouard Chevardnadze, les Occidentaux devraient être « terrorisés » par ce qui peut se passer dans l'ex-URSS. — Dans une interview publiée lundi 30 décembre par le *Corriere della Sera*, l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a déclaré qu'à la place des Occidentaux, il serait « terrorisé » à l'idée de ce qui peut se passer dans l'ex-URSS. Interrogé sur le futur contrôle des armes nucléaires, M. Chevardnadze a estimé que « dans une situation d'instabilité générale, tout peut arriver ». L'ancien ministre soviétique « n'exclut pas que des ogives nucléaires, et même des armes tactiques complètes, puissent tomber entre les mains de quelques formations paramilitaires ». — (AFP)

Intensification des combats au Haut-Karabakh Les Arméniens lancent un appel au secours à PONTU

Les responsables arméniens du Haut-Karabakh, une enclave à majorité arménienne en territoire azerbaïdjanais, ont lancé, lundi 30 décembre, un appel à l'aide aux Nations unies, à la CEE et aux pays membres de la Communauté d'Etats indépendants (CEI).

Cet appel survient après la reprise de violents combats, lundi, autour de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh. Quelque cinq cents hommes des troupes du ministère de l'Intérieur de l'Azerbaïdjan ont pris le contrôle des sommets de la ville et une colonne de blindés a commencé un bombardement intensif de Stepanakert, selon l'agence Interfax. L'hôpital a été touché et il y aurait de nombreuses victimes.

Un porte-parole du ministère arménien de l'Intérieur a pour sa part indiqué qu'une attaque des forces azéries a été repoussée dans le village de Karatchinar, à 15 kilomètres de Stepanakert. Il a précisé que les Azéris avaient réussi à s'emparer de Kirkidhan, dans la banlieue de la capitale. — (AFP, Reuter)

o RECTIFICATIF : conférences à Sciences-Po sur « L'état de l'Union soviétique en 1992 ». — Une erreur s'est glissée dans le numéro de téléphone pour les renseignements et les inscriptions au cycle de huit conférences sur le devenir de l'ex-URSS, organisé par Sciences-Po Formation, à Paris, du 13 janvier au 6 février 1992 (le Monde daté 29-30 décembre). Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses et donnons le bon numéro de téléphone : 45-49-30-99.

SOPHIE SHIHAB

L'aide d'urgence s'organise en Europe

L'aide d'urgence en faveur des populations de l'ex-Union soviétique décidée par les chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays membres de la Communauté européenne le 10 décembre à Maastricht est en cours d'achèvement. Les Douze avaient décidé, outre un prêt garanti de 1 250 millions d'euros (8,75 milliards de francs), une aide alimentaire et médicale pour un montant de 200 millions d'euros (1,4 milliard de francs). Cet effort s'ajoutait à l'aide alimentaire de 250 millions d'euros et aux garanties de crédit de 500 millions d'euros décidées par les Douze un an plus tôt.

Plusieurs envois ont déjà été effectués. Le 21 décembre, 300 tonnes d'aliments pour enfants et 10 tonnes de produits médicaux sont parties par avion de Bruxelles pour Moscou (partenaire de la CEE : Médecins sans frontières, Belgique). Le 23 décembre, 600 tonnes d'aliments pour les personnes âgées de Moscou et de Saint-Petersbourg sont parties par avion de Cologne (partenaire de la CEE : Care Deutschland).

Le même jour, la Lutheran World Feder a organisé le départ par camions de 615 tonnes d'aliments destinés aux familles les plus démunies de Moscou. Du 23 au 29 décembre, l'organisation Red Barnet a préparé le départ par camions

de 260 tonnes de viande en conserve pour Saint-Petersbourg.

Enfin les 29 et 30 décembre, deux avions loués par le gouvernement français ont emporté chacun 30 tonnes de médicaments et de matériel destinés aux hôpitaux de Moscou et de Saint-Petersbourg; l'opération est réalisée par l'organisation Pharmaciens sans frontières.

D'autre part, en plus de cette aide communautaire, certains pays se mobilisent : c'est le cas de l'Allemagne où une campagne a été lancée notamment par le quotidien *Bild* et la chaîne de télévision ARD (l'année dernière, les organisations non gouvernementales allemandes avaient rassemblé pour l'URSS une aide d'environ 450 millions de deutschemarks).

C'est le cas aussi du Danemark où, nous indique notre correspondant Camille Olsen, deux trains affrétés par l'organisation Caritas ont transporté 1 500 tonnes de lait en poudre à destination de deux villes de Sibirie, Omsk et Sverdlovsk.

En France, le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire a été chargé de coordonner l'aide. Les municipalités, collectivités locales et conseils régionaux désirant participer doivent s'adresser à la cellule d'urgence qu'il a mise en place.

une alliance avec la Russie pour faire face à l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh. Mais M. Eltsine n'a pas pu imposer ce sujet à l'ordre du jour de la réunion. Le président azerbaïdjanais ayant fermement déclaré qu'il s'agissait d'une « question intérieure ».

Parti de Minsk sans résultats, le président arménien, soumis à une forte pression de son opposition, pourrait être obligé de renoncer à sa modération. Quant aux Républiques d'Asie centrale, subventionnées par Moscou, elles parlent aussi d'armées nationales dans leurs journaux. Mais, à Moscou, il est question de les payer pour qu'elles gardent les forces stationnées chez elles sous commandement russe.

Les « forces armées unifiées » de la Communauté pourraient donc rapidement se réduire encore et devenir les forces armées de la Russie. Pour l'instant, le maréchal Tchepoukhov, celui qui avait reçu la valise des codes nucléaires remise par M. Gorbatchev à M. Eltsine, a été reconduit dans ses fonctions. L'ex-ministre de la défense soviétique était devenu à Alma-Ata commandant en chef provisoire — jusqu'à cette réunion du 30 décembre — des « forces armées unifiées » de la Communauté, c'est-à-dire de l'ensemble des forces stratégiques et conventionnelles.

Si le commandement des forces stratégiques ne lui est pas contesté, il ne semble pas en être de même

des forces armées de la Russie. Pour l'instant, le maréchal Tchepoukhov, celui qui avait reçu la valise des codes nucléaires remise par M. Gorbatchev à M. Eltsine, a été reconduit dans ses fonctions. L'ex-ministre de la défense soviétique était devenu à Alma-Ata commandant en chef provisoire — jusqu'à cette réunion du 30 décembre — des « forces armées unifiées » de la Communauté, c'est-à-dire de l'ensemble des forces stratégiques et conventionnelles.

Si le commandement des forces stratégiques ne lui est pas contesté, il ne semble pas en être de même des forces armées de la Russie. Pour l'instant, le maréchal Tchepoukhov, celui qui avait reçu la valise des codes nucléaires remise par M. Gorbatchev à M. Eltsine, a été reconduit dans ses fonctions. L'ex-ministre de la défense soviétique était devenu à Alma-Ata commandant en chef provisoire — jusqu'à cette réunion du 30 décembre — des « forces armées unifiées » de la Communauté, c'est-à-dire de l'ensemble des forces stratégiques et conventionnelles.

Si le commandement des forces stratégiques ne lui est pas contesté, il ne semble pas en être de même des forces armées de la Russie. Pour l'instant, le maréchal Tchepoukhov, celui qui avait reçu la valise des codes nucléaires remise par M. Gorbatchev à M. Eltsine, a été reconduit dans ses fonctions. L'ex-ministre de la défense soviétique était devenu à Alma-Ata commandant en chef provisoire — jusqu'à cette réunion du 30 décembre — des « forces armées unifiées » de la Communauté, c'est-à-dire de l'ensemble des forces stratégiques et conventionnelles.

Si le commandement des forces stratégiques ne lui est pas contesté, il ne semble pas en être de même des forces armées de la Russie. Pour l'instant, le maréchal Tchepoukhov, celui qui avait reçu la valise des codes nucléaires remise par M. Gorbatchev à M. Eltsine, a été reconduit dans ses fonctions. L'ex-ministre de la défense soviétique était devenu à Alma-Ata commandant en chef provisoire — jusqu'à cette réunion du 30 décembre — des « forces armées unifiées » de la Communauté, c'est-à-dire de l'ensemble des forces stratégiques et conventionnelles.

Si le commandement des forces stratégiques ne lui est pas contesté, il ne semble pas en être de même des forces armées de la Russie. Pour l'instant, le maréchal Tchepoukhov, celui qui avait reçu la valise des codes nucléaires remise par M. Gorbatchev à M. Eltsine, a été reconduit dans ses fonctions. L'ex-ministre de la défense soviétique était devenu à Alma-Ata commandant en chef provisoire — jusqu'à cette réunion du 30 décembre — des « forces armées unifiées » de la Communauté, c'est-à-dire de l'ensemble des forces stratégiques et conventionnelles.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaze, gérant directeur de la publication Bruno Fraipont directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction) Jacques Arnault Thomas Perrenet Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUYER 75001 PARIS CEDEX 15 TÉL : (1) 40-85-25-25 TÉLÉCOPIER : 40-85-25-39 ADONIS-1155-621X-9200001 1, PLACE HUBERT-BONVILLE-MÉRY 94092 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TÉL : (1) 40-85-25-25 TÉLÉCOPIER : 40-80-30-10

EUROPE

PORTUGAL : malgré les bouleversements à l'Est

Le Parti communiste reste figé dans son orthodoxie

La démission de M. Mikhaïl Gorbatchev signifie « la défaite de la perestroïka » et la victoire des « forces réactionnaires », a récemment affirmé le Parti communiste portugais (PCP), dans un communiqué lu par son secrétaire général, M. Alvaro Cunhal. Les communistes portugais considèrent que l'ex-président de l'Union soviétique a « une très grande responsabilité » dans la situation actuelle. Selon eux, « les forces réactionnaires ont déstabilisé l'Etat soviétique et désorganisé l'économie et la vie sociale, et elles cherchent à détruire le socialisme pour restaurer en toute hâte

le capitalisme ». Le remplacement du drapeau de l'URSS par « le drapeau tricolore de la Russie des tsars est un pas en arrière dans l'histoire (...) C'est triste et c'est grave », a dit M. Cunhal. Les communistes portugais « ne changent pas de drapeau », a conclu le secrétaire général. Même si la contestation s'amplifie dans ses rangs et s'est traduite récemment par l'exclusion de plusieurs personnalités importantes (le Monde du 6 décembre), M. Cunhal reste ainsi à la tête de l'un des partis communistes européens les plus conservateurs.

Alvaro Cunhal, l'intraitable ayatollah d'une cause toujours « juste »

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Les œuvres de Lénine et de Marx figurent toujours en bonne place dans la bibliothèque du Parti communiste, rue Sôcio-Pereira-Gomes, à la périphérie de la capitale. Pourquoi les retirer ? M. Alvaro Cunhal, l'inamovible secrétaire général du PCP, n'a pas l'intention de remettre en question ce qui fut et reste son credo.

Certes, comme il l'admet, sur le plan portugais, des questions se posent, surtout après la déroute infligée au parti lors des élections législatives du 6 octobre. Pour la première fois de son histoire, son score a été inférieur à 10 % (8,8 %). Aujourd'hui, le Parti communiste n'a plus que 17 députés, pour 47 il y a douze ans. Depuis 1979, il ne cesse de perdre du terrain. Plus grave encore, son chef d'Alentejo n'est plus sa chasse gardée.

Douze ans de prison, quatorze ans d'exil

En effet, M. Cunhal ne peut que se poser des questions, d'autant que cette défaite était survenue juste après les remous suscités au sein du parti par la prise de position, en août, de la commission politique du comité central en faveur des auteurs du putsch manqué de Moscou. Cet appui à la « tentative de stopper le développement d'un processus contre-révolutionnaire et pour trouver des solutions conformes à la voie du socialisme » fut jugé « indigne » et choquant par de nombreux militants et dirigeants. Le comité central a alors rectifié le tir, en admettant que le communiqué critiqué avait « manqué de rigueur et de clarté dans sa rédaction ». Le 22 août, il fit marche arrière en saluant l'échec du putsch et « le retour à la norme constitutionnelle ».

Le débat, mis entre parenthèses pendant la période électorale, est cependant loin d'être clos. Le secrétaire général se refuse à parler d'« erreur historique », ainsi que l'accusent ses détracteurs. Pour M. Cunhal, les raisons qui l'ont fait se retrouver aux côtés de MM. Saddam Hussein et Kadhafi sont totalement différentes. Il n'en reste pas moins que ce pas de clerc a redonné de la voix aux « rénovateurs » opposés à l'orthodoxie figée du PCP.

Cela suffira-t-il pour faire bouger les choses ? Rien n'est moins sûr. Après soixante ans passés au parti, dont trente à sa tête, Alvaro Cunhal ne fera plus, à soixante-dix-huit ans, que les pas qu'il juge nécessaires de faire. Chemise blanche ouverte, toison immaculée et sourcils abondants sur un regard voilé de mémoires, cet ayatollah qui a façonné le PCP à son image reconnaît malgré tout qu'il est légitime d'avoir des doutes et des interrogations compte tenu de ce qui s'est passé chez les partis frères.

Artisan de la lutte contre la dictature salazariste, qu'il a payée de douze ans d'emprisonnement, dont huit en isolement total, et de quatorze années d'exil, cette figure historique et respectée enfourche son argument favori selon lequel le PCP a toujours été avant tout « un parti national ». Non, il n'a jamais eu de modèle, et si un jour il a affirmé que « l'URSS était le soleil de la terre », c'était au moment de la seconde guerre mondiale, quand l'Europe était dans « la nuit du fascisme ».

Lui, qui a toujours fait taire les voix discordantes, car il est hors de question d'admettre « les fractions organisées », affirme avec un bel aplomb que tous les points de vue sont écoutés et que le sien, tout secrétaire général qu'il est, n'a pas plus de poids que les autres. Pour

M. Cunhal, il est totalement faux de dire que son parti est sectaire, qu'il n'a pas voulu, qu'il n'a pas tenu compte des modifications de l'ordre social et plébéien. Il soutient cependant avec conviction que, s'il avait adopté les positions de certains partis en Europe, le PCP aurait « coulé comme eux ». Il a donc eu raison de suivre sa ligne



son point de vue disparaître son œuvre, le produit de toute une vie. Cet acteur apparemment inébranlable de la politique portugaise sait parfaitement qu'en raison de leurs traditions de lutte les communistes continuent de jouir d'un prestige certain dans la population. Les motifs historiques n'expliquent pas tout. Le PCP se bat aujourd'hui encore sur un terrain où le Parti socialiste est totalement défilant. Et une bonne partie de son électorat ne se soucie guère de savoir si ses dirigeants sont catalogués comme conservateurs ou rétifs aux évolutions de l'ordre social.

La fidélité des « damnés de la terre »

Pour beaucoup, ce qui compte, c'est sa capacité de mobilisation au service des ouvriers et des paysans de l'Alentejo, « ces damnés de la terre », exploités par les grands propriétaires terriens. Quoi qu'il en soit, c'est là que se trouvent les critiques sur sa rigueur, le parti reste leur parti pour ces militants qui l'identifient toujours à la résistance à la dictature et à la lutte contre l'inégalité sociale. Ils restent fidèles de père en fils, de génération en génération, même si leurs rangs s'éclaircissent.

Ce professeur d'université est de ceux-là. Vieux militant, non marxiste, loin d'être toujours d'accord avec Alvaro Cunhal, il reste par « amitié, par adhésion à des hommes qu'il respecte et qui ont donné de nombreuses preuves pour la liberté ». Il critique le centralisme démocratique, reproche à Marx d'avoir écrit pour un temps des dogmes révolus, mais se refuse à être « un communiste honteux ».

Aujourd'hui, la révolution des intellectuels et ses trois conquêtes — la réforme agraire, le contrôle ouvrier et les nationalisations — sont des souvenirs lointains. Par voie de conséquence, le PCP a donc perdu de l'influence, mais personne n'oublie. Paradoxalement, le Parti communiste ne s'affiche plus depuis bien longtemps sous ses couleurs, mais en brandissant le bleu et le blanc de la CDU, une coalition qu'il domine.

A l'exception des années 1975 et 1976, le PCP ne s'est d'ailleurs jamais présenté sous son étiquette. La faucille et le marteau sont bleus sur fond blanc et coïtoient une fleur, le sigle d'un parti écologiste inféodé. Les meetings se terminent non pas au son de l'Internationale mais de la musique pop. De quoi surprendre de la part d'une organisation qui proclame un attachement

ment farouche à la lutte des classes et aux idéaux révolutionnaires.

Alvarez Augusto Veiga de Oliveira lui aussi y a cru fermement. Il a été torturé et emprisonné pendant cinq ans pour ses convictions au pénitencier de Péniche, en compagnie d'Alvaro Cunhal. Ancien membre du comité central, cet ingénieur constatant qu'on disait une chose mais qu'on en pensait une autre, a essayé de démocratiser le parti et cela quelques mois avant le début de la perestroïka.

Avec cinq de ses camarades, il a fondé le Groupe des six, première tentative pour rénover l'organisation, « pour mettre sur la table les messages et sauver ce qui était sauvable ». Ce fut un échec. Pour lui, il ne faut pas de doute que le secrétaire général se comporte comme un véritable « dictateur » pour lequel « la moindre concession en amène une autre sans que l'on sache où tout cela va finalement mener ».

Les « feuilles sèches » se détachent

M. Veiga de Oliveira démissionna de ses fonctions, puis, quelques années plus tard, se résolut à quitter le parti, qui, selon lui, vit toujours dans le mythe d'un paysan de la clandestinité. En sa compagnie d'autres fractionnistes, d'autres brebis galeuses comme Vital Moreira furent écartés des instances dirigeantes. M. Moreira n'avait pas hésité à déclarer que le maintien de M. Cunhal à la tête du PC était « le principal obstacle » à sa rénovation. Lors du treizième congrès, en mai 1990, de nouvelles voix se sont élevées pour réclamer des réformes, mais rien n'a fondamentalement bougé. M. Cunhal fut réélu à l'unanimité secrétaire général en réaffirmant son attachement au marxisme-léninisme. Il préconise néanmoins « une rénovation politique et structurelle ». Quand et comment ?

En attendant, ceux qu'il appelle « les feuilles mortes » — ou plutôt « sèches » parce que les « mortes » ont encore des couleurs — continuent de se détacher. Des réfractaires à l'immobilisme, dont M. Cunhal pense simplement qu'ils ont perdu la foi, la volonté de lutter. Lui, il les a gardés intacts. Il reste et restera communiste. Son idéal n'a pas vieilli, et c'est dommage, pense-t-il, que l'on s'en soit écarté. C'est d'ailleurs pour cela que des erreurs ont été commises et que le mouvement a échoué.

Pour ce combattant intraitable dans la vie et le parti ne font qu'un, il y aura toujours des exploitants et des exploités. Si le parti meurt, les travailleurs en crèveront un autre, car la société a besoin du Parti communiste. Bien sûr, il est désormais nécessaire d'apporter quelques modifications au rêve de « l'homme nouveau », mais il faut poursuivre la tâche. Ce qu'il faut surtout pour M. Cunhal, c'est avoir de la rigueur, pour éviter les déviations, pour maintenir le cap.

Jusqu'à son dernier souffle, ce fils d'avocat veut croire à ce pour quoi il s'est battu depuis l'âge de dix-sept ans. Comment d'ailleurs pourrait-il le renier parce que d'autres n'ont pas su le préserver ? S'il ne sait pas aujourd'hui combien le PCP compte de militants, il sait qu'il apprend encore tous les jours auprès de ses camarades. Même si, depuis le treizième congrès, il a un adjoint à ses côtés, un jeune économiste de quarante-neuf ans, M. Carlos Carvalho, à qui il passe un peu la main. Quand soustrait-il le décrocher ? La question lui paraît incongrue. C'est un peu comme si on lui demandait la date de son suicide.

MICHEL BOLE-RICHARD

S'échapper de Tirana...

Les Albanais rêvent de fuir un pays miné par cinquante ans d'une dictature cauchemardesque

TIRANA

de notre envoyé spécial

Un homme d'une quarantaine d'années arrive enfin devant le guichet de la compagnie aérienne. Après encore dix bonnes minutes de négociation avec l'employé, qui a minutieusement vérifié si son visa était en règle, il a obtenu son billet pour Paris. Il a de nouveau traversé la foule qui, comme chaque jour, se presse devant le comptoir. Lui qui s'était montré si calme depuis le début de son expédition laisse soudain éclater sa joie en exhibant son ticket : « Ma vie commence ! » Et ce sera tout.

Ce sera tout, mais ces quelques mots et cette exaltation naïve symbolisent le malheur d'un peuple sans espoir, tout juste un an après le début de la révolution qui avait ébriché un des régimes les plus absurdes de la planète socialiste.

On n'arrive pas à Tirana, on s'en échappe ! « Ce sentiment d'être enfermé, de vivre dans une prison est encore plus fort aujourd'hui que sous l'ancien régime », explique un étudiant. Hier, nous ne nous posions même pas la question de partir puisque c'était impossible. Aujourd'hui, c'est théoriquement possible. Mais soit nous n'en avons pas les moyens, soit nous ne pouvons pas obtenir de visas pour les autres pays. Alors, nous tournons en rond.

« Nous sommes tous mutilés »

Tourner en rond : qui n'a pas vécu à Tirana ne sait pas ce que cette expression veut dire. Tous si les habitants de la capitale albanaise, animés par un ne sait quelle mécanique mystérieuse, passent leur temps à aller d'un point fictif à un autre, sans aucune cohérence apparente. Où aller ? Que faire ? Pratiquement plus personne ne travaille — même si chaque touche encore 80 % de son salaire — il n'y a ni cinémas, ni cafés, ni librairies.

Pour les plus vieux, l'essentiel de la journée est consacré à... la marche : 4 kilomètres pour dénicher le salami introuvable, 5 pour un arrièvement de pâtes au marché noir. Mais l'essentiel, c'est d'abord la recherche du pain, la nourriture de base : les Albanais en consomment près de 1 kilo par jour et par personne ! Il suffit d'une rumeur pour que les « boulangeries », en fait des dépôts dont toutes les vitres ont été cassées lors des pillages du début du mois, soient prises d'assaut. Pour le reste, c'est l'incertitude : les autres marchandises sont introuvables, ou alors, leurs prix sont inabornables.

« Avant », aucune voiture, si ce n'est les énormes limousines noires des officiels, ne venait troubler cette harmonie pédestre. C'était d'ailleurs une des curiosités de Tirana que de voir les quelques agents de police régler, à grands coups de sifflet stridents et de moulins de bâton blanc, une circulation inexistante.

Aujourd'hui, l'importation de voitures particulières étant de nouveau autorisée, quelques jeunes sillonnent la ville à l'ombre d'un toit. Lui qui s'était montré si calme depuis le début de son expédition laisse soudain éclater sa joie en exhibant son ticket : « Ma vie commence ! » Et ce sera tout.

Que faire lorsque l'on a vingt ans à Tirana ? Les salles de classe et les amphithéâtres sont désertés tant il y fait froid. La cité universitaire, de plus en plus délabrée, ferait prendre les Minigettes pour une succession d'hôtels de luxe. Que faire, sinon arpenter l'insupportable boulevard qui mène de l'université à la place Skanderbeg ? Une promenade qui, au temps de la dictature, permettait de pénétrer la vie monacale du socialisme réel par des petites révoltes : « Mettre des jeans un peu à la mode, un pantalon trop serré ou un blouson voyant, raconte une étudiante, c'était déjà manifester son indépendance et son refus du système ».

Au risque, dès le lendemain, de se voir dénoncer par les organisations de jeunesse pour avoir subi des influences « étrangères au socialisme ». « Il fallait surtout reconnaître sa faute et ne pas discuter, sinon l'affaire pouvait avoir des conséquences plus graves. Sauf pour les enfants des dirigeants, qui étaient protégés et pouvaient récidiver ».

Rien à quoi se raccrocher

Aujourd'hui ont-ils envie de parler entre eux de cette période noire, de se venger, de dénoncer à leur tour ceux qui les avaient ainsi accusés ? « Très peu », répond Dritan, étudiant en mathématiques. D'abord parce que nous sommes tous mutilés et un peu responsables de la dictature, même si nous n'avons que vingt ans. La responsabilité d'hier était collective. Le silence d'aujourd'hui l'est aussi. Autre aveu, tout aussi lucide, d'un professeur : « Pourquoi moi, qui suis responsable à 10 %, je jugerais celui que j'estime responsable à 20 % ? » Conclusion d'un groupe d'étudiants : « En fait, la dictature nous a tous transformés

en dictateurs ». Il ne faut donc pas s'étonner de voir arriver à l'heure du café, dans cette famille qui ne trouve pas de mots assez cinglants pour fustiger la dictature communiste et dont plusieurs membres ont payé leur opposition de plusieurs années d'emprisonnement, un gentil monsieur, bien propre, qui ne cache pas sa sympathie pour l'ancien régime — « le vrai, celui d'Enver Hodja » — et dont on apprendra par la suite qu'il appartenait à la Sigurimi, la redoutable police secrète.

« Mais, lui, il a fait le mal en croyant servir son idéal et non pas pour s'enrichir comme beaucoup d'autres », avoue, en forme d'absolution, le fils de la famille. Après cinquante années d'un régime dont on ne parvient toujours pas à déceler l'insupportable médiocrité, comment s'étonner de la confusion des esprits qui règne à Tirana ? Que veut-il dire, cet ingénieur, quand il demande, sincèrement, « s'il existe dans le monde un pays démocratique sans partis politiques, car les partis, je ne les aime pas beaucoup ».

« Nous n'avons rien à quoi nous raccrocher », explique un professeur, aucune tradition démocratique, aucune religion. Toutefois, selon les statistiques, 70 % des Albanais sont musulmans. Mais c'est d'abord une affaire d'état civil — on porte un nom musulman car du temps de l'occupation turque c'était la seule manière d'obtenir un emploi — que d'engagement religieux. Les quelques mosquées, de nouveau ouvertes depuis un an, sont loin d'être remplies et les « puristes » continuent de s'étonner d'indignation en voyant des femmes entrer dans les lieux saints, de surcroît chaussées aux pieds.

Les catholiques albanais, durement persécutés, sont surtout présents dans le nord du pays mais les messes n'attirent pas grand-monde, mis à part des badauds désœuvrés qui assistent à l'office, cigarette aux lèvres, tandis que les enfants se poursuivent dans les travées de l'église.

Absence totale d'autorité, débâcle économique, montée de l'insécurité, inexistence de tout civisme : l'Albanie donne aujourd'hui le spectacle de la décomposition dramatique d'une société minée par cinquante ans de dictature et d'isolement. Les Albanais, qui, tout au long de leur histoire, ont réussi à sauvegarder leur identité en dépit de siècles d'occupation, qui se sont libérés du joug fasciste sans aucune aide extérieure, parviendront-ils à penser les plaies de la dictature communiste ? Il faut imaginer Tirana heureuse...

JOSÉ-ALAIN FRALON

EN BREF

■ CAMBODGE : M. Khieu Samphan a quitté Phnom-Penh après la réunion du CNS. — Le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan a quitté Phnom-Penh mardi matin 31 décembre, vingt-quatre heures après y être arrivé pour participer à la première réunion du Conseil national suprême (CNS) en territoire cambodgien (le Monde du 31 décembre). Au cours de cette réunion, qui s'est déroulée dans une atmosphère « très cordiale, très bonne », selon un participant, le CNS a décidé de demander aux Nations unies l'envoi immédiat de forces de maintien de la paix supplémentaires. La prochaine réunion du CNS est prévue pour le 10 janvier. — (AFP).

■ CORÉE : un accord de dénucléarisation aurait été conclu entre Pyongyang et Séoul. — La Corée du Nord et la Corée du Sud sont parvenues, mardi 31 décembre, à un accord sur la dénucléarisation de la péninsule, a annoncé l'agence officielle sud-coréenne Yonhap. Aux termes de cet accord, conclu à Panmunjom, Séoul devrait annoncer son intention d'annuler les programmes militaires conjoints américains-coréens et Pyongyang publierait un calendrier devant déboucher sur la ratification d'un accord de contrôle de ses installations nucléaires avec l'Agence internationale pour l'énergie atomique. — (AFP, AP).

■ ÉTATS-UNIS : M^{me} Angela Davis, victima d'une purge au sein du PC américain, a été réélue à la présidence d'un « renouveau démocratique » en utilisant les mêmes termes que M. Gorbatchev à l'ultime congrès du PC soviétique,

M^{me} Angela Davis a été récemment écartée de la direction du PC américain, dont elle était la figure la plus populaire, indique le Guardian de Londres. L'ancienne leader du mouvement noir des Black Panthers n'a pu convaincre l'inamovible secrétaire général Gus Hall (quatre-vingt-trois ans) de modifier son programme néostalinien. Ce dernier a répété que l'URSS n'avait commencé à connaître des problèmes qu'après l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir. Le PC américain compte à peine 12 000 membres, dont plus de la moitié sont Noirs.

■ HAÏTI : la politique de Washington critiquée par trois organisations américaines des droits de l'homme. — Au moment où une cour d'appel d'Atlanta reportait au 22 janvier ses auditions sur le sort des réfugiés haïtiens que Washington voudrait rapatrier de force, Américains Watch et deux autres organisations de défense des droits de l'homme ont accusé, lundi 30 décembre, le gouvernement américain d'être devenu « le défenseur honteux » du pouvoir en place en Haïti, estimant que la répression y était « pire que sous la dictature des Duvalier ». Près de quatre cents Haïtiens ont été recueillis en mer par les garde-côtes américains ces derniers jours, ce qui porte à 8 213 le nombre de réfugiés sauvés depuis fin septembre. Dans 20 % des cas seulement, ils ont été autorisés à demander asile. — (AFP, Reuters, UPI).

■ PARAGUAY : le président Rodríguez ne cherchera pas à prolonger son mandat. — Le général Andres Rodriguez, qui avait renversé le dictateur Alfredo Stroess-

ner en 1989 avant de se faire élire président, s'est engagé, lundi 30 décembre, à quitter le pouvoir au terme de son mandat, le 15 août 1993. Il a fait cette déclaration à l'ouverture des travaux de l'Assemblée constituante, que les deux principales forces d'opposition voulaient boycotter si le chef de l'Etat cherchait à obtenir une prolongation de son mandat. Ce sera la première fois dans l'histoire du pays qu'un président cède le pouvoir à un successeur élu. — (AFP, Reuters).

■ PHILIPPINES : M^{me} Imelda Marcos choisie comme candidate de l'opposition à l'élection présidentielle. — La venue de l'ancien dictateur philippin Marcos, M^{me} Imelda Marcos, a été choisie, lundi 30 décembre, par l'ancien parti de son mari, le KBL, comme candidate à l'élection présidentielle de mai prochain. M^{me} Marcos, qui a indiqué qu'elle ne prendrait sa décision qu'après consultation des autres candidats potentiels de l'opposition, était rentrée d'exil en octobre dernier. — (Reuters, UPI).

■ SALVADOR : derniers efforts en vue d'un cessez-le-feu. — Les États-Unis ont proposé une aide à la reconstruction du Salvador, dans l'espoir de faciliter la conclusion d'un cessez-le-feu entre le gouvernement et les rebelles avant le fin, mardi 31 décembre, du mandat du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. Ce dernier n'a mené aucun effort pour faire aboutir la dernière série de pourparlers de paix entamée le 16 décembre à New-York, et a souligné que des progrès « irréversibles » soient réalisés. — (AFP, Reuters).

محکمان الامم

مكز امن الاصل

• La Monde • Mercredi 1^{er} janvier 1992 5

e Tirana...

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

BONNE ANNÉE

L M L J V S D
30 31 1 2 3 4 5

C H A M P A G N E



SANTÉ & SANTÉ AUVERGNE

AFRIQUE

ALGÉRIE : les résultats officiels du premier tour des élections législatives

Le FIS a remporté 188 sièges et près de 48 % des voix

ALGER

de notre envoyé spécial

Le Conseil constitutionnel a proclamé, dans la soirée de lundi 30 décembre, les résultats du premier tour des élections législatives : le Front islamique du salut (FIS) a remporté 188 sièges, le Front des forces socialistes (FFS) 25 sièges, le Front de libération nationale (FLN) 15 sièges et les candidats indépendants 3. Le taux d'abstention a été de 41 %. Restent 199 sièges à pourvoir au second tour, prévu le 16 janvier.

Le Conseil constitutionnel, après deux heures de débats, a introduit, a précisé que les recours seront valablement reçus dans les quarante-huit heures suivant la

proclamation des résultats. Le FIS, qui n'est plus qu'à 28 sièges de la majorité absolue, a recueilli 3 260 222 voix, soit 47,54 %. En nombre de suffrages (1 612 649), le FLN devance très largement le FIS (510 661), qui a pourtant dix sièges de plus : cela est dû aux caractéristiques du scrutin majoritaire et surtout au fait que le FLN a présenté des candidats dans 429 des 430 circonscriptions, ce qui était loin d'être le cas du FFS.

Pour juger du poids des principaux partis, les élections locales du 12 juin 1990, organisées aussi sur le mode pluraliste, sont la seule référence possible. Or, comparés à ceux de ce scrutin, les résultats des élections législatives font apparaître une perte de 1 071 250 suffrages pour le FIS et

de 633 149 pour le FLN. Ce tassement s'explique largement par le fait que la compétition était beaucoup plus ouverte dans ce vote que dans le précédent et qu'ainsi un nombre important de voix se sont éparpillées sur les noms des candidats indépendants ou de ceux des petits partis.

La logique du système majoritaire, retenue pour les élections législatives (selon qu'un mode de scrutin proportionnel avait été appliqué pour les élections communales), veut qu'on choisisse au premier tour et qu'on élimine au second. C'est donc le 16 janvier que l'on sera le mieux à même de mesurer l'influence du FIS et celle du FLN, qui vont se retrouver face à face dans la plupart des circonscriptions en ballottage.

Quelle stratégie au second tour ? Par la voix de M. Abdelhamid Mehri, son secrétaire général, le FLN semble laisser le jeu très ouvert. « Nous sommes prêts, a-t-il précisé, à entrer avec les fils d'un même peuple qui ont, certes, des pensées politiques différentes, mais qui peuvent néanmoins former une coalition nationale au service du peuple et des intérêts de la patrie ».

Quant au FFS, par l'intermédiaire de M. Hocine AR Ahmed, son secrétaire général, il vient de rappeler qu'il ne conclurait d'alliance ni avec le FLN ni avec le FIS, ce qui n'exclut pas des accords locaux négociés au cas par cas.

J. DE B.

L'armée en réserve de la démocratie

ALGER

de notre envoyé spécial

Sur le Front islamique du salut (FIS), l'armée s'est fait une religion : elle ne tolérera pas que les « barbus » s'installent pour longtemps au pouvoir. Passe encore, à ses yeux, le verdict des urnes oblige – qu'ils y goûtent un moment ; mais pas question, dans son esprit, qu'il puisse s'agir d'autre chose que d'un malheureux intermède.

L'armée et le président Chadli – qui en est issu – semblent aujourd'hui partager les mêmes analyses : faire corps pour défendre la fragile démocratie algérienne, sans que l'on puisse dire que le second est otage de la première. Il est vrai que le chef de l'Etat s'est habituellement employé, au cours des dernières années, à se séparer progressivement de ceux qui, dans la nomenclature militaire, représentaient l'aile dure du régime, comme les généraux Attalla, Belhouche et Benouci, pour s'entourer d'hommes neutres et dévoués, comme les généraux Belkheir, Nezzar et Guenatza, respectivement ministres de l'Intérieur, de la Défense et chef d'état-major.

Pousser à la faute

Ainsi, le président Chadli a-t-il pu obtenir de l'armée, en mars 1989, qu'elle donne – même un peu à contrecoeur – son feu vert à la législation du FIS et qu'elle se retire du comité central du FLN. L'air du temps aidant, après les sanglantes émeutes d'octobre 1988, les militaires se sont convertis à l'idée d'une sorte de « démocratie balisée », qui prendrait en compte les contraintes socio-culturelles du pays.

Fort de 170 000 hommes, dont 120 000 fantassins, cette armée a longtemps vécu, si l'on peut dire, aux crochets de l'ex-URSS, qui lui a fourni l'essentiel de ses équipements, blindés et avions de combat, entre autres. Tous ces chefs ont été formés dans la patrie du socialisme, sans forcément en garder un très bon souvenir.

Certains, notamment les généraux Nezzar et Guenatza, ont, en outre, fréquenté les écoles de guerre en France. Cette société militaire est très bien organisée :

elle met à la disposition des siens des logements (les officiers supérieurs occupent des villas, dont ils sont généralement propriétaires), des coopératives d'achat et des centres de vacances. Si les soldes laissent à désirer – un général perçoit un traitement mensuel de l'ordre de 20 000 dinars, soit, au taux officiel, environ 5 000 francs – les multiples avantages en nature dont elle bénéficie placent l'armée dans le camp des privilégiés, qui échappent aux rigueurs de la pénurie ambiante. C'est dire qu'en défendant une certaine démocratie elle défend aussi ses propres privilèges.

L'armée a été désagréablement surprise par le raz-de-marée islamique. Pour autant, elle ne semble pas vouloir sortir de la logique légaliste dans laquelle elle s'est enfermée, sauf à perdre la face et son honneur. Le pouvoir, elle n'en veut pas, avertie que les dictatures militaires sont passées de mode.

L'objectif des dirigeants civils et militaires paraît être d'imaginer des parades légales, afin, dans un premier temps, d'empêcher le FIS de gagner la majorité absolue à l'Assemblée nationale ; dans un deuxième temps, si cette manœuvre échoue, de lui rendre la vie impossible, une fois installé au



Dessin paru dans El-Marchar, bi-mensuel satirique.

pouvoir. Resterait toutefois à négocier, au début de cette difficile cohabitation, la libération des chefs intégristes – à laquelle devrait se joindre l'armée, si l'on y met les formes – et un domaine réservé pour le président Chadli, qui comprendrait notamment la défense nationale. Dans cette hypothèse-là,

l'armée n'aurait plus alors qu'à attendre, pour rétablir l'ordre démocratique, que le FIS commette une série d'erreurs politiques qui conduirait à des troubles ; au besoin, elle pourrait même, si les choses traînaient à son goût, à prendre un mauvais cours, pousser les islamistes à la faute.

Mesures de précaution

Quoi qu'il en soit, l'armée est prête à faire face à une époque de force. Le malheureux précédent des émeutes d'octobre 1988, où elle ne s'était pas montrée à la hauteur de la situation, lui a servi de leçon. Elle s'est, depuis lors, préparée à d'autres épreuves de ce genre. Ainsi, se sentant de plus en plus habilement les troubles causés par les islamistes en juin dernier. A toutes fins utiles, elle tient en réserve deux divisions, spécialisées dans le maintien de l'ordre – soit environ 15 000 hommes – basées à Béchar, dans le sud du pays, et à Tlemcen, près de Constantine.

Pas question, en cas de coup dur, de faire monter en première ligne les appelés, qui composent 60 % des effectifs de l'armée de terre (les jeunes sont astreints à un service national de dix-huit mois). Cela dit, le solide encadrement de ces recrues semble à même de prévenir d'éventuels actes d'indiscipline. Mais, autant qu'on le sache, les islamistes ne paraissent pas avoir réussi à infiltrer le milieu militaire, comme cela s'est produit en Tunisie.

Lors de sa dernière conférence de presse, le chef du bureau exécutif provisoire du FIS, M. Abdelkader Hachani, s'est, à ce propos, voulu rassurant : « Nous n'avons jamais combattu l'armée et on ne le fera jamais », a-t-il dit. Cette armée est celle du peuple et nous ne doutons pas un instant qu'elle protégera le choix du peuple ».

Pour que l'armée renonce à sa tâche, il faudrait qu'éclatent aux quatre coins du pays des manifestations d'une telle ampleur qu'elle ne pourrait plus, ou ne voudrait plus, les maîtriser. A l'impossible – et à l'impensable – nul n'est tenu.

JACQUES DE BARRIN

Paris souhaite maintenir et « approfondir » ses relations avec Alger

« Quel que soit le choix du peuple algérien, les relations qui l'unissent au peuple français sont d'une telle densité qu'elles devraient se maintenir », a indiqué, lundi 30 décembre à Paris, un porte-parole du ministère français des affaires étrangères, M. Maurice Gourdault-Montagne. « La France continuera à s'attacher à l'approfondissement » de ces relations, a-t-il précisé.

Cette déclaration du Quai d'Orsay constitue la première réaction officielle du gouvernement français après le premier tour des élections législatives algériennes. La France « ne peut

que se réjouir qu'une consultation démocratique ait pu se dérouler en Algérie, pour la première fois, trente ans après l'indépendance », a précisé M. Gourdault-Montagne. « Tout commentaire sur le résultat des élections serait prématuré et mal venu avant le deuxième tour », a-t-il souligné.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Kofi Yamgnane, a estimé, lundi, dans une interview accordée à Radio-France internationale, que le Front islamique du salut provoquerait une « révolution » en Algérie s'il décidait d'appliquer son programme. – (Reuters.)

MAROC : portés « disparus » depuis dix-huit ans

Les trois frères Bouréquat ont été libérés

Portés « disparus » depuis leur interpellation, en juillet 1973, les trois frères Bouréquat (Bayazit Jacques, Midhat René et Ali Auguste), ont été libérés, lundi 30 décembre, par grâce royale. « Tous les trois sont en bonne santé », nous a assuré, mardi matin, à Paris, la fille d'Ali Auguste Bouréquat, qui a pu joindre son père, par téléphone, dans la nuit de lundi à mardi.

Les frères Bouréquat, qui ont la double nationalité marocaine et française, avaient été détenus au secret, pendant plusieurs années, au bagne de Tazmamart, récemment supprimé. Ils avaient été transférés, en septembre dernier, à la prison militaire de Kénitra, au nord de Rabat. Jamais inculpés ni jugés, les trois hommes auraient été accusés, selon les rumeurs circulant à l'époque de leur « disparition », d'espionnage au profit de la France et d'Israël. Selon Amnesty International, leur arrestation aurait été liée aux activités de leur père, chargé, par le roi Mohammed V, de mettre en place

le contre-espionnage marocain (Le Monde du 25 décembre).

En attendant d'être autorisés à regagner la France, les frères Bouréquat se sont provisoirement installés, dès leur sortie de prison, chez une de leurs sœurs, à Casablanca. Leur libération, annoncée à la presse par leurs avocats, n'a pas été confirmée officiellement par le gouvernement marocain.

« J'ai appris la nouvelle par hasard, en écoutant la radio. Sur le coup, j'ai cru avoir mal entendu », affirme la fille d'Ali Auguste Bouréquat, qui dit ne pas savoir si l'élargissement de son père et de ses oncles a été soumis à conditions. « Le seul message que mon père m'a demandé de transmettre, c'est sa profonde reconnaissance et son amour pour la France », indique-t-elle.

La libération des frères Bouréquat survient après l'annonce de celle de la famille Oufkir, en mars, et la « libération-expulsion » de l'opposant marocain Abraham Serfaty, en septembre.

KENYA

Un troisième ministre a démissionné

Après M. Peter Oloo Aringo, ministre de la santé, un troisième « poids lourd » de la vie politique kenyane, M. George Muhocho, ministre de la recherche, a annoncé sa démission, dimanche 29 décembre.

Beau-frère de l'ancien président Jomo Kenyatta, M. Muhocho, ancien prêtre catholique, s'est déolidarisé de l'action gouvernementale, dont il a dénoncé les « délités ». Il a notamment évoqué la corruption et le pillage des terres par des politiciens, y compris des ministres.

Ces démissions surviennent alors que responsables et militants « désertent », par centaines, la Kenyan African National Union (KANU, ex-parti unique) et que l'ouest du pays est ensanglanté par des affrontements tribaux, opposant Kalenjin, l'éthiopie du président, et celles des Luo et des Luhya. Ces violences ont fait, en décembre, une vingtaine de morts et des dizaines de milliers de sans-abri. – (AFP.)

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Beyrouth met en cause Israël dans l'attentat de Basta

BEYROUTH

de notre correspondant

Le bilan de l'attentat à la voiture piégée commis lundi 30 décembre à Basta, quartier populaire musulman de Beyrouth-Ouest, s'est alourdi : de dix-sept à vingt-deux morts, selon différentes sources, et plus de cent blessés.

« Des criminels sont téguilés de l'extérieur », a affirmé le chef du gouvernement, M. Omar Karamé. Le ministre des affaires étrangères, M. Fakhre Boutros, a été plus précis : il a dénoncé un « terrorisme d'Etat de la part d'un Israël embrassé par l'attitude du Liban dans les pourparlers de Washington ». Le ministre de l'Intérieur, le général Sami Khadib, a affirmé qu'il fallait « pendre sur les lieux de l'attentat son auteur ».

Reste à identifier formellement celui-ci et ses commanditaires. Plusieurs dizaines d'attentats de ce

genre ont été commis durant la guerre du Liban, jamais – sauf dans un cas, et ce fut par pur hasard – leurs auteurs n'ont pas été retrouvés. Il faut dire aussi que, du fait de la guerre, ils ne furent pas vraiment recherchés. En sera-t-il autrement cette fois-ci, et « des potences seront-elles dressées », comme le souhaite le ministre de l'Intérieur, homme à poigne, proche de Damas ?

Le fait que les autorités syriennes soient considérées comme étant au moins aussi visées que le pouvoir libanais par l'attentat de Basta permet d'espérer une enquête plus sérieuse que celles entamées par le passé. La première impression se confirme, et elle est largement partagée : l'objectif de la sanglante explosion est une déstabilisation de la Syrie et du Liban, la première étant encore plus visée que le Liban lui-même.

LUCIEN GEORGE

Effervescence en Cisjordanie

Le mouvement islamiste Hamas a empêché M. Hussein de prendre la parole à Tulkarem

Dix Palestiniens ont été légèrement blessés lundi 30 décembre à Tulkarem (Cisjordanie occupée) lors d'affrontements provoqués par des militants du Mouvement de résistance islamique (Hamas) qui voulaient empêcher une réunion sur le processus de paix au cours de laquelle le principal dirigeant palestinien des territoires occupés, M. Fayçal Hussein, proche de l'OLP, devait prendre la parole.

Une centaine de militants de Hamas ont pénétré de force dans le théâtre de la ville, au cri de « A bas les traités ! », en jetant des pierres et des bouteilles vers l'estrade, ce qui a provoqué des échauffourées, notamment avec des militants du Fath, la principale

composante de l'OLP. Les intrus ont ensuite évacué les lieux, tandis que M. Hussein renonçait à participer à la réunion.

Entre-temps, les opérations d'intimidation des colons juifs se multiplient dans les territoires occupés et inquiètent les autorités israéliennes. Lundi, le ministre israélien de la Défense, M. Moshe Arens, a affirmé que les colons qui commettent des actes de vandalisme anti-arabes dans les territoires occupés « seront punis ». Ces colons avaient organisé dimanche soir une manifestation à Anabot, dans le nord de la Cisjordanie, s'attaquant à des véhicules en stationnement jusqu'à l'arrivée de l'armée qui les avait expulsés de la localité. – (AFP.)

IRAK

Violente explosion devant l'Hôtel Sheraton à Bagdad

Une très forte explosion s'est produite, dans la soirée de lundi 30 décembre, à Bagdad, sur le parking de l'Hôtel Sheraton où résident habituellement des représentants des Nations unies et des organisations d'aide internationale. Plusieurs véhicules, dont un de l'ONU, ont été détruits. Selon des témoins, une demi-douzaine de personnes ont été transportées dans des ambulances, mais aucune précision sur leur état n'a été donnée. La cause de la déflagration n'est pas connue, mais, selon un témoin, il s'agirait d'une voiture piégée.

D'autre part, deux hommes d'affaires américains qui travaillaient au Koweït ont été arrêtés

début décembre par les autorités irakiennes, et accusés d'être entrés illégalement en Irak, a indiqué lundi le département d'Etat.

« Ils sont actuellement en prison à Bagdad », a précisé le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, ajoutant que les autorités irakiennes avaient l'intention de les juger. « Ces arrestations illustrent le danger de voyager à la frontière entre l'Irak et le Koweït alors qu'elle n'est pas signalée », a déclaré M. Boucher, rappelant que le département d'Etat avait publié des directives invitant les Américains à la prudence dans cette région. – (AFP.)

o Rectificatif. – Une erreur de transmission a rendu incompréhensible le dernier paragraphe de l'article de notre correspondant à Genève, Isabelle Vichias, à propos des otages au Liban (Le Monde du 28 décembre). C'est l'Union mondiale pour le judaïsme libéral, représentée à Genève par M. David Littman, qui a demandé au Comité international de la Croix-Rouge de s'informer du sort de Selim Mourad Jamous, secrétaire de la communauté juive de

Beyrouth, enlevé en 1984 dans un synagoge et dont les ravisseurs n'ont jamais déclaré le décès.

o Erratum. – Une confusion nous a fait présenter, dans nos éditions du mardi 31 décembre, page 3, le Niger comme étant membre de l'Union du Maghreb arabe (UMA) – ce qui, naturellement, n'est pas le cas. L'UMA compte cinq pays-membres : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie.

(Publicité)

AU TOGO, L'ESPOIR SERA-T-IL ASSASSINÉ ?

La communauté internationale, le monde démocratique, les hommes épris de justice et de paix, laisseront-ils massacrer les Togolais et arrêter leur marche vers la liberté ?

Certaines puissances plus que les autres portent une responsabilité historique dans la tragédie imposée au Togo.

Nous lançons un appel pressant et angoissé pour que par tous les moyens :

– Les vies humaines soient préservées ;
– Les aventuriers soient mis hors d'état de nuire ;
– La transition démocratique puisse reprendre son cours.

Ne lésions pas une fois de plus assassiner l'espoir. Collectif des Togolais vivant dans la région Antilles-Guyane et Africains démocrates vivant à la Martinique.

Docteur Charles OUST, porte-parole.
COLLECTIF DES TOGOLAIS VIVANT DANS LA RÉGION ANTILLES-GUYANE.
Boîte postale 418, 97208 FORT-DE-FRANCE Cedex - MARTINIQUE.
Tél. : (596) 71-33-18 - Fax : (596) 60-04-43.

هكذا من الأصل

Se prononçant sur la forme et non sur le fond

Le Conseil constitutionnel annule les dispositions contre la fraude à la redevance audiovisuelle

La loi de finances pour 1992 a été jugée, pour l'essentiel, conforme à la Constitution, lundi 30 décembre, par le Conseil constitutionnel, à l'exception de deux dispositions, en particulier celle qui prévoyait d'accroître les pouvoirs des agents du service de la redevance de l'audiovisuel pour lutter contre la fraude et qui était contestée par les députés de l'UDF, de l'UDC et du RPR, à l'initiative de M. Pierre Mazeaud, député RPR de Paris. Se prononçant sur la forme et non sur le fond, le Conseil a estimé qu'un tel texte n'a pas sa place dans une loi de finances.

A l'Assemblée nationale comme au Sénat, qui l'aurait d'ailleurs supprimé le temps d'une navette, les parlementaires s'étaient longuement attardés sur l'article incriminé par le Conseil constitutionnel, qui prévoyait notamment de donner aux services chargés de la redevance sur les récepteurs de télévision la possibilité de consulter les fichiers des câblo-opérateurs et de Canal Plus afin de traquer plus efficacement les fraudeurs.

C'est avec beaucoup de réticences que les députés de la majorité s'étaient rendus à l'argumenta-

tion de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, qui avait estimé entre 800 millions et 1 milliard de francs le manque à payer pour le service public dû à la fraude à la redevance. La commission des finances avait proposé dans un premier temps la suppression de l'article qui devait susciter par la suite une vive polémique dans le secteur de l'audiovisuel.

Le Conseil a tranché en estimant inconstitutionnel l'article incriminé. Paradoxalement, la discussion reste entière. En effet, les «sages» de la rue de Montpensier ont simplement statué sur la forme.

«Selon une procédure irrégulière»

En s'appuyant notamment sur trois avis rendus en 1960, en 1979 et en 1980, le Conseil a rappelé que la redevance sur l'audiovisuel n'est pas une ressource de l'Etat ni une imposition mais présente le caractère d'une taxe parafiscale et qu'en conséquence elle n'entre pas dans le champ de l'ordonnance selon laquelle les lois de finances peuvent contenir «toutes dispositions relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature».

Comme, en outre, les dispositions prévues n'ont pas pour but d'organiser l'information et le contrôle du Parlement sur la ges-

tion des finances publiques», pas plus qu'elles ne concernent «directement la détermination des ressources et des charges de l'Etat», elles n'ont pas leur place dans une loi de finances selon les gardiens de la Constitution, toujours prompts à purger des textes les «cavaliers», c'est-à-dire les articles qui n'ont rien à y faire.

Cet article ayant été adopté «selon une procédure irrégulière», il est déclaré non conforme à la Constitution «sans qu'il soit besoin d'examiner les moyens invoqués à son encontre». Le Conseil constitutionnel n'a donc pas abordé les arguments de fond avancés par les députés de droite, qui considéraient que les dispositions soulevées par le ministre délégué — lequel n'avait pas manqué de s'en prendre dans le feu de la discussion à la loi informatique et Libertés, qui «ne peut pas passer son temps à tout nous interdire» — pouvaient constituer une atteinte aux libertés, que ce soit à la liberté de communication ou aux libertés individuelles. Les députés de l'opposition avaient également estimé que l'article était contraire au principe d'égalité en plaçant notamment la chaîne cryptée Canal Plus dans une situation d'infériorité par rapport aux autres chaînes privées.

Pour que les neuf membres du Conseil se prononcent éventuellement sur le fond, il faudrait que le ministre du budget, ou un

s'avouât désarçonné et «désu», lundi soir, par le rejet de ce «cavalier» et où on soulignait que cette décision prive les chaînes publiques de près de 100 millions de francs, reprenne dans un nouveau projet de loi les dispositions présentées dans le cadre de la loi de finances, une hypothèse qui n'est d'ailleurs pas exclue. On faisait observer d'autre part que la loi de finances comporte un article décrivant la ventilation du produit de la redevance entre les différents organismes de l'audiovisuel public et que les «sages» n'y ont jamais rien trouvé à redire.

En dehors de la redevance, les députés de l'opposition avaient également demandé au Conseil de se prononcer sur diverses dispositions relatives au mode de financement du budget annexé des prestations sociales agricoles (BAPSA). Le Conseil les a jugées conformes à la loi fondamentale. En revanche, il a estimé inconstitutionnel un article, dont il s'est saisi de lui-même, portant sur l'allègement du régime fiscal des mutations à titre gratuit en cas de donations antérieures. Les «sages» ont considéré que la subordination de l'allègement à la condition que les donations aient été passées «devant notaire» méconnaissait le principe d'égalité. Ils ont donc supprimé cette précision.

GILLES PARIS

Les trois coups de M. Mitterrand

Suite de la première page

À droite, les vieux gaullistes, qui désapprouvaient la décision de M. Mitterrand, restèrent isolés. À gauche, M. Jean-Pierre Chevènement, qui choisit de se démettre, le 29 janvier, de sa fonction de ministre de la Défense, ne parvint même pas à entraîner les membres de son courant au sein du Parti socialiste. Quant aux communistes, affaiblis par la crise des pays de l'Est, ils ne réussirent pas à mobiliser autant qu'ils l'auraient souhaité les forces pacifistes, en dépit du succès de plusieurs manifestations.

Ainsi le président de la République, dont la popularité était en baisse, retrouvait-il la confiance de l'opinion en s'affirmant comme un chef d'Etat déterminé qui, après avoir voulu la paix et tenté jusqu'au bout de la maintenir, était contraint de faire la guerre et assumait sans faiblesse son devoir. L'opposition était embarrassée, les socialistes réconciliés et le peuple français convaincu. Un beau succès pour M. Mitterrand, qui permettait à la France de jouer un rôle, modeste mais indéniable, dans la gestion de la crise, qui contribuait,

la victoire venue, à la libération du Koweït et, dans le prolongement de ce conflit, à un éventuel règlement de la question palestinienne, qui redressait enfin, en France même, une image que le ralentissement économique avait nettement altérée.

La recherche d'un «nouvel élan»

Ce redressement ne durera pas. La progression du chômage, les polémiques sur le financement du PS, relancées par la révocation de l'inspecteur Gaudino le 18 mars, puis par la spectaculaire équipée du juge Jean-Pierre, qui perquisitionne le 7 avril au siège parisien du dossier, les rivalités exacerbées entre dirigeants socialistes, alors même que l'opposition fait taire ses querelles, alourdissent le climat. Aussi le président de la République annonce-t-il, le 15 mai, que pour

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Vœux

PENDANT la dernière guerre, au jardin de Luxembourg, deux chaisières se disputaient la vedette auprès des promeneurs. L'une prévoyait qu'on allait vers le pire; l'autre, qu'on n'avait jamais été si près de la fin des épreuves. Toutes deux avaient raison; mais sur le moment elles semblaient se contredire, ce qui donnait du poids à leurs prophéties, entre lesquelles les clients se partageaient selon leur tempérament.

Cheque Jour de l'an voit s'affronter, en fin de révéillon, les optimistes fiers et les oiseaux de malheur. Les seconds l'emportent, cette année, haut la main. L'horizon serait chargé de nuages noirs, l'Occident libéral et riche sombrerait, dans la crise, le Sud et l'Est. Le désordre des monnaies et des armements mettrait l'humanité au bord du gouffre. Les mots de morosité et de catastrophe se vendant comme des petits pains; car tout fait commerce, désormais, y compris le vent.

Sans vouloir combattre les mauvais augures par de meilleurs tout aussi vagues, qu'il soit permis de rappeler que le pire a toujours persuadé, et qu'au fond rien de si neuf ne survient sous le soleil. A ne prendre que l'année 82 de chaque siècle, comme s'y amuse l'agenda offert aux acheteurs de «La Période», les événements du monde révèlent une tendance réjouissante à se répéter.

En 592 avant Jésus-Christ, il était déjà question de réformer une Constitution; celle d'Athènes, à l'initiative d'un certain Solon. Le souci de la santé, que nous croyons découvrir aujourd'hui, la Rome antique le manifeste dès 292 avant notre ère, en introduisant la cure d'Esculape. La crise du Proche-Orient, quant à elle, loin d'être une invention récente, paraît inscrite de tout temps dans les astres, si on se souvient qu'en 192 avant J.-C., déjà, Antiochus III de Syrie débarqua en Grèce...

A ceux qu'indigne l'arrachage des vignes dans notre Languedoc, il faudrait rappeler un édit de 92 restreignant la viticulture dans tout l'Empire romain. Plus près de nous, l'invasion de l'Europe centrale par les Magyars en 892 atteste que cette autre partie du monde est vouée de longue date à l'instabilité. Cinq siècles plus tard, ce sera le sultan ottoman Bayezid I^{er} qui envahira la même région.

Même l'histoire légère bégale. Ce n'est pas

d'hier que les rois enlèvent des princesses par amour: Philippe I^{er}, en 1092, ne s'y prend pas autrement avec la comtesse d'Anjou. Les explorations, elles aussi, se ressemblent et paraissent se faire écho. A la découverte des Antilles par Colomb, dont on vient de fêter le cinquantième centenaire, répond celle des Malouines par John Davis, en 1592, année où Akbar unifia l'Inde, où Shakespeare écrit Henri VI, Monteverdi les Madrigaux et où meurt Montaigne.

Il y a de la poésie pure dans le feuillet des événements contemporains, surtout si on a la sagesse de ne leur chercher aucune consonance rationnelle. Abandonnons-nous au songe, en rapprochant, pour l'année 1892, l'ouverture de la Chine au christianisme par l'empereur Kang-Li, et celle de la Bibliothèque nationale au public parisien. A mesure qu'on rejoint notre présent, l'excès de familiarité ôte aux faits leur cocasserie. Mais pourquoi ne pas retentir en vrac et coller ensemble, pour 1792, l'abolition de la royauté, un des innombrables partages de la Pologne par la Russie et la Prusse, la naissance du dollar, la Critique de toute révélation, de Fichte, et le Mariage secret, de Cambrone?

Nouveaux, les scandales? 1892 marque celui de Panama, en même temps que sortait de terre, à Boulogne, le premier immeuble en béton armé, par quoi nos regards sont, hélas! plus envahis que par d'autres innovations immédiatement contemporaines, comme la Partie de croquet, de Bernard, ou la Femme au boa noir, de Toulouse-Lautrec.

Racontée ainsi, la chronique des millénaires frappe moins par ses enchevêtrements que par ses chassés-croisés. 1902: Mille surit (Voyage dans la Lune), et Zola meurt. Gide écrit l'Immoraliste, et Gorki les Bas-Fonds, mesure parfaite de l'écart entre les préoccupations d' alors au deux bouts de l'Europe. Que le scandale de Pallés et Mollisande porte la même date que l'Esthétique de Croce invite à méditer sur les «hasards objectifs» que les surréalistes ne vont pas tarder à scruter.

1912: ce n'est plus tout à fait l'Histoire avec un grand H, celle qu'on apprend dans les manuels, celle des autres, puisque nos grands-parents en parlaient à voix basse après dîner. Tout commença, dirait-on, avec le Titanic, qui n'a pas sombré dans les journaux mais dans nos salles à manger Henri II, avec, à bord, quelque lointain cousin reprenant l'illustre cantique, L'Annonce, de Claudel, déjà; Candaris à New-York. La bougote annonce les guerres. Et le Nu s'accroût devant le pinceau de Bonnard!

Essays d'enchaîner de mémoire, en famille, par jeu. 1922? Mort de Proust; mais encore? La Garçonne, probablement, le premier tome des Thibault. Aragon et Colette débutent-ils? 1932? Le Voyage, de Céline, bien sûr, même qu'il rate de peu le Goncourt; mais aussi Scarface, car le cinéma se fait une place dans le souvenir collectif. Les Deux Sources, de Bergson et Le Meilleur des mondes, d'Huxley encadrent le début des Hommes de bonne volonté, de Jules Romains: belle entrée littéraire dans l'avant-guerre, dont les bottes grondent déjà.

Trop de sang et de cendres couvrent les chiffres de 1942. Pétain prête la main aux rafles de juifs, Pétain dont je ne me lasse pas de rappeler que Rimbaud, s'il avait vécu aussi vieux, aurait eu à peu près le même âge... Mussi mourut, tandis que naissent l'Etranger, la Reine morte et les Poissons noirs de Braque; cela ne fait pas une moyenne ni une consolation, mais on ne sait quelle chaîne mentale assez tendre.

La mort opère des rencontres farceuses. 1952 voit disparaître Eluard, Maurras et Eva Peron, cependant que Mauriac reçoit le Nobel et que Nicolas de Staël peint les Footballeurs. Il faudrait ajouter à nos réminiscences divagantes la hauteur des ourlets, la marque des voitures, les titres des romans, la salle où passait Le train sifflera trois fois...

Décidément, la pire n'est ni devant nous ni derrière. Les bilans mentent, autant que la mémoire. L'inconnu a son prix. Il n'y a de drame que si la curiosité défaille. Il faut voir les yeux noirs comme des bouquets. Une jeune fille y plonge son visage, narines ouvertes.

Bonne année!

Selon un sondage BVA

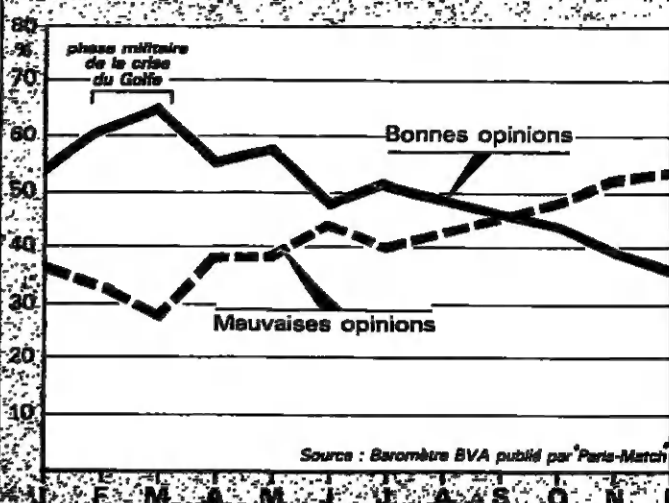
Nouvelle baisse de popularité du chef de l'Etat

Selon un sondage de l'institut BVA publié dans le numéro de Paris-Match du 31 décembre, la popularité de M. François Mitterrand enregistre en décembre une nouvelle baisse de trois points. 36 % des Français ont une bonne opinion du président de la République, au lieu de 39 % en novembre, et 53 % en ont une mauvaise. Le sommet européen de Maastricht, présenté comme «une victoire pour la France», ne semble donc avoir eu aucun effet sur la chute persistante de la popularité de M. Mitterrand. La cote de

popularité du premier ministre, M^{me} Edith Cresson, est également en baisse de deux points en décembre (27 % de bonnes opinions au lieu de 29 % en novembre). Par ailleurs, seulement 20 % des Français sont satisfaits en décembre de la façon dont la France est gouvernée (au lieu de 25 % en novembre), contre 73 % qui sont d'un avis contraire (au lieu de 67 %). Cette enquête a été réalisée auprès de neuf cent cinquante-quatre personnes du 12 au 18 décembre.

L'évolution de la cote du président de la République de janvier à décembre

Quelle opinion avez-vous de François Mitterrand en tant que président de la République?



répondre au «nouvel élan» qu'il souhaite donner à la politique française il choisit de remplacer, au poste de premier ministre, M. Michel Rocard par M^{me} Edith Cresson. C'est le deuxième «coup» de l'année 1991. Le moins qu'on puisse en dire, sept mois et demi plus tard, est que sa réussite est fort incertaine.

Même si le nouveau premier ministre est bien accueilli par l'opinion, et si son style énergique, son esprit pragmatique, son langage direct, tranchent avec ceux de son prédécesseur, elle n'est pas en mesure de dissiper le courant de désaffection qui attend désormais le pouvoir et qui, à l'automne, sera qualifié de «sinistrose». Son discours devant les députés, une semaine après sa nomination, déçoit. Des grèves dans les transports, des troubles dans les banlieues, des manifestations de harkis dans le Midi, des mouvements de protestation organisés par les professions de santé, puis par les agriculteurs, donnent l'impression, au cours des mois qui suivent, que le gouvernement est décidément incapable de maîtriser la situation. Enfin, à l'automne, l'inculpation de trois anciens responsables de la santé mis en cause dans la contamination d'hémophiles par le virus du sida à l'occasion de transfusions sanguines, les révélations qui en résultent et les propositions d'indemnisation qui sont soumises au Parlement suscitent d'âpres contestations.

M^{me} Cresson se bat avec un «courage» que salue le président de la République et quelques malades d'expression que critiquent ses adversaires. Elle présente, le 10 juillet, un dispositif de maîtrise de l'immigration, thème exploité non seulement par le Front national, qui rendra publiques, le 16 novembre, «cinquante mesures concrètes» presque unanimement condamnées, mais aussi par M. Chirac, qui évoque malencontreusement, le 19 juin, les «odeurs» imputables aux étrangers dans les HLM, et par M. Giscard d'Estaing, qui s'inquiète, le 21 septembre, des risques d'«invasion» de la France par les immigrés.

Le conseil européen de Maastricht

Le gouvernement propose successivement des plans de lutte contre le chômage (en juillet et en octobre), d'aide aux petites et moyennes entreprises (en septembre), de développement de l'apprentissage (en septembre), de délocalisation de plusieurs organismes publics, dont l'ENA (en novembre), de soutien aux agriculteurs (en novembre), d'expansion de l'enseignement supérieur (en novembre), de réorganisation de l'industrie électronique (en décembre). Bref, M^{me} Cresson travaille, agit, décide et refuse de céder à la «morosité» ambiante. Celle-ci persiste pourtant, et ce n'est pas le débat, lancé en fin d'année par le chef de l'Etat, sur une prochaine réforme des institutions, qui paraît de nature à y mettre un terme.

La relance de la construction européenne — le troisième «coup»

de M. Mitterrand — sera-t-elle le «grand dessin» qui rendra enfin espoir aux Français? Le président de la République le croit et ne ménage pas ses efforts pour faire partager sa conviction. En mai, il avait assigné pour mission à M^{me} Cresson de préparer la France au grand marché européen de 1993. En octobre, afin de donner «une nouvelle impulsion» au débat sur l'union politique, il rend publique, avec le chancelier Kohl, une série de propositions.

En décembre, au conseil européen de Maastricht, il prend une part active à la conclusion d'accords qu'il présente ensuite, à la télévision, comme «un des événements les plus importants du dernier demi-siècle». Il plaide, inlassablement, pour l'Europe, dont il répète, en maintes occasions, qu'elle est «l'avenir» de la France, la condition de sa prospérité, la garantie de sa sécurité.

Ce discours ne provoque pas dans le pays de réactions de rejet, même si le PC et une fraction du PS, à gauche, le Front national et les gaullistes orthodoxes, à droite, continuent de s'opposer avec vigueur à la perspective d'une Europe supranationale, mais il ne semble pas non plus déclencher beaucoup d'enthousiasme. On voit même réapparaître les vieilles méfiances à l'égard de la bureaucratie bruxelloise et les anciennes suspicions à l'égard de la puissance allemande. C'est que l'image de la construction européenne a été brouillée, au cours des dernières années, par deux facteurs qui rendent moins spontanée l'adhésion des Français.

D'une part, la politique de rigueur menée par la gauche depuis son changement de cap de 1983 l'est au nom de l'Europe, dont les effets négatifs sont quelquefois plus visibles que les conséquences positives. D'autre part, la libération des pays de l'Est a bouleversé donne sur le continent, obscurcissant aux yeux de beaucoup la vision de la Communauté: à cet égard, l'erreur d'appréciation (ou de communication) de M. Mitterrand, qui a semblé accepter comme un fait accompli, en août, au moment du putsch manqué de Moscou, le renversement de M. Gorbatchev, n'offre pas seulement à l'opposition l'occasion de redoubler ses critiques, elle contribue aussi à accroître les incertitudes de l'opinion.

Ces incertitudes pèseront, en 1992, alors que plusieurs échéances électorales sont en vue: les élections cantonales et régionales, un référendum sur les institutions et, peut-être, une consultation sur l'Europe. M. Mitterrand, qui a été en mai, le dixième anniversaire de son arrivée à l'Elysée et battu, en septembre, le record de longévité présidentielle détenu par le général de Gaulle, ignore pas qu'il lui reste peu de temps pour reconquérir la confiance des Français avant la fin de son mandat.

THOMAS FERENCZI

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Malgré la mort du jeune homme en prison

La procédure de révision du procès de Mohamed Chara va se poursuivre

La famille et les avocats de Mohamed Chara, trente-deux ans, décédé dimanche 29 décembre à la prison de Toul en Meurthe-et-Moselle (nos dernières éditions du 31 décembre), vont continuer la procédure engagée par cet homme, deux jours avant sa mort, pour obtenir la révision de l'arrêt de la cour d'assises de la Somme du 12 février 1982 (le Monde daté 29-30 décembre). Celle-ci le condamne à la réclusion criminelle à perpétuité sur la déclaration coupable du meurtre d'Irène Sobon et de sa fille Sandrine le 6 février 1978 à Méricourt-sous-Lens (Pas-de-Calais).

Mohamed Chara n'aurait pas supporté l'émotion provoquée par un espoir immense de réhabilitation. C'est l'explication de sa mort subite avancée par Daniel Karlin, auteur avec Rami Laine du «Dossier Mohamed Chara», une plaquette filmée et diffusée sur la Cinq, le 9 octobre dernier, à l'occasion du 10^e anniversaire de la suppression de la peine de mort en France.

Vendredi 27 décembre, les avocats de Chara, M^{rs} Philippe Lemaire et Jean Gonnin, avaient déposé en son nom une requête en révision de son procès. Mais, dimanche 30 décembre, Mohamed Chara succombait à un arrêt cardiaque à la prison de Toul. Diabétique, il devait se soumettre à des soins réguliers et, selon M^{rs} Gonnin, rien ne permet d'imputer son décès à une cause suspecte. Cepen-

dant, le parquet de Nancy a requis l'ouverture d'une information judiciaire, qui a été confiée à M^{rs} Béatrice Inossi, et une autopsie sera pratiquée afin de rechercher les causes de la mort.

Des aveux sous la contrainte

Mohamed Chara et Jean-Luc Rivière avaient été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité le 12 février 1982 pour avoir, selon l'arrêt de la cour d'assises de la Somme, tué une femme et sa fille en garde à vue, à des violences et à des pressions psychologiques effectuées par les policiers qui lui auraient suggéré ses déclarations. Pour ses avocats, cette version est confirmée par un extrait du film de Karlin et Laine dans lequel un ancien policier, chargé de l'enquête, admet que l'interrogatoire de Chara a été conduit avec brutalité.

D'autre part, Rivière aurait confié à un codétenu que Chara n'avait pas participé au double crime. Il s'agit là de deux «faits nouveaux» qui permettraient au condamné de présenter une requête devant la commission de révision. Lundi 30 décembre, M^{rs} Gonnin et Daniel Karlin ont indiqué que la procédure de révision serait poursuivie malgré le décès de Mohamed Chara. Le cas est d'ailleurs prévu par l'article 623 du code de procédure pénale qui dispose que la révision peut être demandée, après la mort du condamné, par son conjoint, ses enfants, ses parents, ses légataires universels, «ou par

ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse».

Cependant, la loi précise que si le principe de la révision est accepté par la commission, la chambre criminelle de la Cour de cassation examine l'affaire à son tour et décide, s'il y a lieu, d'annuler la condamnation et de renvoyer l'accusé devant une autre cour d'assises. Cette situation étant désormais impossible, c'est la chambre criminelle de la Cour de cassation qui serait amenée à statuer comme cour de révision dans un procès où les familles des victimes sont présentes.

MAURICE PEYROT

CATASTROPHES

Après deux violentes tornades

Des centaines de morts et de disparus au Vietnam

Deux violentes tornades se sont abattues, samedi 28 décembre, dans le centre du Vietnam. Elles ont fait, selon un bilan provisoire, 100 morts et 491 disparus. Un ouragan a dévasté les côtes de la province de Quang-Ngai, endommageant près de 300 bateaux et provoquant la mort de 78 personnes, faisant près de 300 disparus. Dans la province de Quang-Nam-Dang, située plus au nord, une seconde tornade a causé le même jour la mort de 22 personnes et la disparition de 193 autres. — (AFT)

MÉDECINE

Sur décision du ministre de la santé

Le somnifère Halcion est partiellement retiré du marché

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a décidé, lundi 30 décembre, de suspendre partiellement la commercialisation de l'Halcion (ou triazolam), le somnifère le plus vendu dans le monde, «en raison de ses effets indésirables potentiels». Cette interdiction, pour le moment, vise uniquement les comprimés à 0,250 mg (dosage fort). Les comprimés dosés à 0,125 mg restent commercialisés, précise le ministre, «dans l'attente des résultats des travaux complémentaires».

La décision de M. Durieux fait suite à la suppression temporaire, le 4 octobre dernier, de la commercialisation de l'Halcion par la Grande-Bretagne. Le comité des spécialités pharmaceutiques de la CEE avait alors engagé une enquête approfondie sur cet hypnotique de la classe des benzodiazépines, connu pour entraîner des pertes de mémoire et des effets secondaires psychiatriques (lire page 10 dans notre supplément «Sciences-médecine»). Après un premier avis des experts de la commission nationale de pharmacovigilance, le ministre français avait décidé de limiter à deux semaines la prescription de l'Halcion (contre quatre pour les autres hypnotiques) et de restreindre son indication thérapeutique aux troubles sévères du sommeil (le Monde daté 20-21 octobre).

Vendu dans plus de 90 pays et consommé par sept millions d'Américains, l'Halcion rapporte 250 millions de dollars (1,3 milliard de francs) par an à son fabricant, la firme américaine Upjohn. Celle-ci a indiqué, lundi 30 décembre, qu'elle allait faire appel de la décision du gouvernement français.

RELIGIONS

Trois jours de prières et de débats

L'islam entre Le Bourget et Alger

«Franchement, est-ce que vous voyez beaucoup de barbus ici ?» La question, lancée comme ultime argument par un jeune musulman, résume l'agacement des participants à la rencontre annuelle de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui a eu lieu du vendredi 27 au lundi 30 décembre. Au Parc des expositions du Bourget, tous les clichés d'une pratique rigoureuse du Coran sont réunis : les tapis de prière, les femmes presque toutes voilées, séparées des hommes pour assister aux conférences entrecoupées de chants, les stands débordant de livres d'éducation religieuse et de cassettes de prêches.

Les musulmans présents au Bourget (près de douze mille en trois jours) sont des pratiquants fervents et ils ne s'en cachent pas. Mais ils disent supporter de plus en plus mal l'«arnal-gamme» avec ses extrémistes à la pilosité devenue symbolique. «Ils en ont assez de souffrir de préjugés parce qu'ils sont croyants», estime M. Abdellah Ben Mansour, secrétaire général de l'UOIF. Ils veulent être jugés sur leurs actes.

Les ecclésiastes, ce sont d'abord ceux du FIS victorieux. Venu au Bourget pour débiter des «réalités et perspectives de l'islam en France», les participants n'ont pu éviter le détour par Alger. Et s'ils ne dissimulent pas leur satisfaction de voir l'islam traverser le FLN honni, ils préfèrent souligner l'avancée démocratique.

«Il ne faut pas redouter une évolution à l'iranienne», dit un

étudiant en mathématiques originaires d'Algérie. Les deux pays et leurs pratiques religieuses sont trop différents. Mais pour-quoi le FIS ne parviendrait-il pas à instaurer un autre modèle d'Etat islamique, respectueux de la démocratie ? «Le FIS est appelé à gouverner», ajoute M. Ben Mansour. S'il en est capable, il restera. S'il s'avère incapable, il sera rejeté par le peuple. De vrais pratiquants de l'islam ne peuvent haïr la liberté retrouvée.

Mais l'avenir des musulmans de France ne passe pas par Alger. «La communauté musulmane doit cesser de regarder vers l'extérieur et prendre son sort en main», dit M. Ahmed Djabbah, président de l'UOIF. «Le Coran nous ordonne de nous conduire de manière différente dans un pays qui n'appartient pas à notre religion, ramène M. Fouad Alaoui, président de l'Union islamique des étudiants de France. C'est à nous d'aller dialoguer avec les Français de souche, pour leur montrer que l'islam peut favoriser l'intégration.»

L'UOIF prétend fédérer plus de cent cinquante associations et se veut la colonne vertébrale de la communauté musulmane en France. Elle est à l'origine de l'Institut supérieur islamique qui ouvrira le 6 janvier dans la Nièvre (le Monde du 20 décembre) et formera des imams pour toute l'Europe. Les polémiques qui ont précédé ce projet montrent que, pour l'UOIF, la voie entre l'orthodoxie religieuse et le repli sur soi demeure étroite.

J. Fa.

Allemagne refuge forcé

Suite de la première page

Il seront installés dans l'un de ces mille lieux d'hébergement, disséminés dans le pays, jusqu'au moindre village, y compris, suprême angouisse, dans l'ex-RDA, redoutée pour la xénophobie de ses habitants.

En attendant, ils vivent dans des baraquements provisoires, disséminés dans des draps en papier jetables sur des lits superposés, s'entassant debout dans un réfectoire pour avaler leur choucroute servie dans une barquette d'aluminium. Leurs enfants n'ont droit qu'à une garderie animée par des associations caritatives. Il n'y a ni école ni cours d'allemand : les pensionnaires ne sont là, en principe, que pour quelques semaines et ne bénéficient pas encore des mesures d'intégration, même si leur séjour se prolonge plusieurs mois.

Distants de quelques kilomètres d'Autzhausen, les gracieux villages de l'ex-RDA, redoutée pour la xénophobie de ses habitants. Les trois cents pensionnaires du camp sont interdits de séjour dans la ville. Mais aucun ne peut résister à l'attraction de ses lumières. Ceux qui ont la malchance de rencontrer des policiers dans le tramway ont écopé d'une amende, qu'ils ne peuvent pas payer, et d'une mention défavorable dans leur dossier. Telle est la règle dans toute l'Allemagne : les demandeurs d'asile ne peuvent circuler librement que dans la commune où ils ont été logés.

En l'occurrence, Schwalbach est une banlieue surtout connue pour ses usines chimiques et sa base militaire américaine en cours d'évacuation, où les autorités du Land de Hesse soulaieraient étendre le camp. Le centre d'hébergement central de la Hesse craque en effet, comme tous ses équivalents en Allemagne. Le coefficient de répartition fédéral, qui oblige chaque ville à accueillir 7,5 demandeurs d'asile par millier d'habitants, va grimper à 9,5 au début de 1992. Des foyers, des appartements, mais aussi d'anciens hôtels de passe ou camps militaires, des hangars et des gymnases sont réquisitionnés, parfois au grand dam de la population.

«Combien de temps pourrions-nous rester ici ?», s'inquiète ainsi Sakip, un Tzigan qui a fui la Macédoine pour ne pas être enrôlé dans l'armée croate. Avec sa femme, un bébé de quatre mois et un autre couple avec enfant, il partage l'un des vingt-cinq boxes aménagés à la hâte dans un hangar à tramways de Stuttgart. Les rails ont été recouverts d'un plancher, et des cloisons à mi-hauteur séparent les «chambres» fermées par un simple rideau et composées de quatre paires de lits superposés et

d'un mobilier minimal mais neuf. Sous la voûte de bois et de fer résonnent les cris des enfants.

Ouvrant le débat du mois de décembre, cet hébergement provisoire pour deux cents demandeurs d'asile, affiche déjà complet à la fin de l'année. Le Land chrétien-démocrate du Bade-Wurtemberg, qui accueille plus de 55 000 demandeurs d'asile, a transformé en hébergements plusieurs anciennes bases militaires françaises et soviétiques, comme le gouvernement fédéral, multiplie les camps de grande capacité pour soulager les villes.

Mais, dans l'immédiat, la pression du nombre oblige à multiplier les lieux d'asile plus restreints. L'en-ban-gar à tramways, géré par la ville de Stuttgart, semble avoir été dévolu aux Tziganes, qu'ils viennent de Yougoslavie, de Roumanie ou de Bulgarie. Une population difficile et qui, plus encore que d'autres, réveille de vieux souvenirs. «J'ai vu, on ne veut plus les exterminer, mais les projets de camps énormes qui fleurissent partout»,

La demande d'asile est, en réalité, la seule voie légale d'accès en Allemagne. Elle permet non seulement de séjourner dans le pays, mais aussi d'obtenir un hébergement et le droit au travail. Celui-ci a été rétabli en juillet dernier pour alléger le système d'allocation et répondre à l'argument xénophobe de l'oisiveté sub-



ventionnée des étrangers. Ainsi l'Allemagne a-t-elle absorbé près de 250 000 réfugiés en 1991, soit cinq fois plus que la France. Sa législation en la matière est l'une des plus libérales d'Europe.

Mais la multiplication des violences xénophobes, la montée de l'intolérance, le tour passionnel pris par le débat politique sur les étrangers réduisent les militants des organisations humanitaires à la défensive, y compris dans un Land comme la Hesse dominé par les sociaux-démocrates. «Nous sommes opposés depuis des années au regroupement des demandeurs d'asile dans des ghettos qui les isolent de la population et sont une provocation à l'agression, expli-

que M^{rs} Françoise Guibert, porte-parole de l'Eglise évangélique au camp de Schwalbach. Mais, aujourd'hui, nous en sommes arrivés à penser que les étrangers y sont mieux protégés et surtout à lutter contre les projets de camps énormes qui fleurissent partout».

«Ausländer raus»

Le sort de ceux que l'on nomme désormais les «doubles réfugiés», parce qu'ils ont fui les cinq nouveaux Länder de l'Est où ils avaient été affectés, alourdit le climat. Là-bas, ils ont affronté une hostilité, voire une violence telle qu'ils ont refusé, sans

autorisation, vers le camp de Schwalbach, par exemple, où ils se sentent davantage en sécurité.

«Les fascistes nous ont attaqués alors qu'ils sortaient d'une discothèque. J'ai eu de la peine, mais je ne me plains pas aux policiers. Ils sont restés les bras croisés», raconte un homme d'origine albanaise et des Roumains, s'est enfui de Halberstadt, dans le nouveau Land oriental de Saxe-Anhalt, après cinquante jours d'un séjour mouvementé. Ils sont nombreux à répéter les mêmes récits. Les premiers mots d'allemand qu'apprennent les demandeurs d'asile envoyés à l'Est sont des injures : «Ausländer raus, Ausländer Scheiss» («Déhors les étrangers, étrangers de merde»), constate avec honte M. Gerhard Mey, le pasteur du camp, qui tente de mobiliser les paroisses de l'Est pour qu'elles organisent elles-mêmes l'accueil et la protection des étrangers.

Le récit que Justine, une jeune Camerounaise, fait de son voyage vers un centre d'hébergement de Thuringe ressemble à un film d'horreur : arrivée à la nuit tombée dans une petite gare où on lui a dérobé son pélican et la croix qu'elle portait au cou, elle a été agressée par des jeunes au crâne rasé puis violée. Un taxi refuse de la prendre, parce qu'elle n'a pas d'argent. Elle débarque en pleine forêt dans un foyer dont les pensionnaires étrangers, sans cesse menacés, ne sortent jamais sans couteau ou gourdin.

Ce reflux des «doubles réfugiés» de l'Est a pris une ampleur particulière en Hesse, réputée pour son libéralisme. Mais seule la récente grève de la faim de soixante-dix d'entre eux a convaincu le gouvernement social-démocrate de ce Land d'accepter de reprendre ceux des fuyards qui

établissent la preuve de leurs persécutions subies à l'Est. Car l'émotion suscitée, en septembre dernier, par le «pogrom» de Hoyerswerda et par les autres agressions, parfois meurtrières, contre les étrangers peut aussi servir d'alibi à la fuite de ceux qui savent qu'à l'Est il n'est aucune chance de trouver du travail, contrairement à l'Ouest où la main-d'œuvre à bas prix est recherchée. En Hesse, cinq cents cinquante cas auraient été examinés favorablement depuis mars dernier, mais les autorités de l'Est se font tirer l'oreille pour restituer les dossiers des demandeurs d'asile qui leur avaient été confiés.

Mais, à l'Ouest même, l'atmosphère n'est guère aux débordements de solidarité. Chaque Land connaît son lot de foyers incendiés, d'agressions, de murs meurtris de croix gammées et de slogans haineux. Pour 71 % des habitants de l'ex-RFA, le cas des demandeurs d'asile vient au premier rang de leurs préoccupations, contre 16 % dans l'ex-RDA, secouée par le chômage, où les étrangers sont infiniment moins nombreux.

«Les étrangers ont remplacé le menace atomique soviétique au premier rang des peurs collectives allemandes», dit M. Freimut Duve, député social-démocrate et éditeur. Quant au pasteur Werner Baumgarten, à Stuttgart, il compare le sentiment national allemand à un ballon trop gonflé qui aurait fini par éclater. «La force de l'économie a tenu lieu d'identité nationale pendant quarante ans en RFA. La réunification a réveillé le sentiment national, amplifié à l'Est par les frustrations économiques et le complexe d'infériorité, dit-il en exhibant une liasse de lettres bourrées de haine. L'afflux des étrangers a fait éclater le ballon.»

PHILIPPE BERNARD

Cinq fois plus nombreux qu'en France

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

Durant les onze premiers mois de 1991, 232 000 étrangers ont demandé l'asile à l'Allemagne, soit presque les deux tiers des demandes enregistrées dans la CEE. Le cap historique des 250 000 devait être atteint avant la fin de l'année. Pendant la même période, un peu plus de 50 000 étrangers auront effectué le même démarche en France.

La situation particulière de l'Allemagne s'explique en premier lieu par des raisons politiques et historiques. L'ouverture des ex-démocraties populaires a multiplié par quatre les demandes d'asile entre 1987 et 1991, tandis que s'accroît la pression des Turcs, essentiellement des Kurdes. Actuelle-

ment, les Yougoslaves et les Roumains sont les plus nombreux à demander l'asile à l'Allemagne, mais des ressortissants africains frappent également à ses portes.

Mais le premier facteur d'attraction est le libéralisme de la législation allemande. Un allié aussi lapidaire qu'extensif de l'article 16 de la Loi fondamentale (Constitution) dispose simplement que «les persécution politique jouissent du droit d'asile». Véritable «séisme», le mot «asile» ouvre le droit au séjour sur le sol allemand pendant le temps d'instruction du dossier, qui peut atteindre plusieurs années.

Comme en France, la plupart des demandes d'asile sont déposées par des étrangers ayant déjà pénétré sur le territoire. Ils sont regroupés dans des centres d'hébergement gérés par chaque Land, puis

dispensés sur l'ensemble du territoire par l'Office fédéral pour la reconnaissance du statut de réfugié, situé à Zirndorf, près de Nuremberg, dont les agents, présents dans chaque camp, s'entre- tiennent individuellement avec chaque étranger sur les motifs de sa demande, ce qui n'est le cas en France que pour une minorité.

Logé et bénéficiant d'une allocation, de repas ou de bons d'alimentation, le demandeur d'asile a le droit de travailler si l'emploi qu'il convoite ne peut être occupé par un Allemand, ni par un ressortissant de la CEE, ni par un immigré turc. L'Allemagne s'en, en effet, rétablit ce droit au travail pour lutter contre la délinquance et alléger la poêle des allocations servies aux demandeurs d'asile, au moment même où la France la supprime. Les deman-

deurs d'asile attendent entre six et vingt-quatre mois la décision de Zirndorf de leur accorder ou non le statut de réfugié politique, qui est négative dans 95 % des cas. Le recours devant un tribunal administratif repêche environ 5 % de dossiers supplémentaires.

Mais sur les 90 % de déboutés, une majorité parvient à se maintenir sur le territoire, notamment par la reconnaissance du statut de «réfugié de facto», qui les protège provisoirement contre l'expulsion, celle-ci n'étant exécutée que pour 3 000 personnes par an. Au total, près de 900 000 réfugiés étrangers vivent en Allemagne (200 000 en France). Un tiers le sont de facto. L'ensemble du système aura coûté pas moins de 8,5 milliards de marks en 1991 (près de 23 milliards de francs con-

tra... 900 millions en France). La pression croissante aux frontières et l'engorgement du système ont contribué à faire des demandeurs d'asile l'objet d'un débat politique passionnel. Le projet gouvernemental tendant à réformer l'article 16 de la Loi fondamentale afin de restreindre l'entrée des demandeurs d'asile s'est heurté à une coalition d'oppositions, notamment chez les sociaux-démocrates et les libéraux. Un compromis a été trouvé en octobre, qui consiste à créer 45 000 nouvelles places dans les centres d'hébergement centraux et à accélérer la procédure pour parvenir à une décision d'accueil ou de rejet en six semaines. Un objectif que les politiques comme les fonctionnaires considèrent comme irréalisable.

Ph. Be.

صكزامن الأصل

SCIENCES • MÉDECINE

Le « Vasa » sauvé des eaux

Il y a trente ans, en 1961, le vaisseau-amiral de la flotte suédoise était ramené à la surface après trois cent trente-trois ans passés dans le fond du port de Stockholm

Le Vasa devait être la gloire de la marine suédoise... en 1628. Le roi Gustave-Adolphe (Gustav II Adolf) pour les Suédois avait voulu que le Vasa soit le plus puissant et le plus beau bateau de guerre de son époque : 64 canons répartis sur deux ponts, d'innombrables sculptures peintes et dorées, principalement à la poupe et à la proue, devaient proclamer sur les mers que la gloire du roi n'était pas limitée à l'Europe de terre ferme.

Pourtant, le 10 août 1628, le Vasa quittait le quai au pied du palais royal où il avait été équipé de ses canons, de son lest de pierres et d'une partie de son matériel de guerre et de vie. Il s'était d'abord tiré sur ses ancres puis quatre de ses dix voiles avaient été hissées. Il n'avait pas parcouru 300 mètres que le vent, léger, lui faisait prendre de la gîte. L'eau s'engouffrait par les sabords inférieurs tout proches de la ligne de flottaison mais laissés ouverts. Le Vasa chavirait dans le port de Stockholm par 35 mètres de fond, entraînant dans la mort une cinquantaine de ses « passagers ». Il avait été vaincu par son gigantisme le jour même de sa première navigation.

Au fil des siècles, le site de la catastrophe avait été oublié. Il fallut attendre plus de trois cents ans pour qu'un ingénieur de trente-huit ans, Anders Franzén, se mette à la recherche de ce bateau fantôme qui, selon lui, existait encore sûrement puisque la salinité de la Baltique – et encore plus celle du port de Stockholm – est trop faible pour qu'y vivent les taret, grands dévoreurs de bois dans les eaux marines normales salées.

Après cinq années d'exploration systématique des archives et des fonds, Anders Franzén recueillait, le 25 août 1956, un indice sérieux : le petit « carottier » de sa fabrication remontait un fragment de bois de chêne noir. Quelques jours plus tard, le scaphandrier Per Edvin Faltin descendait au fond. Dans l'obscurité totale, il tâta de ses mains : « Je ne vois rien parce que c'est tout noir, mais je sens quelque chose de grand. Le bord d'un bateau. Voilà un sabord, et encore un. Il y en a deux rangés. Ça doit être le Vasa. »

Le premier problème à résoudre, financier et technique, fut celui du renflouement de l'épave. Le roi Gustave VI Adolf manifesta son vif intérêt technique et financier ; la marine suédoise apporta son aide en bateau et en personnel ; la société spécialisée Neptun trouva la solution et offrit de réaliser gratuitement l'opération, unique en son genre : une souscription publique fut lancée.

En deux ans, des scaphandriers creusèrent sous le Vasa, au jet d'eau sous pression, six tunnels dans lesquels furent passés de gros câbles armés à chaque bout sur des pontons remplis d'eau. Une fois les câbles passés et fixés, les pontons

furent vidés en partie de leur contenu liquide et – Archimède aidant – montèrent. Ils tranchèrent ainsi de la boue le Vasa sans en briser la coque.

L'épave fut amenée dans des eaux moins profondes mais elle resta immergée : les 1 000 tonnes de bois de chêne, dont elle était faite, étaient gorgées d'eau (1,5 kilo d'eau pour 1 kilo de bois) et ne pouvaient être mises au sec sous peine de se rétracter et de quasiment se détruire. Des scaphandriers travaillèrent pendant deux autres années à colmater toutes les brèches de la coque de façon à rendre celle-ci étanche.

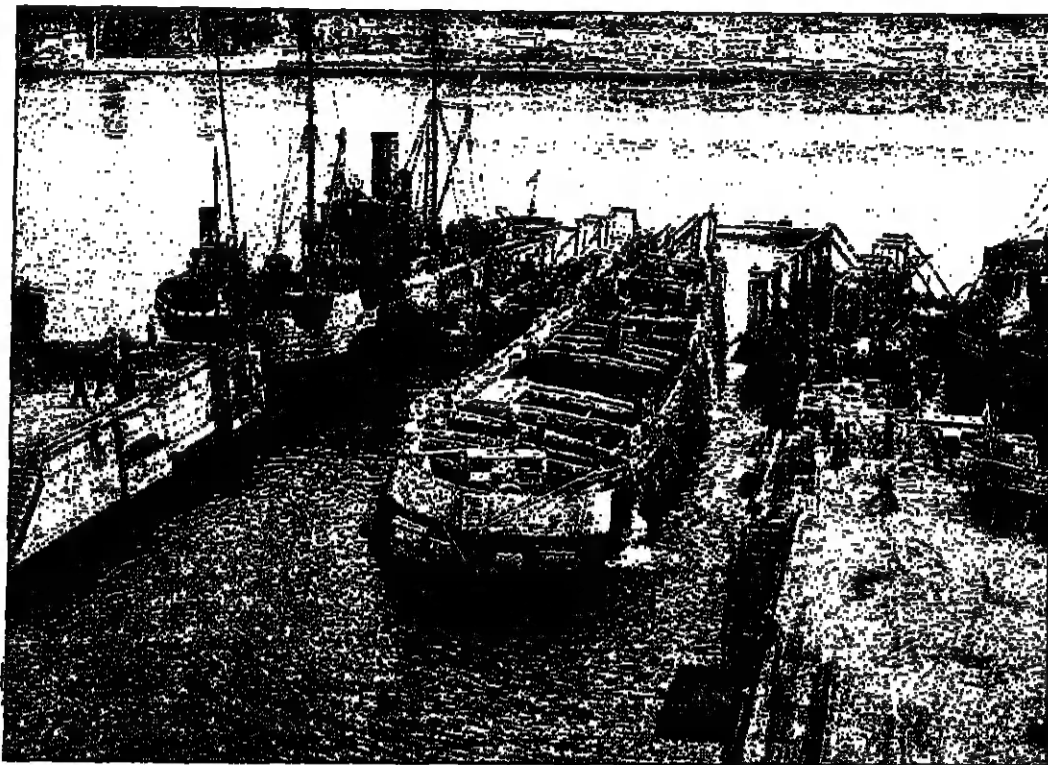
Un laboratoire spécialement construit

Finalement, le 24 avril 1961, le Vasa était hissé vers la surface, vidé de l'eau et d'une partie de la vase qui le remplissaient et le 4 mai, le bateau émergait et flottait après trois cent trente-trois ans passés dans et sur les fonds du port de Stockholm. Il fut alors remorqué dans une forme de radoub. Le travail des archéologues, des conservateurs et des restaurateurs pouvait commencer.

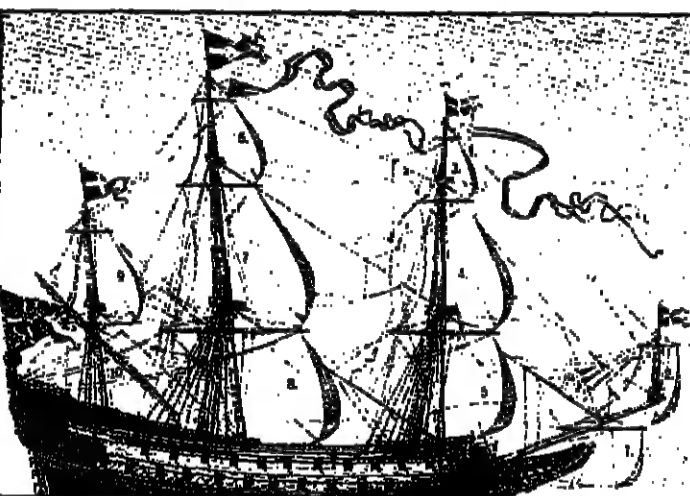
Jusqu'au renflouement du Vasa, le problème de la conservation d'un « objet » de 900 mètres cubes de bois gorgés d'eau ne s'était jamais posé. Dès 1961, un laboratoire fut spécialement construit pour la conservation du vieux bateau. La méthode choisie fut la lente imprégnation du bois par du polyéthylène-glycol, selon le procédé imaginé quelques années auparavant par Rolf Mørén et Bertil Centervall. Bien évidemment, on ne pouvait immerger le Vasa dans une cuve remplie d'une solution eau-polyéthylène-glycol. Aussi procéda-t-on par aspersion : 25 minutes d'arrosage, 20 minutes d'arrêt, 25 minutes d'arrosage, etc., vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pendant dix-sept ans.

En tout, 250 tonnes de polyéthylène-glycol ont été utilisées pour ces aspersion à répétition, comme nous l'a précisé Sven Bengtsson qui travaille depuis 1961 au laboratoire de conservation du Vasa. Le musée provisoire construit autour du Vasa était ainsi plein d'une brume humide, la vieille coque rouillait et les vêtements des très nombreux visiteurs étaient éblouissants.

Peu à peu, le polyéthylène-glycol a pénétré dans le bois et y est resté lorsque le séchage a commencé à faire sortir l'eau à partir de 1979. Celui-ci, d'ailleurs, n'est toujours pas achevé. Dans son musée définitif inauguré en juin 1990, le Vasa baigne dans une atmosphère soigneusement contrôlée (une humidité relative de 60 % et une température de 18 °C à 20 °C, en permanence) et son éclairage est limité à 50 lux. Ainsi s'évaporent sans danger les dernières des 580 tonnes d'eau qui, au total, devaient être éliminées des bois du navire.



Colmatée provisoirement, la coque du Vasa flotte après avoir été lâchée par ses deux pontons-ascenseurs et va être remorquée vers la forme de radoub où sa fouille et sa restauration seront menées à bien.



Outre l'imprégnation dans leur masse des bois de la coque, on a consolidé la surface de ceux-ci avec des pulvérisations ultérieures de polyéthylène-glycol dont l'excès a été enlevé par de puissants courants d'air à 80 °C.

Lorsqu'elle a flotté, la coque du Vasa était encore remplie d'un mètre d'une vase épaisse et noire dans laquelle les archéologues – d'abord vaccinés contre diverses maladies – ont paté pendant cinq mois et ont pêché 14 000 objets de toutes sortes.

Des fonds entourant l'épave sur le site du naufrage, les scaphandriers avaient remonté beaucoup d'autres choses : le Vasa avait, en effet, été endommagé lors de plusieurs vaines tentatives de renflouement faites au cours du dix-septième siècle. Tout juste avait-on réussi, en 1664 et 1665, à récupérer plus de cinquante canons. Ce qui, avec les techniques plus que rudimentaires de l'époque, représentait déjà un joli tour de force.

La coque du Vasa, lors de sa remontée, était encore cohérente. Mais il fallait remettre à leur place 13 500 éléments (dont 500 figures et ornements sculptés divers) provenant principalement du château arrière, de la poulailler (l'extrême avant du navire) et du pont supérieur. Tous ces morceaux, après traitement dans des cuves remplies elles aussi d'une solution eau-polyéthylène-glycol, ont retrouvé leur emplacement d'origine. Si bien que le Vasa ne compte actuellement que 5 % de pièces neuves que leur couleur plus claire et leur surface plus lisse (mais un peu sculptée pour l'harmonie générale) empêchent de confondre avec les 95 % authentiques. Ainsi possède-t-on les plans uniques au monde d'un navire du dix-septième siècle.

La vie retrouvée

Les 12 000 autres objets récupérés étaient faits de bois, de métal, de tissu, de cuir, de verre, de céramique. Hormis ces deux dernières, chaque matière a nécessité un traitement spécial. Le cuir, par exemple, a été conservé par lyophilisation (1). La laine, elle, n'a eu qu'à être mise à sécher. En revanche, les six voiles en lin ou en chanvre récupérées étaient devenues aussi fragiles que du papier de journal mouillé : elles ont donc été dépliées sous l'eau, mises à plat très lentement, imprégnées d'un mélange d'alcool et de xylène, séchées et fixées à un tissu de support pour être pendues dans les réserves du musée.

Tous les objets retrouvés ont permis de reconstituer ce qu'était la vie à bord d'un navire de guerre au dix-septième siècle. Les officiers supérieurs, dans leur cabine du château arrière ornée de décors sculptés, étaient installés assez confortablement (selon les normes de l'époque), comme en témoignent leurs lits dépliés, leurs bancs et leurs tables, leurs services d'étoffe et de faïence, leur jeu de tric-trac. Par contre, les quelque 400 marins et soldats du Vasa devaient vivre entassés dans les deux ponts, entre les canons, sans lits ni hamacs, sans bancs ni tables, puisant avec leurs cuillères de bois dans une écuelle de bois commune à une demi-douzaine d'hommes.

Certains de ces pauvres diables

avaient tout de même un coffre personnel où ils rangeaient leurs modestes possessions : veste courte et ample pantalon de laine, chemise de lin, souliers et moufles de cuir, nécessaire à couture, peigne, cuiller, couteau.

Dans un tel entassement, sans hygiène, sans beaucoup de nourriture fraîche, les maladies pouvaient se propager très vite dans un bateau. Le barbière-chirurgien du bord avait quelque matériel médical et, selon une étude publiée en 1986, de Katarina Villner (qui dirige maintenant le service d'information du Musée Vasa), il disposait de plus de remèdes efficaces qu'on ne le pense généralement. Et même, l'amiral suédois Henrik Fleming avait remarqué vers 1628, soit plus d'un siècle et demi avant la « découverte » de l'écossais James Lind, que les citrons venaient à bout du scorbut décimant les équipages d'autrefois : il avait même fait distribuer – avec grand succès – plus de 200 citrons aux malades de son escadre.

Bien entendu, personne ne peut se promener dans ni même sur le Vasa. Il faut se contenter d'admirer de l'extérieur cet extraordinaire revenant des temps anciens. Mais le musée, outre des objets montrés dans des vitrines, présente cinq expositions permanentes sur le renflouement, sur l'histoire (vraiment très courte) du « vaisseau du roi », sur les trois maîtres sculpteurs qui ont décoré le Vasa, sur la Suède aux alentours de 1628, sur la vie à bord. Pour cette dernière, a été reconstitué à l'identique un des ponts où vivait l'équipage.

A cela s'ajoutent deux audiovisuels montrant, l'un les horreurs de la guerre navale aux dix-septième et vingtième siècles (à rendre pacifistes acharnés tous les hommes politiques actuels), l'autre le procès intenté à divers responsables de la construction et de l'équipage – dont aucun ne fut condamné à quelque peine que ce soit.

Au fait, pourquoi le Vasa a-t-il chaviré dès le début de sa première navigation ? Certes, tous les navires de guerre de l'époque, et même les bateaux marchands, étaient instables avec leur haute coque, leurs énormes mâts, leurs grandes voiles et leur très faible tirant d'eau. Mais les procès-verbaux des interrogatoires donnent à peu près la clé de ce naufrage exceptionnel, étant entendu que la quantité de lest prévue remplissait bien les bas-fonds du navire et que les canons sur leurs affûts étaient parfaitement armés. Le roi Gustave-Adolphe voulait que son navire-amiral porte un nombre maximum de canons et soit terminé le plus vite possible. L'amiral Fleming avait donc donné l'ordre de départ, tout en déplorant de ne pouvoir en référer au roi qui faisait la guerre en Livonie (Lettonie et Estonie actuelles) et en Prusse, bien que les essais faits à quai aient montré que le Vasa était extrêmement instable. Le concepteur hollandais, Henrik Hybertson (mort en 1627), sans nul doute compétent et expérimenté, avait pourtant accepté les exigences royales qui faisaient obligatoirement du Vasa un bateau encore plus haut et plus instable que les vaisseaux contemporains. A ces responsabilités partagées, s'ajoutaient l'insuffisance des connaissances théoriques, l'absence de plans et de calculs communes à cette époque.

YVONNE REBEYROL

(1) La lyophilisation des objets gorgés d'eau se fait en plusieurs étapes : bain d'eau moins quelques mois dans du polyéthylène-glycol ; congélation à -25 °C ; long séjour dans une saumure étanche sous très faible pression. Ainsi l'eau, passée directement de l'état solide à l'état gazeux, peut-elle sortir de l'objet sans que celui-ci s'effondre.

► Musée Vasa, Djurgården, Stockholm. Ouvert en juin, juillet et août de 9 h 30 à 19 h, de septembre à mai de 10 h à 17 h (20 h le mercredi), sauf les 24, 25, 26 et 31 décembre, le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai. Entrée : adultes 30 couronnes ; étudiants 20 couronnes ; enfants de 7 à 15 ans 10 couronnes (la couronne suédoise vaut presque le franc français).

Les cent ans du Skansen

Perché sur une colline à Djurgården (Stockholm), le Musée de plein air du Skansen compte actuellement 150 bâtiments historiques (églises, fermes, maisons de ville, ateliers, boutiques, moulins, greniers, etc.) dont le plus vieux date de 1324 et le plus récent de 1920. Lors de sa création, en 1891 par Artur Hazelius, le Skansen n'était riche que de trois bâtiments et d'un campement japonais. Le musée est donc un centenaire qui se porte bien : ses responsables espèrent encore acheter ou se faire donner d'autres bâtiments grâce aux efforts conjoints de la Fondation du Skansen, de l'Etat et des autorités locales.

Artur Hazelius, spécialiste des langues scandinaves, avait sillonné toute la Suède et avait compris que l'industrialisation risquait de faire disparaître le passé matériel et donc culturel, du pays. Dès 1870, il entreprenait une vaste collecte d'objets et présentait ceux-ci dans des intérieurs reconstitués sous forme de tableaux dans une maison du centre de Stockholm. Mais Artur Hazelius voulait présenter les choses du passé dans un décor naturel, c'est-à-dire dans des maisons authentiques qui s'élevaient dans un paysage « naturel »,

où s'activerait un personnel habillé de costumes anciens.

Les bâtiments traditionnels suédois étaient presque tous construits en bois chévié. Il était donc possible de les démonter et de les remonter tout en leur conservant leur parfaite authenticité. De telles opérations sont d'autant plus faciles à mener à bien qu'elles se pratiquent encore couramment : il existe donc une main-d'œuvre compétente dans ce genre de travail.

Toutefois, dans l'air pollué d'une grande ville, le bois pose quelques problèmes de conservation : il faut repeindre les murs de bois tous les sept à quinze ans. L'extérieur des anciennes maisons suédoises, en effet, était souvent peint, en particulier celui des demeures « riches ». Ralf Edenheim, chef du département culturel du Skansen, explique le pourquoi de ces peintures avec beaucoup d'humour. Les murs de bois recouverts de plâtre étaient, en général, peints en rouge sombre pour imiter les briques ou en jaune (pour les maisons importantes) pour imiter la pierre de calcaire français ; les volets de bois de sapin étaient peints en jaune pour imiter le bois de chêne. Pour les intérieurs, on ne

lésinait pas sur les peintures imitant la marbre.

Des peintures jaunes utilisées actuellement sont toujours à base d'huile de lin, dont les molécules, petites pénétrant bien dans le bois. La recette des peintures rouges remontant au dix-huitième siècle est plus inquiétante et doit être pratiquement réalisée en plein air et avec beaucoup de précautions si l'on ne veut pas se brûler ou s'intoxiquer gravement. Prendre 2 kilos de vitriol ou ont macéré de vieux clous ou autres objets en fer et les mélanger avec 50 litres d'eau bouillante et de 2 à 2,5 kilos de farine de seigle. Faire bouillir pendant quinze minutes. Ajouter 8 kilos de pigment en poudre (provenant de déchets cuits de minerai de cuivre). Faire bouillir un nouveau quart d'heure. Peindre quand la mixture est encore chaude. Tous les bâtiments du Skansen – sauf un – sont en bois, et ceux qui étaient peints à l'origine sont régulièrement repeints.

Mais des toits traditionnels faits d'écorce de bouleau sont refaits à l'ancienne, sans aucun clou, quelques bardeaux de bois et des mottes d'herbes posées sur cette fragile couverture maintenant celle-ci et donnant aux maisons

un couronnement de folles pailles suspendues.

Toutes les maisons ont l'air d'être habitées, avec leurs meubles, leurs ustensiles de ménage, leurs outils, leurs décorations intérieures.

Pour l'une des plus belles maisons, la ferme de Dalbo (et aussi pour quelques autres), on a un peu triché. Les divers bâtiments du dix-neuvième siècle qui la composent (le bâtiment principal, celui des vieux parents, celui – de six chambres – réservé aux hôtes) et les extraordinaires peintures naïves sur toile, œuvres faites entre 1747 et 1773 par des peintres-colporteurs, qui couvrent les murs et les plafonds de la salle d'apparat, ont des provenances différentes. Mais l'ensemble est parfaitement cohérent, très amusant et dégage un délicieux charme rustique.

Le Skansen : un vrai résumé de la Suède d'autrefois.

Y. R.

► Musée de plein air du Skansen, Djurgården, Stockholm. Ouvert de 9 heures à 17 heures en hiver, de 9 heures à 22 h en été. Entrée : 25 couronnes en été, 18 couronnes en hiver.

SCIENCES • MÉDECINE

Point de vue

Les effets des benzodiazépines sur la mémoire : D' Jekyll ou M^r Hyde ?

par Elisabeth Bacon

L'AFFAIRE se renouvellerait-elle ? Il y a une dizaine d'années, le triazolam (Halcion ND), déjà lui, avait fait l'objet aux Pays-Bas d'une controverse passionnée qui avait abouti à sa suspension, puis à son retrait de la pharmacopée néerlandaise. Le voici à nouveau sur la sellette, puisqu'il vient d'être interdit en Grande-Bretagne et qu'un avis européen sera émis à son égard en décembre. Cet avis sera suivi par les prises de décision de chaque pays de la Communauté concernant son maintien ou son retrait de l'arsenal thérapeutique.

En avril 1979, le docteur Van der Kroef, psychiatre hollandais, signalait au centre néerlandais de pharmacovigilance, le NARD, le cas de quatre patients présentant des troubles de comportement qu'il suspectait être liés à la prise d'un nouvel hypnotique, le triazolam. Au cours de ce printemps-là, des rapports émanant de médecins généralistes s'accumulèrent au NARD. Tous décrivaient un ensemble inhabituel de symptômes apparemment liés à la consommation de ce médicament. Ces observations faisaient état de troubles bizarres de la perception comme la perte du goût, de désorientation et de désaliénation, de comportements agressifs, d'arnésie, d'angoisses et de cauchemars, etc.

Pendant l'été, les médias s'emparèrent du sujet : Van der Kroef et certains de ses patients furent interviewés à la télévision. Le syndrome Van der Kroef fut l'objet d'autres émissions télévisées, et un article à sensation parut dans un magazine hebdomadaire. D'autres rapports affluèrent, incluant une multitude embrouillée de symptômes, décrivant pratiquement la psychiatrie tout entière. Le NARD décida de suspendre l'autorisation de vente du produit. L'ampleur attribuée à l'affaire par les médias et le peu d'explications fournies par les autorités concernant la suppression de ce médicament contribuèrent à créer une certaine confusion dans le milieu médical. Il est aujourd'hui encore difficile d'évaluer le rôle de la pression du public dans la décision officielle de 1979. Onze ans plus tard, le triazolam fut réintroduit aux Pays-Bas avec un dosage inférieur et une monographie considérablement remaniée.

En fait, des observations antérieures laissaient déjà supposer l'existence d'un problème lié à l'utilisation du triazolam : c'est ainsi qu'en 1976, au Canada, Kales et ses collaborateurs rapportèrent brièvement les cas étonnants de deux patients : le premier, au cours d'une nuit passée dans un laboratoire où l'on étudiait le sommeil, avait reçu une dose de 0,5 milligramme de triazolam. Durant la nuit, il fut sujet à une crise de colère néphrétique, qui provoqua un grand émoi au laboratoire. Au matin, il avait complètement oublié cet événement. Le cas du deuxième sujet, qui testait le médicament en ambulatoire, est similaire quoique moins spectaculaire : cette femme ne se souvenait plus au matin d'avoir le veille préparé son petit déjeuner dans la cuisine après qu'elle eut pris un comprimé de triazolam avant d'aller se

coucher. C'est ainsi que la monographie de l'Halcion, telle qu'elle fut adoptée au Canada en 1978, incluait déjà une mention particulière consacrée aux risques d'arnésie et décrivait un certain nombre d'effets secondaires possibles qui ne figuraient pas dans la monographie néerlandaise.

Risques d'arnésie

Cependant cet effet arnésiant n'est pas spécifique au triazolam, mais commun à toutes les molécules de la famille des benzodiazépines comme le diazépam (Valium ND) ou le lorazépam (Témesta ND). Curieusement, ce sont des médecins anesthésistes qui rapportèrent les premières observations de ce type, et ce dès 1965 : les benzodiazépines sont en effet administrées comme inducteurs d'anesthésie ; les effets secondaires d'une telle prémédication, ayant pour résultat de gommer de la mémoire des patients les événements désagréables liés à une intervention chirurgicale, étaient en l'occurrence plutôt considérés comme bienvenus par les praticiens.

Toutefois les effets arnésiants des benzodiazépines sont susceptibles de constituer une gêne pour les nombreuses personnes qui consomment ces médicaments de façon quotidienne pour leurs effets anxiolytiques, et sont donc à ce titre indésirables. Nombreux sont les laboratoires de par le monde qui se sont penchés sur la question : entre 1986 et 1991, plus de cent publications scientifiques font état de travaux concernant les effets des benzodiazépines sur la mémoire humaine. Grâce à quoi, si l'on sait encore peu de chose sur l'origine des perturbations mnésiques, le profil de l'arnésie induite par les benzodiazépines est aujourd'hui bien établi.

Les benzodiazépines produisent un effet des arnésies antérogrades : le sujet oublie les événements consécutifs à la prise du médicament au fur et à mesure qu'il les vit, jusqu'à ce que le médicament soit éliminé de son organisme. En revanche, tout ce qui a trait aux événements antérieurs ou à des connaissances acquises préalablement n'est pas affecté. C'est essentiellement à la suite de la première prise que les effets peuvent se faire sentir de façon marquée. Ils s'estompent partiellement lors d'un usage prolongé et disparaissent après l'arrêt du traitement. Plus la dose du médicament est élevée, plus le déficit mnésique sera marqué. L'effet est encore aggravé par la consommation simultanée d'alcool (dont les effets arnésiants sont bien connus) ou d'autres tranquillisants. Par ailleurs, la sensibilité individuelle est extrêmement variable, certains sujets étant très sensibles aux effets arnésiants des benzodiazépines, d'autres pas du tout. Cela sans qu'on puisse le prévoir d'aucune manière, sauf chez les sujets âgés, par définition sensibles, mais là aussi avec une certaine fourchette d'intensité.

Les effets des benzodiazépines sur la mémoire ont été précisés grâce à des études expérimentales effectuées chez des volontaires sains (non anxieux, ne consom-

mant pas ce type de médicament), à qui l'on propose de petits exercices de mémorisation en relation avec la prise de ces médicaments. L'arnésie antérograde est observée de façon constante chez des sujets ayant reçu une dose unique de benzodiazépines : une information présentée après la prise du médicament est mal retenue. En revanche, il ne semble pas y avoir d'arnésie rétrograde liée à la consommation de benzodiazépines : une information acquise avant l'administration du médicament reste intacte.

Les benzodiazépines n'altèrent pas la mémoire à court terme, qui consiste par exemple à retenir une liste de mots pendant quelques secondes. Elles perturbent, en revanche, la mémoire à long terme : l'arnésie observée est consécutive à l'altération de l'acquisition de l'information, les deux étapes ultérieures de la mémoire à long terme que sont le stockage et le recouvrement n'étant pas affectés.

Redoutable efficacité

Le fait que certaines benzodiazépines sont plus souvent incriminées que d'autres tient plutôt à l'usage qui en est fait qu'à des propriétés particulières : ainsi les effets de l'Halcion ne seraient que les conséquences exacerbées de sa redoutable efficacité. À titre de comparaison, les effets arnésiants à visée thérapeutique du Valium (pour la petite chirurgie par exemple) nécessitent l'administration par voie parentérale de doses élevées, alors même que l'Halcion produit une arnésie avec un comprimé couramment utilisé à des fins somnifères. Le dossier de l'Halcion a cependant été révisé en France en 1987, et les dosages réduits au quart et au huitième des doses initialement mises sur le marché. Il ne se passe rien de particulier si la prise du produit est suivie des divagations liées à l'usage normal d'un somnifère, à savoir aller se coucher et ne pas être réveillé avant un certain nombre d'heures. Toutefois l'apparition des effets de l'Halcion est tellement rapide qu'elle laisse très peu de temps à l'utilisateur pour

réaliser l'altération de son état de conscience. Dans le meilleur des cas, il se réveille dans la cuisine ou la salon.

Par ailleurs, l'automédication occasionnelle pour des raisons de confort, par exemple pour minimiser l'effet d'un décalage horaire, semble très fréquente et est à la source de nombreux cas d'arnésie survenus à des voyageurs. Ces derniers cumulent souvent les circonstances aggravantes : en tant que consommateurs occasionnels, ils subissent les effets les plus marqués de la « première prise », souvent aggravés par la consommation d'alcool et exacerbés par le fait qu'ils auront réveillés avant que l'effet du médicament ne disparaisse. Les médecins eux-mêmes se retrouvent parfois victimes de telles situations !

En outre, rappelons que les benzodiazépines peuvent engendrer des états confusionnels, qui n'ont cependant pas la même fréquence ni la même signification que leurs effets arnésiants, mais qui peuvent être simultanés. L'histoire a déjà montré que le pire peut arriver lorsque ces deux effets se conjuguent : l'Halcion a en effet déjà été incriminé dans une affaire de crime, événement de surcroît totalement oublié de la mémoire du meurtrier (lire *Le Monde* du 14 août). Mais comment évaluer la responsabilité réelle d'un médicament sur un tel acte ?

Toutefois la pratique quotidienne montre que, lorsqu'il existe, le déficit cognitif et mnésique est habituellement minime et ne pose pas de réel problème thérapeutique : la simple réduction des doses suffit à éliminer les troubles. D'autant que les effets des benzodiazépines sur la mémoire s'atténuent, voire disparaissent, avec la répétition des prises. Sauf, rappelle-t-on, en cas de prise simultanée d'alcool ou d'autres tranquillisants, chez certaines personnes âgées. Un minimum de précaution exige que la prescription de benzodiazépines soit accompagnée d'une enquête visant à identifier ces situations à risque nécessitant des mises en garde et une surveillance attentive.

En revanche, les benzodiazépines peuvent avoir un effet bénéfique sur les troubles cognitifs et

mnésiques de certains sujets anxieux. Un niveau optimal d'anxiété est en effet nécessaire à l'obtention d'une bonne performance. Excessive, l'anxiété est au contraire un frein pour l'acquisition de la mémoire. Dans cette situation, les benzodiazépines, en traitant l'anxiété, améliorent l'attention, donc la mémorisation de sujets anxieux. Quant aux benzodiazépines hypnotiques, en normalisant le sommeil, elles pourraient améliorer la vigilance et les performances diurnes, dont on sait qu'elles sont perturbées par le manque de sommeil.

Mal de vivre

Jusqu'à très récemment les effets des benzodiazépines sur la mémoire étaient considérés comme qualitativement identiques : les différences observées étaient attribuées essentiellement à leur différence de distribution dans l'organisme, liée à la dose, la voie d'administration, etc. Cette approche classique présuppose l'existence d'une mémoire unique. Une évaluation plus actuelle distingue plusieurs types de mémoire, impliqués dans diverses formes de perception. Quelques équipes de par le monde sont en train d'explorer cette hypothèse : à l'aide de tests nouveaux spécifiques des mémoires particulières. Ces travaux commencent à porter leurs fruits et pourraient être mis à profit pour la sélection et l'élaboration d'endotoxiques perturbant le moins possible les processus mnésiques. Appliqués à l'Halcion, ces tests pourraient peut-être répondre à la question de savoir si ce médicament est véritablement différent et plus dangereux que les autres benzodiazépines pour ce qui touche à ses effets arnésiants.

Par ailleurs, l'originalité des benzodiazépines – et l'on retrouve cette curieuse particularité à propos de leurs effets sur la mémoire – réside dans le fait que dans cette même famille existent des composés capables d'induire des effets diamétralement opposés en interagissant avec le même récepteur dans le cerveau. On les appelle des agonistes inverses, et ils ont des

effets promnésiants, c'est-à-dire qu'ils facilitent la mise en mémoire. Malheureusement, ils sont aussi souvent anxiogènes et convulsivants. On a donc cherché à sélectionner des molécules ne conservant que les effets positifs sur la mémoire. De telles benzodiazépines commencent à être testées sur l'homme en clinique en vue d'évaluer leur intérêt thérapeutique dans des maladies auxquelles sont associés des troubles de la mémoire comme la maladie d'Alzheimer.

La découverte des benzodiazépines dans les années 80 a ouvert un créneau nouveau d'indications thérapeutiques. Les termes assez vagues qui leurs sont attribués : psychosédatifs, tranquillisants mineurs... reflètent leurs capacités à atténuer un certain nombre de symptômes somatiques et mentaux attribués à l'anxiété, au stress, à un certain mal de vivre. Toutefois les benzodiazépines ne doivent pas être considérées comme des médicaments de confort, mais destinées à traiter des affections précises.

Les benzodiazépines constituent en fait une famille de médicaments aux potentialités fantastiques, qui ne se limitent pas aux seuls traitements de l'insomnie et de l'anxiété. Elles sont utilisées avec succès comme relaxants musculaires, inducteurs d'anesthésie ou antidépresseurs. En outre, des travaux récents semblent révéler les potentialités de certaines benzodiazépines dans le traitement du sida (voir *Le Monde* du 22 juin). L'action des benzodiazépines est indissociable du fonctionnement du cerveau lui-même. Dans certains cas elles sont même capables de reproduire les troubles liés à des arnésies organiques comme le syndrome de Korsakoff. Elles constituent des outils pharmacologiques intéressants pour étudier un certain nombre de mécanismes du cerveau.

Elisabeth Bacon travaille au Groupe d'études et de recherche sur la science de l'université Louis-Pasteur (GERSULP) à Strasbourg.

Ozone airlines

Concorde avait suscité des recherches sur l'impact des avions sur l'ozone atmosphérique. Le gouvernement les relance aujourd'hui

LES avions menacent-ils la précieuse couche d'ozone qui protège la Terre des excès de rayons ultraviolets du Soleil ? La question avait été soulevée au début des années 70, lors de l'apparition du Concorde. Elle prend une actualité nouvelle avec la naissance officielle, le 24 décembre dernier, du Comité inter-ozone (1), chargé par le gouvernement de se pencher à nouveau sur le problème.

Concorde évolue, en croisière, entre 15 000 et 20 000 mètres. Des altitudes bien supérieures aux 8 000 à 12 000 mètres où volent couramment les autres avions de ligne. Le domaine du bel oiseau supersonique, c'est la « stratosphère », une zone de l'atmosphère entre 15 et 50 kilomètres d'altitude. Célèbre depuis une dizaine d'années dans le public qui suit avec inquiétude les variations du désormais fameux « trou d'ozone », la stratosphère était peu connue à l'époque des débats du Concorde. Et les défenseurs de l'environnement craignaient que les gaz émis par les réacteurs ne perturbent gravement cette zone particulièrement stable, avec des conséquences irréversibles pour l'équilibre climatique de la planète.

La polémique franco-américaine autour du Concorde aidant, des équipes de chercheurs furent chargées d'étudier le problème : le COVOS (Comité d'études sur les conséquences des vols supersoniques) en France, le COMESA (Committee on Meteorological Effects of Supersonic Aircrafts) en Grande-Bretagne, l'Académie nationale des sciences et le CIAP (Climate Impact Assessment Program) aux États-Unis, d'autres groupes en URSS, au Canada et au Japon.

Ces experts rendirent un avis prudent et mitigé. Les quelques maudits Concorde franco-britanniques, ou Tupolev-144 soviétiques actuellement en circulation n'ont pas d'effet significatif à eux seuls. Mais, si leur nombre atteignait plusieurs cen-

taines, on pourrait observer une diminution de quelques pour cent de l'ozone stratosphérique, expliquée-c'est-il en substance. Non sans souligner un passage la marge énorme d'incertitude qui entache de telles estimations.

Le retour des gros superconcorde

Et puis survint le choc pétrolier de décembre 1974. Il devint très vite évident que la flotte des Concorde et de ses semblables n'atteindrait jamais le chiffre de « six cents à partir de 1990 », que l'on avait au début des années 70. On aurait pu, certes, étendre l'étude aux dégâts éventuels causés par les appareils militaires, mais les chlorofluorocarbones (CFC) des bombes aérosols ravivaient aux avions le rôle de destructeur d'ozone.

Pourquoi relancer le débat aujourd'hui ? L'intérêt pour les gros-porteurs supersoniques renait, au point que les principaux constructeurs américains, européens et même japonais, après avoir étudié sans grande conviction des projets futuristes chacun de son côté, semblent prêts à collaborer (*Le Monde* du 26 mai 1990). Le « Super-Concorde » né de cette « super-alliance » emporterait de 200 à 300 passagers (au lieu de 100 pour Concorde), à Mach 3 (au lieu de Mach 2), sur des distances de 10 000 km (au lieu de 6 200).

La sensibilité de l'opinion aux problèmes de pollution atmosphérique est suffisamment aigüe pour amener les promoteurs de ce genre de projet à avancer toute critique des écologistes en lançant d'eux-mêmes les premières études d'impact. Comme d'habitude en ce domaine, les Américains ont ouvert le feu avec un programme de recherche de 284 millions de dollars sur les six ans mené par la NASA, et financé notamment par les constructeurs Boeing et McDonnell Douglas, révélant l'an dernier l'hebdomadaire spécialisé *Aviation Week and Space Technology*.

La France, berceau – avec la Grande-Bretagne – de Concorde, ne pouvait être en reste. « L'enjeu est considérable, à la fois pour la protection de l'environnement et pour la sauvegarde de l'industrie aéronautique », précise d'ailleurs sans ambages le communiqué qui marque l'acte de naissance du Comité avion-ozone. Ce dernier viendra renforcer d'autres programmes de recherche sur la haute atmosphère déjà lancés sous l'égide du CNRS et du CNES, ce qui portera l'effort total à ensemble au niveau de 5 millions de francs en moyenne sur une durée de quatre ans à partir de 1992. Une somme très modeste si on la compare aux 284 millions de dollars de la NASA, mais le programme américain ne se limite pas aux recherches purement atmosphériques et comporte un volet technique important consacré aux moteurs eux-mêmes.

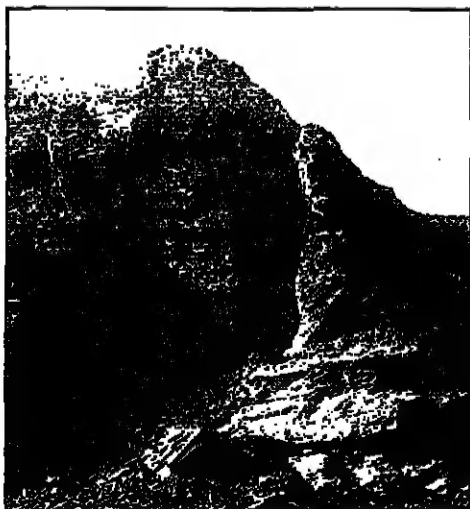
Tirant parti des travaux conduits entre 1973 et 1978 par le COVOS pour le Concorde, le nouveau comité aura ainsi pour mission de « faire la synthèse et l'expertise des travaux existants, de susciter des recherches visant à fournir les éléments scientifiques et techniques nécessaires à l'élaboration d'une réglementation internationale, et de développer les échanges scientifiques avec l'étranger ». Mais il ne s'intéressera pas seulement à la stratosphère et aux superconcorde du futur. « Nous élargirons l'étude à l'impact sur l'atmosphère du trafic aérien subsonique », celui des avions de ligne actuels, souligne l'un des membres du comité, M. André Girard, directeur de recherches à l'Office national d'études et de recherches aérospatiales.

Les études systématiques entreprises par les chercheurs après la découverte du « trou d'ozone » leur ont permis, en effet, d'affiner sérieusement leur connaissance de cette gigantesque usine chimique que constitue l'atmosphère. C'est ainsi qu'ils se sont aperçus que, au contraire de ce qui se passe dans la stratosphère, l'ozone augmente de

manière inquiétante dans les couches plus basses, celles de la troposphère, entre 0 et 12 000 mètres d'altitude, où le taux d'ozone est passé de 15 ppbv (parties par milliard en volume) au début du siècle à 50 ppbv aujourd'hui dans l'hémisphère nord. Cette évolution est provoquée par les rejets de méthane, mais aussi de monoxyde de carbone, d'hydrocarbures et d'oxydes d'azote. Elle est donc directement liée à la pollution engendrée par l'usage des combustibles fossiles, et ne provient pas, comme on le croyait au début des années 80, des échanges gazeux avec la stratosphère (*Le Monde* du 9 janvier 1991).

Les avions de ligne « classiques » ont donc une influence certaine sur l'évolution de l'ozone troposphérique. Tout comme les véhicules terrestres, sans doute. Mais ils présentent, pour les scientifiques, l'avantage d'évoluer entre 8 000 et 15 000 mètres, à proximité des limites de la troposphère et de la stratosphère, là où, précisément, les échanges gazeux, notamment d'ozone, sont encore mal connus, explique M. Girard. Les Français ne sont pas seuls à s'y intéresser : la Commission européenne de Bruxelles vient d'ailleurs de lancer un appel d'offres pour des recherches sur l'impact du trafic aérien dans cette zone.

JEAN-PAUL DUFOUR



Rectifié. – La photo du « masque de pierre », paroi rocheuse haute d'environ 25 mètres sculptée par la nature dans la vallée des Merveilles et repérée l'été dernier par Emilia Masson, aurait dû illustrer l'article « Les nouvelles Merveilles » publié dans notre supplément « Sciences-médecine » (*Le Monde* du 25 décembre 1991). Une confusion regrettable a fait publier la photo

du « Christ », gravure faite de main d'homme qui semble bien être le petit « portrait » (une trentaine de centimètres de haut) du « masque de pierre ». Signalé par l'unique très grand poignard gravé (95 centimètres de long) de tout le site, le « masque de pierre » devait jouer un rôle important dans les rites qui se déroulaient dans la vallée des Merveilles vers 1800-1500 avant Jésus-Christ.

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Le Monde Mercredi 1^{er} janvier 1992 13

BILLET

L'embellie du commerce extérieur

Les inquiétudes que suscite en France l'arrêt de la reprise économique dans les pays anglo-saxons ont été atténuées en fin d'année par les bonnes nouvelles du commerce extérieur. En octobre, puis de nouveau en novembre, la balance commerciale française a été excédentaire. Il est peu fréquent que notre pays vende plus à l'étranger qu'il n'en achète. Du coup, le déficit du commerce extérieur qui devait avoisiner 50 milliards de francs cette année — comme en 1990 — dépassera à peine 30 milliard de francs. Véritable rayon de soleil dans la grisaille de l'hiver.

La balance commerciale de France est en train de se rétablir après des années de déficit aggravé, plus encourageant est que le commerce des biens manufacturés — apparence des pays développés — est en nette amélioration. Le déficit ne devrait dans ce secteur, guère dépasser une trentaine de milliards de francs en 1991 alors qu'il avait atteint 55 milliards de francs en 1990. Le gouvernement qui a besoin de justifier le bien fondé de sa politique économique démontre ainsi que nous commençons à récolter les fruits d'une démarche rigoureuse poursuivie depuis 1983 : monétaire, budgétaire, salariale. Difficile de contredire M. Bérégovoy sur ce point. Toutes les instances internationales, depuis le FMI jusqu'à l'OCDE, déclarent à notre pays des certificats de bonne conduite. Les statistiques sont d'ailleurs là pour montrer que la France a réussi un formidable pari : devenir l'un des pays les moins inflationnistes du monde. Qui l'eût dit il y a dix ans ? Du coup, les prix français paraissent modérés sur les marchés étrangers. Tout n'est pourtant pas gagné. L'industrie française qui a beaucoup investi ces dernières années parce qu'elle s'est enrichie au bénéfice en 1991 de l'énorme marché allemand. Celui-ci a importé à tout va pour les besoins de la réunification. Mais la quasi disparition du commerce avec notre voisin d'outre-Rhin (450 millions de francs par mois en 1991 contre 5 milliards de francs en 1989) est trop rapide pour être durable. L'année 1992 sera probablement beaucoup plus difficile pour les industriels français qui auront à affronter des chefs d'entreprises allemands désireux de regagner leurs marchés extérieurs mais aussi contre les produits américains dopés par un dollar devenu très compétitif. La contrainte extérieure n'a pas encore disparu...

ALAIN VERNHOLLES

Porté par la réunification allemande Volkswagen a livré 3,13 millions de véhicules en 1991

La direction de Volkswagen a annoncé, dans un rapport intermédiaire, un chiffre d'affaires consolidé pour l'année 1991 proche de 75 milliards de deutschemarks (255 milliards de francs), en hausse de 10 % par rapport à l'année 1990.

Le président de Chrysler juge l'avenir de sa firme incertain. Le président de Chrysler, M. Lee Iacocca, estime que l'avenir de la firme automobile est incertain au-delà de 1996. Dans un entretien, publié lundi 30 décembre par *Newsweek*, M. Iacocca a notamment souligné que Chrysler devait réduire ses pertes estimées à 1 milliard de dollars (3,18 milliards de francs) pour l'année 1991. Tout en déclarant que « le problème avec le livre d'échange n'est pas que l'acheteur n'a rien », le président du troisième constructeur automobile américain a estimé que la firme devra passer des accords avec des constructeurs étrangers pour rester dans la compétition internationale.

Le conseil d'administration de La Cinq décide de déposer le bilan

Un conseil d'administration extraordinaire de La Cinq devait annoncer, mardi 31 décembre, le dépôt de bilan de la chaîne d'ici quelques jours.

Le dépôt de bilan de La Cinq version Hachette devait être annoncé lors d'un conseil d'administration extraordinaire de la chaîne, réuni mardi matin 31 décembre, et suivi d'un comité d'entreprise. Ce dépôt au tribunal de commerce devait avoir lieu effectivement en fin de semaine ou au début de la semaine prochaine. M. Yves Sabonnet, patron de la chaîne, repartira lundi 1^{er} janvier, laissant devant lui des personnes réunies en assemblée générale mardi en début d'après-midi.

Le conseil de La Cinq est scellé par les positions mêmes des principaux protagonistes depuis quelques jours. En tout cas, les dirigeants avaient pris connaissance du plan de continuation de La Cinq vendredi 27 décembre (*le Monde* daté 29-30 décembre). Hachette refuse d'assumer seul les pertes prévues pour 1991 — même avec une réduction drastique des coûts — de nombreux licenciements. Les autres actionnaires ont clairement signifié qu'ils ne voulaient pas se charger de la chaîne. La Cinq, pour sa part, n'estime pas utile de se lancer dans une longue et aléatoire procédure de retrait de l'autorisation, ses auditeurs l'ayant convaincu que l'opérateur serait contraint de jeter l'éponge de lui-même.

Les hommes politiques observent le silence en attendant de la seule compétence du CSA, ou ne versent guère de larmes. M. Michel Chassagne, ministre du budget, a ainsi déclaré au micro de RMC, lundi 30 décembre : « C'est une affaire

privée, et je ne vois pas pourquoi les pouvoirs publics seraient impliqués là-dedans », avant d'ajouter : « Une chaîne généraliste en France ça va, deux à la rigueur, mais trois bonjour les dégâts ».

Quant à la Bourse, elle continue de saluer par une hausse du cours Hachette (plus 29 % en une semaine) ce désengagement. Bref, le monde a pris parti de la disparition de la chaîne ; le monde, sauf le personnel, toujours mobilisé pour sauver son emploi, qui dans un monde ironique hommes qu'on appelle dirigeants.

Continuation ou liquidation

Le dépôt de bilan ne signifie pas forcément dans l'immédiat l'arrêt des émissions. La cessation de paiement constatée, le tribunal de commerce nomme un administrateur judiciaire, qui doit évaluer les dettes — alors gelées — et proposer soit un plan de continuation, soit la liquidation judiciaire. Un plan de continuation — pour une durée maximum de dix-huit mois — doit chercher des repreneurs tout en redressant les comptes. Mais le droit normal des sociétés est compliqué. Le cas de La Cinq par l'application de la loi sur l'audiovisuel. Celle-ci prévoit que l'autorisation d'émettre, la « fréquence », est un bien public, non cessible, qui ne fait donc pas partie du fonds de commerce.

Bref, le tribunal de commerce ne peut se substituer au CSA pour autoriser le transfert de cette autorisation. De plus, la loi limite à 25 % les parts qu'une même entité peut détenir dans une télévision. Ce n'est donc pas un repreneur, mais quatre qui devraient trouver l'administrateur judiciaire, avant de faire approuver ces choix au

CSA. Une tâche redoutable regard des sommes en jeu. C'est d'ailleurs l'importance de ce qui rend illusoire, pour la plupart des experts, le recours à une souscription publique ou une reprise de la chaîne par ses personnes.

La conjonction de tous ces éléments incite certains membres du CSA à estimer que l'administrateur judiciaire n'aura guère d'autre choix que de proposer rapidement la liquidation judiciaire, c'est-à-dire la dispersion des actifs. Dans ce cas, la personnalité morale de La Cinq disparaît, et avec elle l'autorisation d'émettre. Le CSA ne peut alors le pouvoir de disposer de cette autorisation, et la florisait actuelle des hypothèses montre que l'après-Hachette a commencé.

Le CSA peut — mais rien ne l'y oblige — lancer des appels d'offres, soit pour toutes sortes de projets, soit en précisant le type de chaîne concernée (information, musique, fiction, etc.). Il doit en faire impérativement la fréquence à la fois pour son droit de préemption en faveur d'une chaîne publique comme la SEPT. Cette hypothèse, largement évoquée, est toutefois soumise à de nombreuses conditions. Occuper le réseau de La Cinq coûterait un effet cher à la SEPT : il lui faudrait payer la diffusion (30 millions de francs), les droits de droits pour une diffusion nationale, et « rattraper » ses programmes pour ne pas réaliser des audiences trop confidentielles. Au total, près de 500 millions de francs supplémentaires, chiffre bien supérieur aux transferts publicitaires possibles entre l'ex-Cinq et A2-FR3.

Le CSA peut aussi se lancer dans la mise en œuvre de deux options : soit approuver globalement le transfert public ; soit dénouer la chaîne de La Cinq — produire des contenus originaux et forts — en l'insérant au moment où cette SEPT se réorganise dans le difficile processus de fusion dont sortira en avril une chaîne culturelle franco-allemande, n'est-ce pas tout lui demander que de lui faire chasser les boîtes de La Cinq ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les prix de détail ont augmenté de 3 % en un an

	VARIATIONS (en %) AU COURS...			
	en 12 mois (nov. 90)	en 6 mois (nov. 91)	en 3 mois (nov. 91)	en 1 mois (nov. 91)
ENSEMBLE	+ 3,0	+ 1,7	+ 0,9	+ 0,3
ALIMENTATION	+ 4,0	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,4
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,2
Habillage et articles textiles	+ 3,1	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,2
Autres produits manufacturés	+ 1,7	+ 1,8	+ 0,9	+ 0,2
SERVICES	+ 2,0	+ 2,0	+ 1,0	+ 0,3
Alimentation	+ 2,9	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,4
Produits manufacturés du secteur privé	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,2
Services du secteur privé	+ 2,0	+ 2,0	+ 1,0	+ 0,3
Textiles, habillement	+ 3,1	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,2
dont textile public	+ 3,1	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,2
dont textile privé	+ 3,1	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,2
dont habillement	+ 3,1	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,2
Services de santé	+ 2,0	+ 2,0	+ 1,0	+ 0,3
Ensemble moins tabac et alcool	+ 2,9	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,2
Ensemble moins tabac	+ 2,9	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,2

L'indice des prix de détail, calculé sur la base 100 en 1980, a augmenté de 3,0 % en novembre 1991 par rapport à novembre 1990. En un an (novembre 1991 comparé à novembre 1990), la hausse des prix a été de 3,0 %. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 4,0 % en un mois et de 2,9 % en un an. La hausse des prix des produits manufacturés a été de 1,9 % en un mois et de 1,9 % en un an. Les produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 1,9 % en un mois et de 1,9 % en un an. Les produits manufacturés du secteur public ont augmenté de 1,9 % en un mois et de 1,9 % en un an. Les produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 1,9 % en un mois et de 1,9 % en un an. Les produits manufacturés du secteur public ont augmenté de 1,9 % en un mois et de 1,9 % en un an.

Alors que les faillites augmentent en Grande-Bretagne

Le chancelier de l'Echiquier estime rémises les conditions de la reprise

Malgré l'accumulation de mauvaises nouvelles économiques au cours des dernières semaines en Grande-Bretagne, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, estime, dans un communiqué publié mardi 31 décembre par le *Financial Times*, que « les conditions de la reprise sont maintenant en place ». M. Lamont reconnaît que la croissance est actuellement plus faible que ce qu'il prévoyait il y a un mois, mais qu'il n'est pas pour autant nécessaire d'adopter des mesures d'incitation budgétaire.

Malgré la conjoncture difficile et les tensions observées dans le système monétaire européen, M. Lamont a déclaré qu'il n'est pas nécessaire d'adopter des mesures d'incitation budgétaire.

La présentation de ses vœux à la population allemande, à la télévision lundi 30 décembre, M. Helmut Kohl a mis en garde les syndicats contre les conséquences de dérapages salariaux. Selon le chancelier, ce sont les partenaires sociaux qui « détermineront si la croissance économique de l'Allemagne est viable et si de nombreux emplois pourront être créés ».

Alors que le taux de chômage a considérablement augmenté dans l'ancienne RDA, les syndicats réclament des augmentations salariales souvent supérieures à 10 % pour l'année 1992. Redoutant de tels dérapages, la Bundesbank, la banque centrale allemande, avait annoncé le 19 décembre un relèvement de son taux d'intérêt (*le Monde* du 21 décembre).

Affirmant que l'Allemagne unifiée avait un « marché difficile » à parcourir, M. Kohl a appelé à l'importance de l'investissement des entreprises, l'un des principaux moteurs de la forte croissance des années 80, susceptible d'être mis en péril en cas de dérapages salariaux trop forts.

ALIGATORS
LE CLUB DE JAZZ
à pied à la Montparnasse
LA SAINT-SYLVESTRE
Réédition **TRIO F**
Toute la nuit
Danse avec 14 musiciens
23, av. de Maine (15^e)
Réserv. 42-84-11-27

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

La préparation du 44^e congrès

La CGT va sensiblement renouveler ses instances dirigeantes

Cent trente-deux personnes se sont portées candidates à la commission exécutive confédérale de la CGT, dont le 44^e congrès se réunira du 28 au 31 janvier à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Parmi les candidats, on trouve M. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki, secrétaire général adjoint, et M. Bernard Vivant, secrétaire général adjoint.

Parmi les candidats à la commission exécutive de la CGT, on compte quarante-quatre nouveaux venus. Le nombre de membres de cette instance devant passer de cent vingt-neuf à une centaine (auxquels il faut ajouter neuf candidats pour la commission financière) afin d'en améliorer l'efficacité, la sélection sera plus importante que lors du 43^e congrès de 1989. A cette époque, on avait dénombré cent quarante candidats. Toutefois, rien ne permet encore de savoir si l'élimination touchera davantage les sortants que les nouveaux venus.

Cette liste, élaborée par les fédérations, les unions départementales, l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT) et l'Union confédérale des retraités, réserve peu de surprises. Comme prévu, M. Henri Krasucki, secrétaire général depuis 1982, n'est pas partie. Il en va de même pour M. René Lomet, Bernard Lacombe et Pierre Koshier, tous sortants du bureau confédéral (dont les membres, élus lors du congrès, sont choisis au sein de la commission exécutive), qui, eux non plus, n'ont pas fait partie de

la plus remarquable de celle de M. Michel Warcholak, principal représentant des partisans d'un strict alignement de la CGT sur les positions du Parti communiste. Ces cinq députés du bureau confédéral, trois autres sont susceptibles de s'ajouter : ceux de M. Jacqueline Léonard et de M. Jean-Claude Larocq.

85,6 % de membres du PCF

Au total, le bureau confédéral pourrait être renouvelé (1) de moitié — huit personnes sur seize — alors que, depuis 1982, sa composition n'avait que très peu évolué. Seul accident, M. Vianet succède à M. Krasucki au poste de secrétaire général. Depuis quelques mois, ce dernier est d'ailleurs resté en retrait, laissant son successeur, qui devrait être secondé par M. Alain Obadia (secrétaire général de l'UGICT-CGT), sur le devant de la scène. A l'heure actuelle, seule l'arrivée de trois nouveaux venus au sein du bureau confédéral (M. Michel Commenget, M. Bernard Vivant et un non-communiste, M. Didier Niel) est acquise.

Parmi les cent quarante et un candidats (dont trente-deux sont des femmes) retenus pour la commission exécutive et la commission financière, cent vingt (85,6 %) sont membres du PCF. En 1989, avant le dernier congrès, la proportion était légèrement inférieure (83,5 %). Parmi les non-communistes, six personnes sont adhérentes du Parti communiste (contre cinq en 1989). Cette situation mécontente M. André Deluchat, socialiste et secrétaire de la CGT. Celui-ci

estime que le bureau confédéral est trop « communiste » et qu'il faut procéder à un « profond renouvellement ».

La CGT, durement secouée par les conséquences de la disparition de l'Union soviétique, affiche dans le document d'orientation (*le Monde* daté 29-30 septembre) sa volonté de procéder à un « profond renouvellement ».

La CGT, durement secouée par les conséquences de la disparition de l'Union soviétique, affiche dans le document d'orientation (*le Monde* daté 29-30 septembre) sa volonté de procéder à un « profond renouvellement ».

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Parmi les huit « partisans » acquis au potentiel, MM. Larocq, Koshier et Lomet ne sont pas membres du PCF.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 31 DÉCEMBRE

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]**COMPTANT** [sélection]

(sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1140	1146	Osaka (C)	363	.....
Emp.Etat 8,25/78	125 30	5 33	C.I.T.R.A.M. (R)	2526	.....	Origny-Dennoles	748	.....
Emp.Etat 8,25/78	168 95	5 40	Colson	94	.....	Palais National	1088	.....
10,25/80 78/84	101 85	6 02	Congh	350	350	Palat Marmont	860	.....
12,5/82 81/83	.....	6 40	Couffon	442	.....	Parfums	185 55	.....
Emp.Etat 12,25/84	101 60	2 80	Cia Industrielle	5900	.....	Prestitem (CP)	650	948
Emp.Etat 11,5/85	.....	4 43	Cyf Lyon Allover	325	354 50	Petit Fours	230	.....
10,25/86 sans BS	.....	5 24	Coxway Mtl Prov.	38	55	Petit Orléans	228	.....
DAT 10% 9/2000	.....	8 06	Crdk Gls Ind.	145	.....	Petits Investors	200	265
DAT 9,5% 12/1997	.....	8 48	Cy Universal (C)	327	.....	Petit Chateau	550	.....
DAT 8,5% 12/1998	.....	0 89	Chantier Dior	368 50	372	Pier Hotelclub	1280	.....
DRT 10,25/93 1985	1802	.....	Danbay	589	.....	Percheron (C)	416	.....
FTT 11,25/85	106 20	0 98	Degremont	1679	1689	Publicis	520	520
CFP 10,25/86	.....	8 78	Delaunay	3680	.....	Refractation	100	.....
CFP 10,25/86 no 80	.....	8 15	Déba Benth	955	.....	Roulois	187 60	185
CMA 10 % 1978	.....	7 70	Ezer Benth Vichy	2310	.....	Rouge	200	.....
CMB Bords 5000F	.....	4 95	Ezer Vichy	939	.....	S.A.C.E.R.	400	.....
CMB Peches 5000F	.....	4 95	Egis	234	234	SAGEAT	267 50	.....
CMB Suez 5000F	.....	4 95	Elsner-Rings	380	.....	S.A.F.I.C. Alcan	255	.....
CNE 11,5% 85	.....	5 08	Elsig Pich. Pich	4200	.....	Sig	358	.....
CNE 10,25/5000F	.....	6 53	Euro Star (Suez)	1715	1725	Saint Dominique P.J.	1150	121
CNT 9 % 85	.....	4 65	Euromet	268	.....	Société de Mtd.	300	640
CRH 10,50/85 dcs 95	106 80	0 02	F.I.P.P.	86	.....	Solaires M.	165	.....
CHARR FCE 3% 100	.....	.....	F.N.A.C.	1688	1760	S.N.C.C.	715	720
CHCA	.....	.....	Fondère (C)	518	.....	Socals	410	430
Cine	.....	.....	Fondère Bats	370	.....	S.Sud.Pat. (R)	144	.....
Alcatel 9 % 95, 88	.....	.....	Forc Lyonnais	810	820	Sic	501	534
Al. Suez 9 % 95	.....	.....	Forces	450	.....	Simen	148	143
Thyssen 9 % 82, 86	.....	.....	Forquière	798	767	S.I.P.H.	165	.....

Actions

Agache (see En.)	760	767	Group Vessels	1520		Southeast	376	
Applications Hwy.	1590		Trucks (Transport)	270		Steel	600	
Arbit.	393	394	Unmanned	339	365	Tailings	2810	
Art. & Commerce	1111	1145	Unworkable	700	711	Tenac-Angles	720	
B. Hyph. Engng.	382		Unworkable	5400		Ton Effort	200	
B.N.P. Interest	311	311	Unworkable	435	425	Univ.	1150	
Engine-Fire C.R.	481		Unworkable (See En.)	3728	3750	Wart.	378	380
Electricity	3000		Unworkable (See En.)	260		Waste	1340	
Electricity Interest	480		Unworkable	1281		Wine	68	
Electricity Interest	1895	1895	Unworkable	700		Wine & Bassant.	240 50	
Electricity	65	66	Unworkable	2507	2520			
Cambridge	1120		Unworkable	1280				
Carbonate Limestone	436	455	Unworkable	26				
Case Protein	9	9	Unworkable	162				
C.E.F. (F. Frig.)	510		Unworkable	760				
Continuous Battery	377		Unworkable	400				
Cranes	50	50	Unworkable	15	50 50			
Craneage N.Y.	118		Unworkable (See En.)	211 50				
DC C.P.	180	180	Unworkable	248 10	240			

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/12	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/12
Bras-Unis (1 unc.).....	5 182			Or fin (un bar.).....	55300	
Ecu.....	6 831			Or fin (en lingot).....	60000	
Allemagne (100 dirh.).....	341 570			Napoléon (20f).....	350	
Suisse (100 fr.).....	5 578			Pièce Fr 10 f).....	433	
Pays-Bas (100 fl.).....	303 040			Pièce Suisse (20 f).....	351	
Italie (1000 lire).....	4 508			Pièce Litine (20 f).....	350	
Danemark (100 kron.).....	67 880			Souverain.....	438	
Grèce (1000 drachmes).....	7 705			Pièce 20 dollars.....	2025	
Grèce (1000 drachmes).....	2 955			Pièce 10 dollars.....	1065	
Suède (100 kr.).....	383 100			Pièce 5 dollars.....	605	
Suède (100 kron.).....	572 250			Pièce 50 pesos.....	2245	
Norvège (100 k.).....	36 580			Pièce 10 florins.....	352	
Autriche (100 sch.).....	49 525					
Espagne (100 pes.).....	5 380					
Portugal (100 esc.).....	3 046					
France (1 franc).....	4 498					
Japon (100 yens).....	4 115					

SICAV (sélection)

(sélection)

VALEURS	Emission Frane ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frane ind.	Rachet net	VALEURS	Emission Frane ind.	Rachet net
A.A.A.	1013 78	989 05	Frax-Associés	34 01	34 01	Panthéon Nord...	821 48	803 42
Acclior	229 18	198 35	Frax-Comp.	40 21	39 62	Panthéon Sud...	1051 50	1094 88
Admiral	731 19	690 11	Frax-Comp.	135 08 00	135 08	Pelamide	134 32	120 55
Agropar	7663 90	7363 21	Fraxidur	32 37	33 50	Pera Cosmetics	20635 62	20974 11
Amylin	25589 99	25589 98	Frax-Surgace	23 36	21 58	Pera Group	60308 40	63008 40
Amylinb.	406 84	589 46	Frax-Surgace	82 67	80 48	Prémia Chimie	11081 32	11080 27
Ardennes Comp.	8652 88	8602 88	Frax-Termis	28 25	25 41	Prémia Eclair.	115 48	114 32
Ascom	115 77	115 77	Frax-Termis	1150 21 37	1150 21 37	Pré-Participations	97 72	95 87
Ascom Fax	372 13	383 05	Frax-Termis	5180 21	5147 30 41	Quintin	87 78	83 67
Astus	1137 04	1102 82	Frax-Termis	1384 15	1331 37	Quintin	172 78	123 65
Avank Atlas	1707 94	1674 25	Genialis	14216 18	14147 95	Réaktor	786 30	770 85
Avax Capital	164 38	157 11	Net Associates	165 22	161 98	Rebelle	130 43	138 06
B&B Comp.	7605 28	7605 28	Net Associates	1167 20	1123 20	Rebelle Trénis	5322 38	5268 65
B&B Europe	128 12	122 55	H.M. Mendham	1150 21 37	1150 21 37	Rebelle Trénis	1148 11	1131 30
As Investments	100 07	100 07	Net Associates	107786 21	104527 38	Rebelle Trénis	887 83	877 83
As NPL	110 22	105 47	Interactiv	13322 11	13081 17	St Honoré B&B	10004 45	10790 70
Asa Presimab	114 14	114 05	Interactiv	511 50	502 82	St Honoré Global	230 93	230 48
Asa Silabon	145 32	139 25	Japanex	145 92	145 92	St Honoré Invest.	725 40	832 51
Asa Values PER	116 38	111 38	Japanex	275 38	271 31	St Honoré Met. Pac.	189 18	180 58
BB&B Adm.	105 05	105 05	Laifine Europe	235 63	219 50	St Honoré Pacific	800 39	555 45
BB&B Adm.	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	219 50	St Honoré P&E	800 39	555 45
BB&B 2	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 48	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 3	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 4	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 5	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 6	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 7	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 8	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 9	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 10	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 11	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 12	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 13	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 14	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 15	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 16	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 17	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 18	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 19	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 20	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 21	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 22	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 23	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 24	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 25	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 26	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 27	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 28	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 29	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 30	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 31	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 32	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 33	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 34	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 35	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 36	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 37	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 38	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 39	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 40	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 41	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 42	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 43	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 44	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 45	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 46	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 47	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 48	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 49	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 50	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 51	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 52	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 53	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 54	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 55	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 56	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 57	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 58	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 59	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 60	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 61	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 62	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 63	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 64	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 65	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 66	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 67	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 68	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 69	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 70	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 71	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 72	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 73	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 74	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 75	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 76	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 77	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 78	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 79	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 80	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 81	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 82	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 83	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 84	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 85	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 86	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 87	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 88	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 89	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 90	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 91	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 92	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 93	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 94	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 95	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 96	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 97	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 98	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 99	101 42	101 42	Laifine Europe	235 63	217 80	St Honoré Ref.	14387 36	14330 04
BB&B 100	101							

Hors-cote

Bqua Hydro Energie...	315	....
Colisat	653	20
C G H Cogenerator	14	22 55d
Cogener	680	
Direct Ammoniac...	272	
EF Assurance	1400	
Europ. Account	78	
Europ Seafarm Ind.	50	
Gedher S.A. Paris	81	20
Gris Mulberry Park	1450	
Guy Dore	440	
Jaeger	125	
Lectures du Monde	200	
Wolcom	853	1031 d
Potomac Rd.	1410	
Parichy, Parichy	350	
Quadrat	22	
Rochem N.V.	1256	
S-Gordon-Emballage	105	1678 d
SEPR	349	
S.P.R. int. B.	990	
Télécomparc Elect.	5550	
Wistmann	390	

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements
46-62-72-67

DÉFENSE

Blâmé par son ministre

Un officier de marine se pourvoit en Conseil d'Etat

La section du contentieux du Conseil d'Etat vient d'enregistrer le pourvoi d'un officier de marine sanctionné par ses supérieurs pour avoir publié une lettre dans un quotidien (*le Monde* du 6 novembre 1990), qui condamnait le choix du gouvernement de ne pas acheter des avions F-18 pour remplacer les vieux Crusader des porte-avions français. En allant jusqu'au bout de ses possibilités de recours contre le ministre de la défense, cet officier crée un précédent sur cette question, très sensible en milieu militaire, de la liberté d'expression des officiers et des sous-officiers.

Dans le courrier du *Figaro* du 3 octobre 1990, le capitaine de frégate Roger Martin qualifiait de « cerceaux volants » les avions Crusader à bord du *Foch* et du *Clemenceau*, et il s'élevait contre la décision — en attendant le Rafale prévu pour 1998 — de les maintenir en activité plutôt que d'acquiescer aux Etats-Unis des F-18 neufs ou d'occasion. Ce faisant, l'officier ne faisait que répéter les avis donnés par les responsables de l'aéronavale en faveur de l'avion américain.

Le 12 octobre suivant, le commandant Martin, qui sert auprès du commandement supérieur des forces armées aux Antilles-Guyane, était l'objet d'un blâme de sa hiérarchie au motif qu'il avait manqué à l'obligation de réserve. Le 18 mars 1991, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, rejetait la demande en annulation, par l'intérêt, de sa sanction, et il était suivi en cela, le 3 septembre dernier, par le tribunal administratif de Fort-de-France. Le commandant Martin a formé un recours devant le Conseil d'Etat, qui l'a enregistré.

L'officier supérieur justifie son action par sa volonté d'obtenir une modification du règlement de dis-

cipline générale dans les armées, qui fixe la liberté d'expression des militaires, de façon que « le ministre de la défense cesse de considérer ses « ouailles » comme des « arrières irresponsables ». « La pensée militaire y gagnerait sûrement », estime-t-il.

Un récidiviste déjà sanctionné

Le commandant Martin est un récidiviste. En août 1989, il avait déjà été sanctionné de quinze jours d'arrêt — une punition autrement plus grave qu'un blâme — pour avoir apporté son soutien public à la « grogne » épistolaire des généraux.

En avril dernier, trois mois après sa nomination, M. Joxe a diffusé une directive dans les armées, qui prescrivait aux militaires d'obtenir l'accord de principe du ministre « avant » d'évoquer des sujets de leur responsabilité et de lui « soumettre » au préalable leurs interventions écrites. Cette directive a, d'une manière générale, été mal accueillie par la plupart des cadres, au point que le président des anciens élèves et élèves actuels de Saint-Cyr, le général de La Motte, l'a très vivement critiquée (*le Monde* daté 3-4 novembre).

Quelle que soit la personnalité du commandant Martin, qui est connu pour son franc-parler et son obstination, le sort réservé à son action administrative devrait intéresser la communauté militaire. La plupart de ses membres se plaignent, en effet, d'être de moins en moins traités comme des « citoyens à part entière » en un temps où la qualité et la densité des rapports entre l'armée et la nation deviennent un impératif.

J. I.

SPORTS

RAID-MARATHON : le Paris-Syrie-Le Cap

Solidaires dans la tempête

L'italien Eddi Orioli (Cagiva) à moto et l'équipage français Hubert Auriol-Philippe Monnet (Mitsubishi Pajero) en auto se sont imposés, lundi 30 décembre, entre Turin (Libye) et Dirkou (Niger), dans la plus longue épreuve chronométrée (738 kilomètres) du Paris-Syrie-Le Cap. Les Français accentuent leur avance au classement général, tandis qu'à moto l'Américain Danny LaPorte (Cagiva) succède à son coéquipier Alessandro De Petri, victime d'une fracture de la clavicule, qui terminera courageusement l'étape.

DIRKOU (NIGER)

de notre envoyé spécial

Le vent s'était levé peu après le soleil. Bientôt, le ciel et la terre étaient fondus en un grand halo jaunâtre. Une lumière diffuse donnait au terrain d'atterrissage de Dirkou des allures de piste polaire. La falaise qui longe l'océan et les quelques maisons de pisé dont les habitants vivent du commerce avec les caravanes de chameaux s'élevaient peu à peu estompées de la vue. Sur la ligne d'arrivée, le bruit des moteurs, porté par le vent, précédait la vision des concurrents.

La plus longue des étapes du Paris-Syrie-Le Cap restera sans doute l'une des plus difficiles à cause de la tempête de sable qui a soufflé sur la majeure partie du parcours. Comme chaque fois que l'environnement devient plus hostile, les motards ont retrouvé une solidarité que l'appât de leur course et les intérêts de leurs commanditaires leur font parfois oublier. Nombreux sont ceux qui ont préféré se regrouper pour rouler ensemble.

La chute de De Petri

« C'est logique, estime Hubert Auriol, deux fois vainqueur du Dakar à moto et désormais leader de la course en voiture. La peur de se perdre est beaucoup moins sensible en auto. On a de la nourriture à bord et on est deux pour essayer de s'en sortir. A moto, on part avec le minimum de chargement. On préfère rouler ensemble ou suivre des traces pour être sûr de ne pas se retrouver seul si on se perd ou si on est accidenté ».

L'italien Alessandro De Petri

(Cagiva), le Français Stéphane Peterhansel (Yamaha) et l'Américain Danny LaPorte (Cagiva), les trois premiers du classement général à Turin, étaient pratiquement groupés après 480 kilomètres de course lorsque le motard italien, qui n'avait pas aperçu un trou dans le sable, a été éjecté par dessus son guidon. L'idée de ne pas s'arrêter n'est même pas venue à l'esprit du Français. « Lorsque je suis arrivé près de lui, il avait perdu connaissance et ses yeux étaient fermés. J'ai eu très peur, mais il est vite revenu à lui. Danny a refait les 30 kilomètres qui nous séparaient du point de ravitaillement d'urgence, où stationnait une voiture de médecins. Nous n'avons guère perdu plus de dix minutes ».

Ces dix minutes ont peut-être coûté la victoire d'étape aux deux motards. Mais ce succès était devenu très relatif, compte tenu des circonstances de la course. « J'aurais peut-être pu tenter de lâcher Orioli dans les derniers kilomètres, racontait le Français Gilles Picard, qui a dû se contenter de la deuxième place, mais nous avions fait toute l'étape ensemble. Ça n'aurait pas été très sympa ».

« Sans le GPS, je me demande comment on aurait fait et à quelle heure nous serions arrivés », racontait Stéphane Peterhansel. On a dû faire près de 300 kilomètres sans distinguer le moindre relief à droite ou à gauche. A la nuit tombée, une trentaine de motards et une quinzaine de voitures seulement avaient pu rallier l'océan de Dirkou. Pour les autres, commençait sans doute une nuit d'angoisse.

GÉRARD ALBOUY

CLASSEMENT

Cinquième étape : Turin-Dirkou (738 km chronométrés)

Autos. — 1. Auriol-Monnet (Fra., Mitsubishi Pajero), 2 h 56 min 25 s au début du temps imparti; 2. Weber-Hamer (Al., Mitsubishi Pajero), à 11 min 28 s; 3. Shinzouka-Magne (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero), à 25 min 16 s.

Motos. — 1. Orioli (Ita., Cagiva) 7 h 33 min 43 s; 2. Picard (Fra., Yamaha), à 1 min 9 s; 3. Arcarons (Esp., Cagiva), à 9 min 34 s.

Classements généraux. Autos. — 1. Auriol-Monnet, à 43 h 12 min; 2. Shinzouka-Magne, à 33 h 15 min; 3. Weber-Hamer, à 38 min 31 s. Motos. — 1. LaPorte (E.-U., Cagiva), 24 h 35 min 15 s; 2. Peterhansel (Fra., Yamaha), à 1 min 12 s; 3. Arcarons, à 2 min 34 s.

CARNET DU Monde

Naissances

— Patrick et Alain VALUY ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Atahualpa,

le 22 décembre 1991, à Paris.

34, avenue Carnot, 94240 Cachan.

— Agnès et Yvanick LOISANCE laissent à Virgile

la joie d'annoncer la naissance de

Capécine,

le 21 décembre 1991.

— Christine et Henri SAFA souhaitent faire partager leur immense joie ressentie à la venue au monde de

Jean - Christophe,

le 22 décembre 1991, à Paris.

— Boris

a la joie d'annoncer la naissance de sa

petite sœur

Laura

chez

Nathalie et Patrick VON DAHLE,

le 27 décembre 1991.

86, rue Dofrance, 94300 Vincennes.

— Jean-Luc et Martine SCENAMA laissent à Élodie et à Johanna

la joie d'annoncer la naissance de leur

petit frère

Raphaël,

le 27 décembre 1991.

9, rue de Chaillet, 75116 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Elie Cohen, M. et M^{me} Yves Le Guill, sont heureux de faire part du mariage de

Amie et

Noël

célébré à Vincennes, le 27 décembre

1991.

Vincennes (Val-de-Marne).

Saint-Denis-la-Mont-d'Or (Rhône).

Décès

— M^{me} Nelly Beretvas, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès brutal de

docteur Louis BERETVAS,

survenu le 27 décembre 1991, à son

domicile.

L'inhumation a eu lieu dans la plus

stricte intimité familiale.

— M^{me} Francklin, 92600 Asnières.

— Ferny Besson, sa mère, Françoise Besson, son épouse, son fils, Eric et Sylvie Besson, son neveu et sa nièce, toute sa famille et ses nombreux amis, ont la grande douleur de vous apprendre que

Jean-Pierre BESSON,

capitaine au long cours, s'est endormi dans sa maison de Bro-

meilles, le 23 décembre 1991.

Selon ses vœux, il a été inhumé le

24 décembre (et ses cendres seront dispersées en mer ultérieurement).

On y associera le souvenir de

Raoul BESSON,

son père, décédé le 13 octobre 1982,

et de

Gérard BESSON,

mort pour la France le 17 janvier 1958.

26, rue des Plantes, 75014 Paris.

23, rue Brézia, 75014 Paris.

18, rue de la Saïda, 75015 Paris.

— Edith et Marc Hayat, leurs enfants Julien et Dymia, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère

Alice GAGUECHE, née SOROUSSI.

Les obsèques auront lieu le mercredi

1^{er} janvier 1992, à Haïffa (Israël).M. et M^{me} Hayat, 13, rue de Litge, 75009 Paris.

— M^{me} Fernand Boulmer, son épouse, Monique et Jean-Louis Trédy, ses enfants, Olivier Trédy, son petit-fils, Jeanne Luciani, sa sœur, tous ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand BOULMER,

survenu le 20 décembre 1991, en son

domicile, à l'âge de quatre-vingt-un

ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi

23 décembre, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Denise Brabant, son épouse, Jeanne Canope, née Brabant, sa fille aînée, Pierre et Jacques, ses fils, et leurs familles, Isabelle Canope, son gendre, Emmanuelle, Frédérique, Mireille, Isabelle et Caroline Canope, Fabienne, Anne et Serge Brabant, ses petits-enfants, Jessica, Stéphane, Ivan et Anouck, ses arrière-petits-enfants, Robert Boussaguet, son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRABANT,

inspecteur (retraité) de la Mutualité sociale agricole de Rodez (Aveyron),

survenu le 29 décembre 1991, dans sa

soixante-deuxième année.

La messe de funérailles a eu lieu le

mardi 31 décembre, à 14 heures, en

l'église du Sacré-Cœur de Rodez.

Inhumation au cimetière de Rodez.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue du Céz, 12000 Rodez.

Tél. : 65-67-14-96.

— Franklin et Isabelle Claude, Yves et Véronique Claude, Sabine Claude, ses enfants, Guillaume, Grégoire, Agathe, Alexandre, ses petits-enfants, Jean-Pierre et Suzon Claude, son frère et sa belle-sœur, Laura enfants et petits-enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Roger CLAUDE,

survenu le 28 décembre 1991.

Les obsèques auront lieu le 2 janvier

1992, à 8 h 30, en l'église réformée, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Sully (Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Lyautey, 75016 Paris.

— M^{me} Maximilien David, son épouse, M. et M^{me} Philippe J. David, Le docteur et M^{me} Noël Gofstein, ses enfants, Anne et Frédéric, ses petits-enfants, M. et M^{me} Germain David, M. Jules David, ses frères et belle-sœur, M. et M^{me} Manuel Dos Santos, ont la douleur de faire part du décès de

Maximilien DAVID,

survenu le 27 décembre 1991, à

l'Hôpital américain de Neuilly.

Les obsèques auront lieu dans la plus

stricte intimité.

3, boulevard Richard-Wallace, 92200 Neuilly.

15, rue Théodore-de-Banville, 75017 Paris.

1, rue Girodet, 45000 Orléans.

— Jean-Pierre Burgart, son fils,

a la tristesse de faire part du décès de

Orane DEMAZIS,

à Paris le 25 décembre 1991.

(Lire page 11.)

— M. Pierre Dutronc, son épouse, ses enfants, sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine DUTRONC, née SOUTIER,

survenu le 29 décembre 1991.

Le service religieux sera célébré le

jeudi 2 janvier 1992, à 13 h 45, en

l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris-14^e, sa paroisse. L'inhumation

aura lieu au cimetière parisien de

Bagneux.

9, rue Conche, 75014 Paris.

— Denis Duverne, son épouse, Emille, Timothée, Domitille, Chénopine et Grégoire, ses enfants, M^{me} François Pilliard, M^{me} Jean Béguin, M. et M^{me} Gérard Duverne, et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Marie-Noëlle DUVERNE,

née PILLIARD,

survenu le 28 décembre 1991.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité, en l'église de Saint-Léonard

(Oise), le mardi 31 décembre.

Une messe sera dite ultérieurement

en l'église de Saint-Lambert de Vaugr-

nard, Paris-15^e.

— Vaugrard.

M^{me} Georges-Henri Salvi, son épouse, Régine, Hugues et Martine, ses enfants, Vincent, son petit-fils, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-neuf ans, après une

longue et cruelle maladie, de

M. Georges-Henri SALVI,

inspecteur honoraire de l'éducation nationale, chevalier dans l'ordre national du

Mérite, commandeur des Palmes académiques.

Les funérailles auront lieu en l'église

de Vaugrard, le jeudi 2 janvier 1992,

à 10 h 30.

Candénales sur registre.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Vaugrard.

— Jean Kasper, secrétaire général, La commission exécutive, Et le bureau national de la CFTD, ont le regret de faire part du décès de

M. François STAEDELIN,

président du comité économique et social des Communautés européennes, ancien secrétaire de la Confédération

européenne des syndicats (1976-1986), ancien membre du bureau national

de la CFTD.

ancien président de la Fédération des PTT-CFTD, ancien secrétaire général de l'union

départementale CFTD du Haut-Rhin.

Le service religieux aura lieu le 3 jan-

vier 1992, à 14 h 30, en l'église Saint-

Georges de Brunstatt, Mulhouse (68200).

Confédération française démocratique

du travail, 4, boulevard de La Villette,

75555 Paris Cedex 19.

(Lire page 18.)

— Il y a cinq ans, le 1^{er} janvier 1987, disparaissait

Lecton DIATKINE.

« What might have been and what has been. Point to one end, which is always present. »

T. S. ELIOT

Communications diverses

— Vœux 1992. — Gérard GUILLOT, conseiller juridique à Paris, souhaite :

à ses anciens et nouveaux confrères pleine réussite dans la nouvelle profession d'avocat ;

à sa grand-mère d'heureux cent ans ;

aux sourds une éducation en langue des signes, plus de professeurs et moins de docteurs.

Solution du problème n° 5883

Horizontalement

I. Insatisfait. — II. Maison. G6. — III. Ira. ion. — IV. Timoré. — V. Anomalies. — VI. Toit. — VII. Essieu. Or. — VIII. Vasque. — IX. Réjou. — X. Suer. Sain. — XI. Étés. Ila.

Verticalement

1. Imitateurs. — 2. Narines. Eue. — 3. Siamois. Jet. — 4. As. Ombrivore. — 5. N6. Râteau. — 6. In. Eleusis. — 7. Iels. At. — 8. Ego. Outil. — 9. Sémestre. Ne.

GUY BROUTY

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5884

VERTICALEMENT

1. Quelqu'un qui désire être à la hauteur. — 2. Pierre que l'on ne saurait jeter. Cherche la réussite. — 3. Point autre. Spécifie de l'abattage. — 4. Voléuse impénitente. Fait suite. — 5. Hauteur. Trois mois. — 6. Annonce la suite. A toujours du liquide sur elle. — 7. Retours non souhaitables. Défend un règne. — 8. Qui a donc de nombreuses « absences ». Préfixe. — 9. Lieu où l'on peut rester en rade. Ne va pas de pair avec l'impair.

Solution du problème n° 5883

Horizontalement

I. Homme de fer. — II. Branches porteuses. Terme de jeu. — III. Passe à l'induit. Qui n'aide pas à atteindre des sommets. — IV. Interjection. Se font battre par bien des hommes. — V. N'est donc pas un « sujet » de plainte. — VI. Tête que l'on peut faire tourner. D'un audacieux. — VII. Préparer le jugement. Conjonction. — VIII. Fermé au changement. — IX. Est portée par des hommes... d'affaires. Oiseau... des bois. — X. On y prend les rames. Mantes fermes lui donnaient leur main.

Horizontalement

I. Homme de fer. — II. Branches porteuses. Terme de jeu. — III. Passe à l'induit. Qui n'aide pas à atteindre des sommets. — IV. Interjection. Se font battre par bien des hommes. — V. N'est donc pas un « sujet » de plainte. — VI. Tête que l'on peut faire tourner. D'un audacieux. — VII. Préparer le jugement. Conjonction. — VIII. Fermé au changement. — IX. Est portée par des hommes... d'affaires. Oiseau... des bois. — X. On y prend les rames. Mantes fermes lui donnaient leur main.

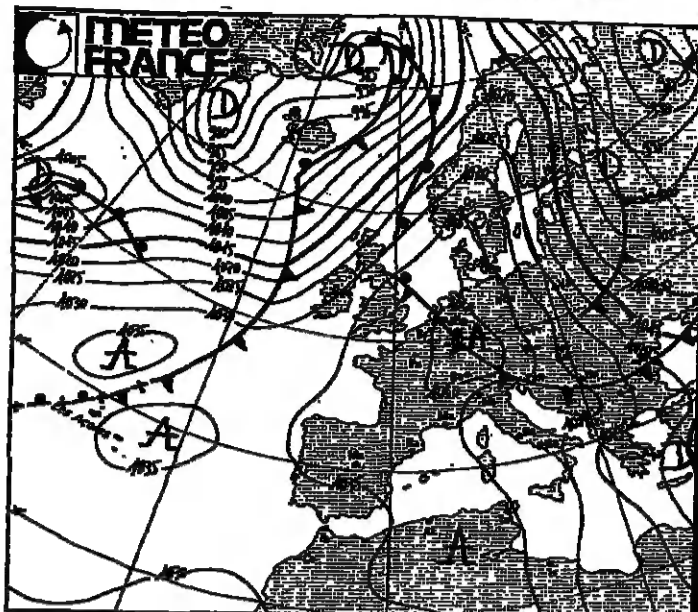
Verticalement

1. Imitateurs. — 2. Narines. Eue. — 3. Siamois. Jet. — 4. As. Ombrivore. — 5. N6. Râteau. — 6. In. Eleusis. — 7. Iels. At. — 8. Ego. Outil. — 9. Sémestre. Ne.

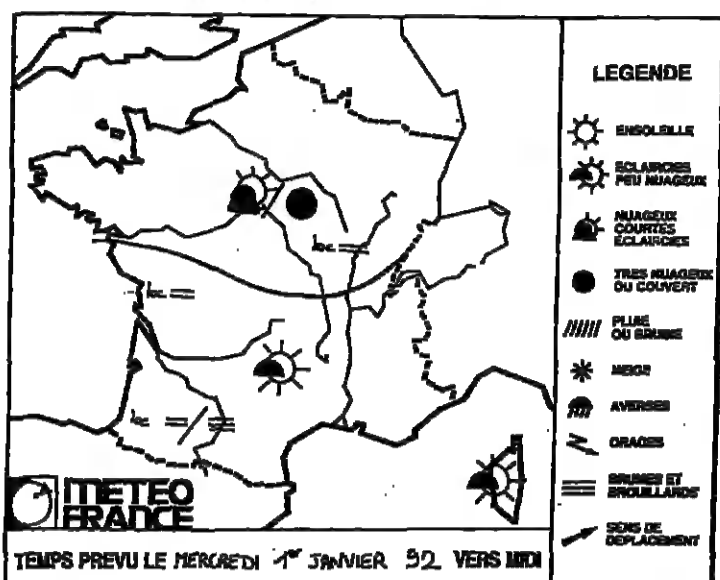
GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 DÉCEMBRE 1991 À 0 HEURE TU

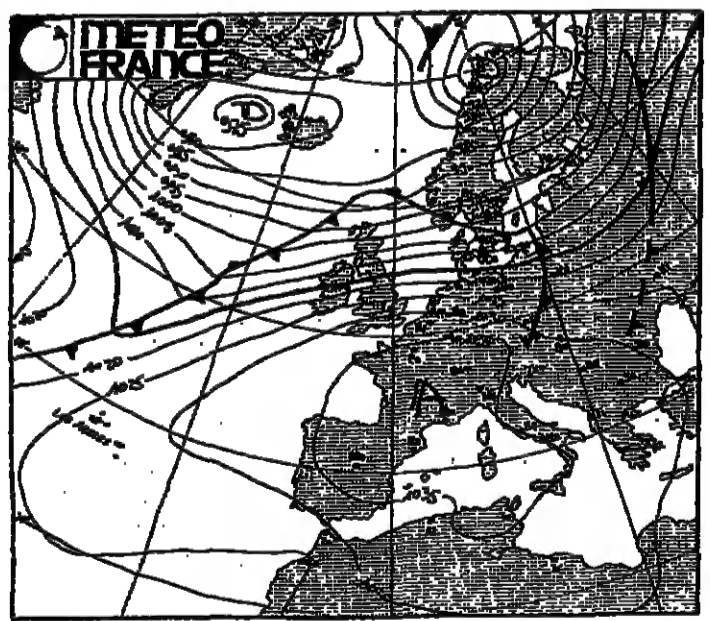


PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JANVIER 1992



Mercredi : couvert au nord, soleil au sud. - Au lever du jour, les nuages bas couvrent le ciel au nord d'une ligne Nantes-Clermont-Ferrand-Lyon. Sur toutes ces régions, le soleil ne réussira pas à percer les nuages, et le temps gris persistera l'après-midi. Au sud de cette ligne, de la Vienne à l'Aquitaine jusqu'aux Alpes, les brouillards hivernaux seront nombreux, ne se dissipant qu'en fin de matinée. L'après-midi le soleil sera généreux, mais dans certaines vallées les brouillards ou brouillards pourraient cacher le soleil. Sur le Sud-Est et la Corse, le soleil brillera toute la journée. Le vent s'orientera au sud-ouest sur la moitié nord, apportant de l'air humide et doux. Les températures minimales avoisineront 0 à 3 degrés sur la moitié nord, jusqu'à -2 à -7 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, le thermomètre indiquera 7 à 9 degrés de la Bretagne à l'Aquitaine, 5 à 6 degrés au Nord, et 0 à 2 degrés sur l'Est. Sur le Sud-Est et la Corse, elles atteindront 10 à 14 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 2 JANVIER 1992 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 30-12-1991 à 18 heures TU et le 31-12-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG
30-12-1991	30-12-1991	30-12-1991	30-12-1991	30-12-1991
18-12-1991	18-12-1991	18-12-1991	18-12-1991	18-12-1991
19-12-1991	19-12-1991	19-12-1991	19-12-1991	19-12-1991
20-12-1991	20-12-1991	20-12-1991	20-12-1991	20-12-1991
21-12-1991	21-12-1991	21-12-1991	21-12-1991	21-12-1991
22-12-1991	22-12-1991	22-12-1991	22-12-1991	22-12-1991
23-12-1991	23-12-1991	23-12-1991	23-12-1991	23-12-1991
24-12-1991	24-12-1991	24-12-1991	24-12-1991	24-12-1991
25-12-1991	25-12-1991	25-12-1991	25-12-1991	25-12-1991
26-12-1991	26-12-1991	26-12-1991	26-12-1991	26-12-1991
27-12-1991	27-12-1991	27-12-1991	27-12-1991	27-12-1991
28-12-1991	28-12-1991	28-12-1991	28-12-1991	28-12-1991
29-12-1991	29-12-1991	29-12-1991	29-12-1991	29-12-1991
30-12-1991	30-12-1991	30-12-1991	30-12-1991	30-12-1991
31-12-1991	31-12-1991	31-12-1991	31-12-1991	31-12-1991
1-1-1992	1-1-1992	1-1-1992	1-1-1992	1-1-1992
2-1-1992	2-1-1992	2-1-1992	2-1-1992	2-1-1992
3-1-1992	3-1-1992	3-1-1992	3-1-1992	3-1-1992
4-1-1992	4-1-1992	4-1-1992	4-1-1992	4-1-1992
5-1-1992	5-1-1992	5-1-1992	5-1-1992	5-1-1992
6-1-1992	6-1-1992	6-1-1992	6-1-1992	6-1-1992
7-1-1992	7-1-1992	7-1-1992	7-1-1992	7-1-1992
8-1-1992	8-1-1992	8-1-1992	8-1-1992	8-1-1992
9-1-1992	9-1-1992	9-1-1992	9-1-1992	9-1-1992
10-1-1992	10-1-1992	10-1-1992	10-1-1992	10-1-1992
11-1-1992	11-1-1992	11-1-1992	11-1-1992	11-1-1992
12-1-1992	12-1-1992	12-1-1992	12-1-1992	12-1-1992
13-1-1992	13-1-1992	13-1-1992	13-1-1992	13-1-1992
14-1-1992	14-1-1992	14-1-1992	14-1-1992	14-1-1992
15-1-1992	15-1-1992	15-1-1992	15-1-1992	15-1-1992
16-1-1992	16-1-1992	16-1-1992	16-1-1992	16-1-1992
17-1-1992	17-1-1992	17-1-1992	17-1-1992	17-1-1992
18-1-1992	18-1-1992	18-1-1992	18-1-1992	18-1-1992
19-1-1992	19-1-1992	19-1-1992	19-1-1992	19-1-1992
20-1-1992	20-1-1992	20-1-1992	20-1-1992	20-1-1992
21-1-1992	21-1-1992	21-1-1992	21-1-1992	21-1-1992
22-1-1992	22-1-1992	22-1-1992	22-1-1992	22-1-1992
23-1-1992	23-1-1992	23-1-1992	23-1-1992	23-1-1992
24-1-1992	24-1-1992	24-1-1992	24-1-1992	24-1-1992
25-1-1992	25-1-1992	25-1-1992	25-1-1992	25-1-1992
26-1-1992	26-1-1992	26-1-1992	26-1-1992	26-1-1992
27-1-1992	27-1-1992	27-1-1992	27-1-1992	27-1-1992
28-1-1992	28-1-1992	28-1-1992	28-1-1992	28-1-1992
29-1-1992	29-1-1992	29-1-1992	29-1-1992	29-1-1992
30-1-1992	30-1-1992	30-1-1992	30-1-1992	30-1-1992
31-1-1992	31-1-1992	31-1-1992	31-1-1992	31-1-1992

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le caméraman inconnu

C'ÉTAIT un caméraman-combattant. Il est mort dans cette guerre-là, comme dans toutes les autres, mais sa caméra filmait encore un mur de maison criblé des éclats de l'obus qui le tua. Cela se passait en Croatie du côté d'Osijek. Et l'homme était un Croate que les siens avaient sans doute jugé plus utile de mobiliser sur l'information. Il avait été recruté, sur le front, par la BBC. Et, parce qu'il était volontaire pour tous les coups durs, parce que c'était sa guerre et qu'il entendait le montrer, le caméraman inconnu filmait. Il filmait partout, prenant

des risques, insensés pour d'autres, nécessaires pour lui. On ne l'a jamais vu. Il courait en filmant le bombardement d'un village. Et puis il y a eu un sifflement, nettement perceptible, une explosion. La caméra a chaviré, en un plan tournant, vers le ciel, ce genre de plan qui faisait valser les boules dans *Quand passent les cigognes*. Et puis la caméra au sol a continué, seule. A côté, un micro enregistrerait les plaintes d'un homme blessé, un autre membre de l'équipe peut-être. On ne sait pas, on ne voyait que le mur d'une maison. Brusquement dans le champ de cette caméra orpheline,

deux rangiers, ces bottes de combat, sont passées. C'était un soldat ou un journaliste qui courait, en quête d'un abri. La guerre continuait. Plus tard, dans la soirée, Antenne 2 diffusait sa rétrospective 1991. C'est là, pour les moyens d'information, une sorte de rituel, ce moment très précis où l'on compte les événements, recense les disparus et où l'on feint de croire que l'actualité obéit au calendrier. La rétrospective 1991 ne pouvait évidemment que s'ouvrir sur la guerre du Golfe. Et les envoyés spéciaux d'Antenne 2 sont venus raconter leurs guerres. Ils le firent sans grands mots, sans la vanité

des anciens combattants de l'info. Bien plus, ils en profitèrent pour dire qu'ils n'avaient pas vu grand-chose. Sauf ce qu'on voulait bien leur montrer. Et pas toujours montré ce que, malgré tout, ils avaient vu, puisque la censure, de tous côtés, s'exerçait. Toutes et tous, qu'ils aient été en Irak, en Arabie saoudite, au Koweït, ont dit leur frustration et leur certitude d'avoir été manipulés, utilisés, ou simplement empêchés de travailler. Cette guerre-là ne voulait simplement pas se montrer, qui avait choisi de n'être filmée qu'en pellicule camouflée.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signal dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 31 décembre

TF 1
20.00 Vœux du président de la République.
20.05 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
L'ÉPIQUE KANTERBRAU
BONNE ANNÉE
FELIZ AÑO
20.45 Théâtre : D'Artagnan. Pièce de Jérôme Savary et Jean-Loup Dabadie, mise en scène de Jérôme Savary.
23.10 Variétés : Re-Boom.
A 2
20.00 Vœux du président de la République.
20.05 Journal, Journal du trot et Météo.
20.45 Théâtre : Bisous bisous.
22.25 Divertissement : La Bâtille 1991.
23.00 Variétés : Sur leur 31.
0.00 Concert pour la paix en direct et en Eurovision depuis Dubrovnik.
1.15 Soirée spéciale : Nuit RFO, il est toujours minuit quelque part. Le réveillon dans les DOM.
FR 3
20.00 Vœux du président de la République.
20.10 Un livre, un jour.

20.15 Divertissement : La Classe.
20.50 ► Téléfilm : La Compagnie de voyage. De Ludvik Raza, d'après un conte d'Andersen.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Divertissement : Spécial Benny Hill.
23.55 Variétés : Paradis latin, viva Paradis.
1.00 Musique : Cocktail de nuit.
CANAL PLUS
20.35 Spectacle : Sirella.
21.55 Flash d'informations.
22.00 Cinéma : Drôle de frimousse. ■■ Film américain de Stanley Donen (1956).
23.40 Documentaire : Dansons comme des fous à Hollywood.
0.35 Clip des vœux de l'équipe de Canal Plus (et à 2.50, 5.55).
0.40 Magazine : L'Œil du cyclone.
1.10 Cinéma : Great Balls of Fire. ■ Film américain de Jim McBride (1989).
LA 5
20.25 Rallye : Paris-Le Cap.
20.40 Météo.
20.45 Téléfilm : Les Justiciers de l'Ouest.
22.30 Divertissement : C'est pour rire.
22.35 Cinéma : La Fille en rouge. ■ Film américain de Gene Wilder (1984).
0.05 Rallye Paris-Le Cap.
0.30 Divertissement Bernard Mabille One-man-show enregistré en août 1990.

M 6
20.00 Vœux du président de la République.
20.05 Série : Cosby Show.
20.40 Téléfilm : L'assaut, aventures à Cap Kennedy.
21.50 Variétés : Surprise party.
LA SEPT
21.10 Opéra : Così fan tutte. Opéra en deux actes de Mozart, mise en scène de Peter Sellers, avec Susan Larson, Janice Feltz, Frank Kelley.
FRANCE-CULTURE
20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. L'idée musicale. 2. L'idée musicale à partir de Beethoven.
20.30 Trois, quatre, cinq... d'opéra. Les métamorphoses de l'opéra de quatuor, par André Heinrich et Claude Givernet.
FRANCE-MUSIQUE
20.00 Vœux du président de la République.
20.45 Concert (en direct de l'Opéra de Berlin) : Symphonie n° 9 en ré mineur op. 125 avec le chœur final interprétant l'Ode à la joie de Schiller, de Beethoven, par le Chœur de l'Opéra de Berlin et l'Orchestre de la Staatskapelle de Berlin, dir. : Daniel Barenboim.
23.15 Poussières d'étoiles.

Mercredi 1^{er} janvier

TF 1
15.20 Cinéma : Zorro. ■ Film franco-italien de D. Tessari (1974).
17.25 Divertissement : Vidéo gag.
17.35 Série : Premiers baisers.
18.00 Série : Tarzan.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Trafic Infos.
20.45 Variétés : Sacrée soirée. Spécial cabaret.
22.45 Cinéma : Cette sacrée gamine. ■ Film français de Michel Boisrond (1955).
23.45 Magazine : Télévision.
A 2
15.30 Variétés : La Chance aux chansons.
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres juniors.
16.50 Magazine : Giga.
18.20 Série : Mac Gyver.
19.10 Jeu : Question de charme.
19.40 Divertissement : Caméra indiscret.
20.00 Journal, Journal du trot et Météo.
20.50 Divertissement : Les Inconnus.
22.15 Magazine : Sauve qui veut. Sauve qui veut le planète ! 1, 2, 3, Théâtre.
23.25 Magazine : Musiques au cœur.
FR 3
15.30 Les Chemins de la découverte. Cap sur l'espace (on a marché sur la Lune).
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Richard Béranger.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour. Sélection de livres pour enfants.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Opérette : Le Prince de Madrid. De Francis Lopez.

22.15 Journal et Météo.
22.35 Série : Gabriel Bird.
23.25 ► Traverses. Sur les traces de Gengis Khan, Histoire sacrée, de Gilles Combet.
CANAL PLUS
1991
L'ANNÉE DE LA PUB
À 12 H 35 EN CLAIR.
Jérôme Bonaldi vous emmène pour un tour du monde en 80 jours de pub...
CANAL+
VOUS SOUHAITE UNE ANNÉE PAS COMME LES AUTRES
17.15 Documentaire : Les Plus Grandes Cascades du monde.
18.05 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Flash d'informations.
19.30 Divertissement : Spécial Karl Zéro.
20.30 Les Fables géométriques.
20.35 Le Journal du cinéma.
21.00 Cinéma : Biloud blues. ■ Film américain de Mike Nichols (1988).
22.40 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : Lacenaire. ■■ Film français de Francis Girod (1990).
LA 5
16.00 Cinéma : La Tulipe noire. ■ Film franco-italo-espagnol de Christian-Jaque (1963).

17.55 Rallye : Paris-Le Cap.
18.45 Les Géants du music-hall.
20.00 Journal.
20.25 Rallye : Paris-Le Cap.
20.40 Météo.
20.45 Téléfilm : Le réveillon, c'est à quel étage ?
22.30 Rallye : Paris-Le Cap.
23.00 Magazine : Ciné Cinq nostalgie.
23.05 Cinéma : Lucrèce Borgia. ■ Film franco-italien de Christian-Jaque (1952).
M 6
16.15 Magazine : Noubia.
16.50 Série : Drôles de dames.
17.45 Jeu : Zygomusic.
18.10 Série : L'Homme de fer.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.40 Téléfilm : Des vacances de rêve.
22.15 Téléfilm : Roméo et Julia.
23.50 Magazine : Vénus.
0.15 Six minutes d'informations.
LA SEPT
17.00 Magazine : Avis de tempête.
18.50 Histoire parallèle.
19.50 Cinéma d'animation : Des chats.
20.00 Documentaire : Naissance d'un bateau. De Frédéric Varot.
20.55 Le Courrier des téléspectateurs.
21.00 ► Documentaire : Anna, la corde de la vie. D'Yves et Stefan Julien.
22.30 Documentaire : Bergman par Bergman. Autour du film « La Source ».
22.35 Cinéma : La Source. ■■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1959).
FRANCE-CULTURE
20.00 Musique : Sappho. Entre désert et désir.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
20.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 15 décembre 1990 à Amsterdam) : Symphonie n° 2 en ré mineur op. 17, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 8 en sol majeur op. 88, de Dvorak.
23.07 Nos plus belles musiques.

SPECIAL KARL ZERO
À 19 H 30 EN CLAIR.
1991
Karl Zéro vous fait revivre l'année 91
dans ses plus beaux moments, ses plus belles musiques, et ses plus beaux
côtés d'humour. Un grand moment à ne pas rater.
CANAL+

L'ouverture dominicale
des commercesNouvelle assignation
de la CFTD
contre Virgin

Virgin Megastore ayant annoncé son intention d'ouvrir une nouvelle fois dimanche 5 janvier, la CFTD l'a assigné en référé, lundi 30 décembre, pour s'opposer à cette opération. Le syndicat demande que l'assignation soit portée à 200 000 francs par heure d'ouverture (contre 50 000 francs pour le dimanche 29 décembre).

Par ailleurs, le ministre délégué au commerce et à la consommation, M. François Dubin, a assuré que le projet de loi réformant les règles d'ouverture dominicale sera présenté « dans les prochaines semaines » au conseil des ministres et soumis au Parlement, « dès la session de printemps ».

Alors que le syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) apporte son soutien à Virgin, plusieurs syndicats protestent contre l'ouverture du magasin, le dimanche 29 décembre. C'est le cas des fédérations COT (« Un coup médiatique autour d'un coup de force »), CFTC (« Le seul souci de ces commerces est la recherche du profit pour le profit ») et FO, qui préconise « des sanctions plus dissuasives ».

Le tournoi d'échecs
de Reggio-Emilia
Karpov battu
par Khalifman

Chacun son tour. Après Kasparov éliminé par Anand dans la deuxième ronde, c'est Karpov qui s'est fait battre, lundi 30 décembre, dans la quatrième ronde du tournoi de Reggio-Emilia (Italie). Le deuxième joueur du monde s'est incliné au 45^e coup face à Khalifman, dix-septième au classement ELO avec 2 625 points.

Quant au champion du monde, il s'est dignement ressaisi en battant Ivantchouk, troisième au classement mondial, tandis qu'Anand, lui, trébuchait devant Gourevitch et que Beliavsky subissait, face à Poulougaevsky, sa troisième défaite en quatre rondes.

Classement après quatre rondes : 1. Guefland, 3,5 ; 2. Anand, Kasparov, Khalifman, 2,5 ; 3. Gourevitch, Karpov, Poulougaevsky, 2 ; 4. Ivantchouk, Salov, 1,5 ; 5. Beliavsky, 0,5. Il reste cinq rondes.

Alors que les combats se poursuivent en Croatie

M. Cyrus Vance entame
sa cinquième mission à Belgrade

Les combats se sont poursuivis lundi 30 décembre en Croatie, alors que l'envoyé spécial des Nations Unies, M. Cyrus Vance, censé évaluer l'opportunité du déploiement de casques bleus, était attendu dans la soirée à Belgrade pour sa cinquième mission.

Une nouvelle alerte aérienne a été déclenchée dans la matinée dans une quinzaine de villes croates. A Karlovac, centre de communication stratégique situé à 50 kilomètres au sud de Zagreb, autour duquel s'étaient concentrés les plus durs combats ces derniers jours, la situation paraît s'être quelque peu apaisée lundi.

La radio croate a annoncé qu'un raid aérien avait visé une usine sidérurgique mais les correspondants de presse occidentaux présents dans la ville n'ont entendu que des explosions sporadiques. A l'hôpital, on a indiqué que les bombardements de ces quatre derniers jours avaient fait 11 morts et 64 blessés. On a en revanche démenti que l'établissement ait été bombardé dimanche comme l'avait annoncé la radio : des roquettes sont tombées à 1 500 mètres de l'hôpital, a-t-on précisé.

La ville croate d'Otocac, en lisière de la région de la Krajina contrôlée par la minorité serbe de Croatie, a en revanche subi lundi une attaque

sérieuse, des bombes à fragmentation ayant été larguées contre les lignes de défense croates, selon la police locale. La radio et la télévision croates ont d'autre part fait état d'attaques à l'artillerie lourde lancées par l'armée fédérale dans la région de Pakrac (à 120 kilomètres à l'est de Zagreb) ainsi que contre Zadar, sur la côte adriatique, et les villages environnants.

Enfin, pour la première fois depuis le début du conflit en Yougoslavie, un incident violent s'est produit au Kosovo. Selon l'agence fédérale Tanjug, une fusillade a opposé lundi la police et des autonomistes albanais dans le village de Donji Prekaz où le front de résistance et de libération nationale des Albanais (interdit) aurait caché des armes.

Les « nouvelles
frontières »

M. Cyrus Vance est arrivé lundi soir à Belgrade pour un séjour d'environ une semaine en Yougoslavie, après une escale à Lisbonne où il s'était entretenu notamment avec M. João de Deus Pinheiro, ministre des affaires étrangères du Portugal qui assumera à partir du 1^{er} janvier la présidence de la Communauté européenne et avec Lord Carrington qui préside la Conférence de paix sur la Yougoslavie. M. Cyrus Vance a réaffirmé le soutien de l'ONU aux efforts déployés par la Communauté

européenne. La dernière initiative des Douze, faisant comme échéance le 15 janvier pour une reconnaissance des Républiques réclamant leur indépendance et remplissant les conditions nécessaires, avait été vivement critiquée par le bloc serbe à Belgrade.

Ce dernier a rendu public lundi le texte d'une « convention sur la nouvelle Yougoslavie » qui devrait être adoptée formellement le 3 janvier, lors d'une réunion des forces pro-serbes et qui définirait le nouvel État assumant la continuité de la Fédération yougoslave. « Ceux des peuples yougoslaves et leurs républiques qui n'ont pas opté pour la sécession auront la continuité de la Yougoslavie dans de nouvelles frontières ainsi que sa transformation en une communauté fédérale », dit notamment ce texte.

Dans une lettre adressée à la Commission d'arbitrage que préside M. Badinter, la présidence yougoslave estime toutefois indispensable une « négociation » sur les frontières intérieures avec les républiques indépendantes. Ces frontières sont « administratives », dit la lettre, et ne sauraient être transformées automatiquement en « frontières d'Etat ». M. Cyrus Vance devait s'entretenir mardi avec le président serbe Slobodan Milosevic et avec le général Veljko Kadijevic, ministre fédéral de la défense. (AFP, AP, Reuters).

Les représentants des communautés religieuses
françaises et yougoslaves ont lancé un appel à la paix

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas un hasard si Sarajevo, « lieu chargé de l'histoire de l'Europe », a été choisi pour ce appel lancé à l'initiative de M. Bernard Kouchner. Véritable poudrière à la limite de la Croatie en guerre, la Bosnie réunit sur son sol tous les ingrédients qui ont fait exploser la République croate voisine : les communautés serbes et croates y vivent imbriquées les unes dans les autres, aux côtés de musulmans – Slaves islamisés lors de la conquête ottomane.

Mais aux yeux des auteurs de cette initiative (1) c'est également une terre d'espoir par la « tolérance » en vertu de laquelle les communautés bosniaques ont su jusqu'à présent éviter la conflagration religieuse. C'est pour cela que, s'étant joints aux représentants religieux des catholiques, des orthodoxes et des musulmans de Sarajevo, ainsi qu'à l'archevêque catholique et au mufti de Belgrade, ils ont instamment prié dans leur appel commun « tous les habitants de Bosnie-Herzégovine d'avoir l'aide de préserver la tolérance qui a prévalu jusqu'à ce jour » et souhaité qu'« ils puissent aussi servir de témoins aux autres Républiques afin d'initier l'indispensable dialogue ».

« Afin d'initier la poursuite de l'effusion de sang (en Croatie), nous invitons les représentants des communautés religieuses : catholique, orthodoxe, protestante, juive et musulmane, à se réunir avec nous, avant fin janvier 1992 à Paris, pour favoriser les voies de la paix dans la justice pour tous », conclut l'appel de Sarajevo. Ses auteurs ne se ber-

cent pas d'illusions sur les retombées immédiates de leur démarche : « Nous ne ferons pas la paix à nous seuls », dit M. Kouchner. Mais, alors que les responsables politiques paraissent eux aussi « incapables » de la faire tout seuls, ils ont tenu à faire entendre ce message.

Le saint
par l'ONU

Pour l'heure, toutefois, le grand espoir des autorités bosniaques réside dans l'éventuel déploiement de « casques bleus » sur le territoire de la République, seul capable à leurs yeux d'empêcher la contagion de la guerre. De plus en plus inquiètes des risques d'un dérapage qui plongerait la Bosnie dans un conflit dont l'horreur pourrait dépasser ce qui se passe en Croatie, les autorités de Sarajevo – où les musulmans sont en plus grand nombre – ne voient de salut que dans l'ONU.

Or l'Organisation des Nations unies a multiplié les missions de « répression » mais s'est jusqu'à présent refusée à faire un premier pas concret, arguant de la poursuite des combats en Croatie. Des combats qui pourraient bien finir par rattrapper la Bosnie si la communauté internationale tardait encore à réagir.

YVES HELLER

(1) M. Bernard Kouchner était accompagné à Sarajevo par M. Jean Kahn, président du CRIF, le pasteur Jacques Sievert, le recteur de la Mosquée de Paris Tadjali Haddad et Mgr Lucien Daloz, archevêque de Besançon, représentant Mgr Decourtray.

Plusieurs morts à Tbilissi

La situation reste bloquée
en Géorgie

Les combats entre forces de l'opposition et partisans du président Zviad Gamsakhourdia se sont poursuivis lundi 30 décembre, faisant plusieurs morts. Des unités loyalistes ont lancé une offensive dans la matinée, et pris quelques positions qui ont ensuite été reprises par les forces de l'opposition. Celles-ci ont été rejointes par un groupe paramilitaire d'environ cinq cents hommes, appartenant à la milice « Mhedroni » (les Cavaliers), dirigée par un opposant déclaré au président Gamsakhourdia. Ce dernier a déclaré lundi qu'il était disposé à négocier avec l'opposition mais pas à démissionner. Un porte-parole du président a, d'autre part, annoncé l'arrestation, par les forces loyalistes, du vice-ministre de la défense, M. Nodar Gueorgadze, qui avait rejoint l'opposition, mais cette arrestation n'a pas été confirmée.

Dans le bunker
de Zviad Gamsakhourdia

TBILISSI

de l'envoyé spécial de l'AFP

Dans le Parlement de Tbilissi, assiégé par les opposants au président Zviad Gamsakhourdia, des hommes en armes, le temps d'une pause dans les combats, se restaurent, discutent ou jouent aux cartes. Dans un « café » de fortune, une femme souriante, d'âge moyen, sert des tasses de thé géorgien sucré aux combattants revêtus de gilets pare-balles. Comme eux, elle vit dans les « infimes bandes » qui se sont formées contre le président géorgien. « Quand tout ceci sera terminé, ils partiront pour leur crime contre le peuple de Géorgie », s'exclame-t-elle.

Un peu plus loin, des médecins vont et viennent, transportant les blessés dans l'infirmerie improvisée. Le centre de soins provisoire a été installé dans une grande salle où d'autres hommes – une centaine, environ – mangent, boivent ou discutent. Tous font silence peu après l'entrée d'un soldat en tenue de combat qui annonce l'arrivée de Zviad Gamsakhourdia. Celui-ci apparaît, il marche à grands pas en traversant la pièce, les mains dans les poches de son manteau. On l'applaudit quand il sort.

Dans les bâtiments fortement

endommagés, on assiste à des scènes montrant la loyauté indéfectible que ses partisans témoignent au président géorgien. Rien ne donne à penser que celui-ci pourrait abandonner la lutte, et ses fonctions. Lundi, Zviad Gamsakhourdia a tenu une brève réunion avec le haut commandement de ses forces. L'atmosphère était tendue mais Zviad Gamsakhourdia paraissait calme et déterminé à s'adresser à l'un des chefs militaires dont la tête était ornée d'un large bandage maculé de sang. En sortant de la petite pièce de réunion, qui donnait sur un large hall ouvert, le président géorgien déclarait : « Nos forces attaquent les rebelles. » Et moins de trois minutes plus tard, retentissaient des tirs d'armes automatiques et d'artillerie légère. Les soldats du président tiraient des étages supérieurs, d'autres tentaient une sortie sur l'avenue.

Durant les combats, certains s'affairaient aussi à traîner les corps des victimes jusqu'à l'infirmerie, laissant parfois dans les couloirs des traces de sang. Plusieurs pleurent après avoir accompli cette tâche mais semblent aussi plus déterminés que jamais à retourner à leurs postes de combat.

CHRISTOPHER BOIAN

Président du Comité économique et social européen

François Staedelin est décédé

Président du Comité économique et social (CES) de la Communauté européenne, François Staedelin est décédé le 30 décembre, à l'âge de soixante-trois ans. Il avait été hospitalisé à Mulhouse depuis quelques jours, à la suite d'affections cardiaques et rénales.

Membre du CES, à Bruxelles, depuis 1986, sur proposition de la CFTD, François Staedelin avait été élu président du collège des travailleurs puis, en octobre 1990, porté à la présidence de l'institution, exerce alternativement, tous les deux ans, par un représentant des employeurs ou des salariés. Européen convaincu, il avait été auparavant désigné secrétaire politique de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui rassemble les organisations des pays membres dont, en France, FO et la CFTD. Né le 9 décembre 1928 à Kembs

(Haut-Rhin) François Staedelin a commencé sa carrière professionnelle comme auxiliaire des PTT. Militant de la CFTD, à l'époque, il devient permanent syndical en 1962 et occupera ensuite diverses fonctions militantes au sein de la CFTD, quand la majorité se prononcera pour la transformation du syndicat d'origine chrétienne. Successivement, il sera, entre autres, de 1965 à 1971, président de la délégitimation des PTT pour la région Alsace, de 1972 à 1976, secrétaire général de l'Union départementale CFTD du Haut-Rhin, et, de 1973 à 1976, membre du bureau national de la CFTD.

Enfin, voulant, François Staedelin avait joué de son élocution pour défendre avec force sa passion de la construction européenne. Il voulait faire du Conseil économique et social l'un des hauts lieux capables de « conseiller les décideurs politiques ».

compagne du lancement du nouveau ticket de bus et de métro, qui ne sera plus jaune mais vert. Le nouveau logo remplacera progressivement les anciens sigles dans les locaux, sur les plans et sur les documents de la RATP.

« Soliste Beethoven sur France-Musique. – Claudio Abbado et Daniel Barenboim se partageront le programme d'un grand concert Beethoven retransmis, en direct de Berlin, le 31 décembre. A 17 h 30, Abbado dirigera la Philharmonie de Berlin, la soprano américaine Cheryl Studer, dans l'air de concert « Ah perfido », et le pianiste russe Evgeny Kissin, dans la Fantaisie, pour piano, pour et orchestre. A 20 h 45, Daniel Barenboim, qui doit prendre en charge la direction de l'Opéra national allemand de Berlin, dirigera Lucia Popp, Urs Prew, Peter Seifert et René Pape dans la Neuvième Symphonie.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un an après M. Guy Brabant, président de section au Conseil d'Etat, sur la législation dans le domaine de la bioéthique ; Tchecoslovaquie : « Au pays dont Vladislav Havel est président ! », par Daniel Bensaid..... 2

ÉTRANGER

Après le sommet de Minsk..... 3
L'aide d'urgence à la Russie s'organise en Europe..... 3
Les Arméniens lancent un appel au secours à l'ONU..... 3
Portugal : le Parti communiste reste fidèle dans son orthodoxie..... 4
Albanie : s'échapper de Tirana..... 4
Algérie : le FIS a remporté 188 sièges et près de 48 % des voix au premier tour des élections législatives..... 6
Liban : le gouvernement accuse Israël de l'attentat de Bastia..... 6
Maroc : portés « disparus » depuis dix-huit ans, les trois frères Bourquiat ont été libérés..... 6

POLITIQUE

Le Conseil constitutionnel annule les dispositions contre la fraude à la redevance audiovisuelle..... 7
Diagonales : « Vaux », par Bertrand Poirot-Delpech..... 7

SOCIÉTÉ

Justice : la procédure de révision du procès de Mohamed Chérif se poursuit..... 8
Médecine : un somnifère retiré du marché..... 8
Religions : l'islam entre Le Bourget et Alger..... 8

SCIENCES • MÉDECINE

Le « Vase » sauvé des eaux ; les

cent ans du Skansen • Ozone Airlines • Point de vue : « Les effets des benzodiazépines sur la mémoire : Dr Jekyll ou Mr Hyde ? », par Elisabeth Bacon..... 9 et 10

CULTURE

Cinéma : la mort d'Orane Demazis, la Fanny de Pagnol..... 11
Photo : Ralph Gibson, un magicien du visible..... 11
Théâtre : « Grand-Père et misère du III^e Reich », de Brecht, à la Comédie de Paris..... 11

ÉCONOMIE

Le conseil d'administration de La Cinq décide de déposer le bilan 13
Les prix de détail ont augmenté de 3 % en un an..... 13
La CGT va renouveler ses instances dirigeantes..... 13
Le peso remplace l'austral en Argentine..... 14
Lyonnaise-Dumex resserre ses liens avec la Caba..... 14

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 16
Marchés financiers..... 14 et 15
Météorologie..... 17
Mots croisés..... 16
Radio-télévision..... 17
Spectacles..... 12
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 31 décembre 1991 a été tiré à 476 806 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 décembre

La hausse continue

Le mouvement de hausse s'est poursuivi mardi matin rue Vivienne pour la dernière séance de l'année 1991. De nouveau bien amorcé dès l'ouverture (+ 0,91 %), il s'amplifiait par la suite, et aux alentours de 11 heures l'indice CAC 40 enregistrait une avance de 1,45 %. A cette heure-là, le gain du marché en l'espace d'un an s'élevait à 16,50 %. Comme les autres places boursières ouvertes, tel Londres, Paris est vivement encouragé à monter par le formidable tonus de Wall Street.

Fermé de Penhoët, Bel, Arjomari, Galeries Lafayette. Baisse de UIF, Locindus, Truffaut, SFIM, Majorette.

EN BREF

Violents incidents à la cité des France-Moisins de Saint-Denis. Onze personnes de la cité des France-Moisins de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ont été interpellées et placées en garde à vue à la suite d'incidents provoqués par la mort d'un jeune motard, Marcel Gomis, vingt et un ans, dans un accident de la circulation, samedi 28 décembre, décédé à l'hôpital de la Fontaine de Saint-Denis. Vers 21 heures, un groupe de personnes a pénétré à l'intérieur de l'hôpital et les incidents se sont poursuivis toute la nuit, et jusqu'à dimanche soir, dans la cité. Six véhicules ont été incendiés et les forces de l'ordre ont reçu des jets de pierres.

Opérations de cœur pour Mère Teresa en Californie. – Mère Teresa, quatre-vingt-un ans, a été opérée du cœur, dimanche 29 décembre, à l'hôpital de la Fon-

dation Scripps de la folie, en Californie. Souffrant d'une pneumonie, elle était tombée malade à Tijuana (Mexique), visitant les Missionnaires de la Charité, congrégation qu'elle a créée à Calcutta en 1950. La religieuse d'origine albanaise a obtenu le prix Nobel de la Paix en 1979. « Mère Teresa est gravement malade, mais son état de santé s'améliore », disait, mardi matin 31 décembre, un communiqué de l'hôpital californien. – (AFP).

Un nouveau logo pour la RATP. – M. Christian Blanc, PDG de la RATP, a rendu public, mardi 31 décembre, le nouveau logo de la Régie : un profil humain s'inscrivant dans un cercle aux couleurs bleues et vertes. Conçu par RSCG-SOPHA, ce logo symbolise une rue et Paris, à l'intérieur desquels la Seine dessine une ligne courbe vers le ciel, signe d'ouverture et de disponibilité. Cette création s'ac-